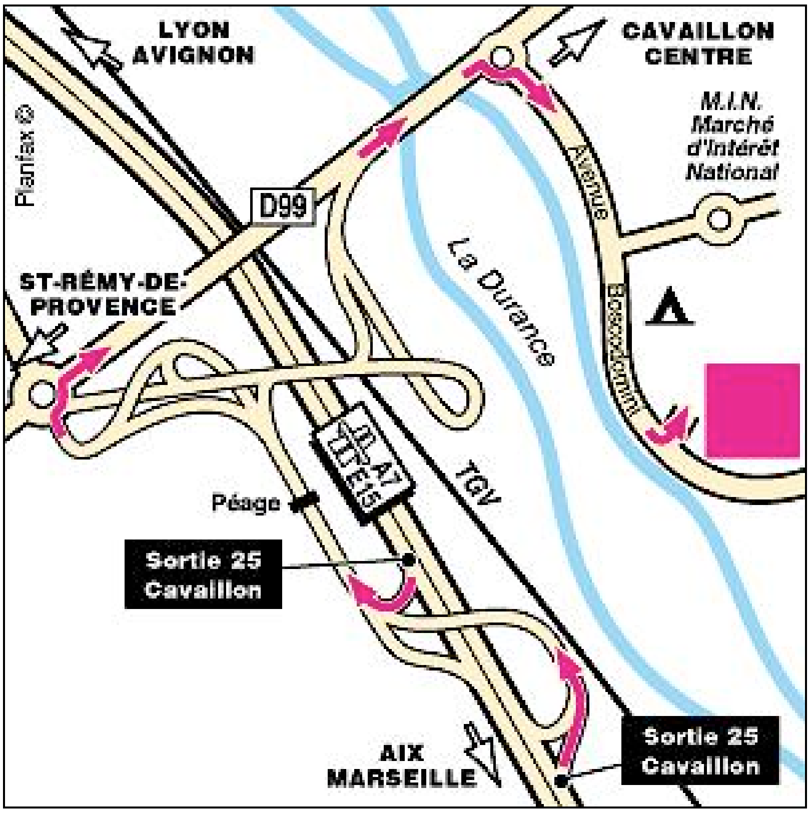
Louis MARTIN

JOURNAL D'UN GREVISTE

Décembre 1995–Janvier 1996

Théorie et marche à pied



La Petite Bibliothèque PDF de la Matérielle

Tous les noms de personnes sont imaginaires

TC Éditeur
BP 17 84300 LES VIGNERES
AVRIL 1996

Mardi 5 Décembre

Pendant la journée, une boîte en carton servant d'urne était restée sur une table, dans la salle des profs du collège, pour recueillir les appréciations sur l'action à entamer : grève d'une journée, grève reconductible, pas de grève. Le dépouillement lors de l'A.G, en fin d'aprés–midi, donne une majorité à la grève reconductible. Des profs du lycée Diderot sont là, le lycée est en grève depuis ce matin, Marlowe (prof du lycée) lit le texte qu'ils ont rédigé ce matin en A.G. Un texte très simple appelant à la grève, réclamant le retrait du plan Juppé et posant, sans employer les termes la question du partage entre salaires et profits. Au collège, la grève est votée pour le jeudi 7. Je souligne l'indécision et la confusion des mots d'ordre nationaux par rapport à la grève, en rappelant le précédent de 1986, Marlowe semble approuver, Watson, délégué F.S.U dit qu'il ne s'agit pas d'indécision mais de la liberté laissée à chaque établissement de se décider. Il est cependant remarquable que quand les choses sont plus calmes on lance des mots d'ordre nationaux sans s'encombrer de ces scrupules.

Jeudi 7 Décembre

Collège Voltaire : 1° jour de grève. Une manifestation est prévue à Avignon, à 10h30. Belle manif, beaucoup de monde, les actualités régionales parleront de 10 000 personnes.

A 15h, A.G. à Rousseau, l'autre collège de la ville, je suis seul de Voltaire, avec Marlowe du lycée. C'est le délégué F.S.U du collège (Sponz) qui pilote l'A.G., le bureaucrate syndical dans toute sa splendeur, il freine des quatre fers, soulève le problème des bulletins trimestriels à remplir, des conseils de classes, souligne que les mercredis et dimanches seront comptabilisés comme jour de grève, qu'on risque de perdre l'indemnité de suivi des élèves, il faut être sûr qu'il y a bien unité syndicale, etc... Avec Marlowe on bout sur place, nous les traitons de "petits commerçants" de la grève, nous essayons de parler de rapports de forces, de dire que ce n'est pas une grève de l'enseignement, que ce n'est pas dans ce cadre là, ou en termes de syndicats qu'il faut parler d'unité. On se fait un peu mal voir. De toute façon on propose (ce pourquoi on était là au départ) une A.G de tous les établissements primaires et secondaires, le lendemain à l'école des Peupliers.

17h : A.G du primaire à Arthur Rimbaud. C'est une assemblée que les instits de la ville et des villages alentours avait organisée. Nous sommes de nombreux profs du collège et du lycée, aucun problème, au contraire. C'est Starsky (un instit) qui dirige les discussions. Tout de suite Moriarty, le délégué F.E.N départemental, appelle à la négociation : "on ne peut pas être pour le retrait du plan car il y a des choses bien, mais pour sa discussion". La réaction est assez houleuse. J'appelle à une A.G où après réflexions dans nos établissements, nous fixerons nous mêmes nos objectifs de lutte. Starsky tergiverse et propose dimanche, je rouspète "c'est trop loin, il ne s'agit pas d'aller prendre l'apéritif, même si je n'ai rien contre". Je propose le lendemain, on vote. L'A.G est fixée au lendemain 10h à l'école des Peupliers. Le but de l'A.G sera d'établir un texte et de le diffuser. J'insiste pour que dans chaque établissement on rédige des canevas, que nous confronterons en A.G.

Vendredi 8 décembre

Huit heures, A.G à Voltaire : nous votons la reconduction de la grève pour samedi, lundi et mardi, jour de la grande manifestation à Avignon. Watson, le délégué F.S.U du collège, envisage que nous suspendions la grève samedi matin afin de préserver nos forces. Je dis que c'est une démobilisation, "si au bout d'un jour de grève on se sent déjà fatigué on n'ira pas bien loin". Nous passons à la préparation du texte, pour moi il faut insister sur la notion de rapports de forces et pas sur l'ouverture de négociations, les deux ne sont pas contradictoires, mais ce sont deux façons différentes d'appréhender le conflit : "nous ne sommes pas en train de discuter en famille pour trouver le meilleur lieu de villégiature, le conflit met en jeu des intérêts fondamentalement contradictoires" . Discussion avec Tintin, le délégué F.O du collège, qui est d'accord pour parlerde racket de F.O sur la sécu. Nous reprenons dans le texte une phrase que j'ai avancée : "toute réforme des prélèvements

sociaux ou de la fiscalité est un partage entre salaire et profit."; d'où des intérêts divergents inconciliables.

Dix heures, A.G aux Peupliers. Environ 250 personnes, toutes les écoles (même celles des villages) sont présentes, les collèges et le lycée. Il est net que les gens ne représentent pas leur école, chacun est là en tant que soi-même et représentant du mouvement. Moriarty, délégué F.E.N départemental, revient à la charge, même discours que la veille, tout le monde gueule, il s'en va, se ravise, il restera, mais muet. Immédiatement pour clore l'incident nous votons à la quasi unanimité le retrait du plan Juppé comme objectif. Il est remarquable de voir comment le vote s'insère naturellement dans l'action, comment il perd ce gluant démocratique lié à la prise de décision "en son âme et conscience" de l'individu isolé de l'isoloir. Il perd ce côté détestable du moment de la décision idéaliste qui croit modifier le réel alors qu'il l'entérine ; ici il ne s'agit que d'un moment de l'activité, une sorte de vérification, d'assurance, que nous sommes bien tous au même moment de l'action.

Valjean, prof au lycée, rappelle que de toute façon cette grève n'est pas "notre" grève : "nous nous inscrivons dans une lutte déjà commencée depuis plus d'une semaine, on ne va pas arriver en faisant les donneurs de leçon." Avec l'accord de mes collègues du collège, je lis notre texte et je rajoute que nous devrions songer à contacter les autres secteurs en grève sur la ville. Cependant, comme schéma de rédaction, c'est un texte que je trouve un peu merdique dans sa forme dialoguée, qui est retenu par l'A.G. Une commission de rédaction est formée avec des gens des divers établissements, j'y suis pour Voltaire avec Terminator et Lampion (deux agents de service), Adèle Blanc-sec, une prof, et Tintin. Je bataille pour faire supprimer le côté "cucul" du texte, je n'y parviens pas en totalité, je fais passer l'élargissement de la lutte et le rapport de forces pour définir ce qu'est une négociation. Aucune signature sur le tract, il est tiré en perruque.

14h30, au lycée Diderot : mise au point d'un texte plus général sur le mouvement, destiné aux journaux locaux. Le matin, à la suite de mon acharnement dans la rédaction du tract, des profs du lycée m'avaient proposé de venir . C'est un "exercice difficile" car l'on est tenu de respecter un canevas adopté en A.G. Au cours du travail, avec un prof du lycée, Amédée, nous parvenons à supprimer du texte tout le côté "keynésianiste de gauche", les références à "Notre service public", on réintroduit la négociation comme rapport de forces et non recherche d'une solution, on introduit l'enjeu : "si nous cédons c'est une véritable autoroute des réformes qui s'ouvre contre les salariés".

L'idéologie keynésianiste et le mythe de l'état régulateur au–dessus des classes pèsent lourdement sur le mouvement, ils sont revivifiés par la nature même de celui-ci : le partage entre salaires et profits. Pour toute une catégorie de travailleurs fortement représentée dans les services publics, principalement dans l'enseignement, les "trente glorieuses" représentent une sorte d'âge d'or où on pouvait avoir l'illusion de sortir de la classe ouvrière pour intégrer les fameuses classes moyennes. Le mouvement actuel n'inaugure pas la fin de cette période, bien plutôt il marque la fin de toutes ces illusions auxquelles nous nous sommes si longtemps raccrochés. Il nous faut définitivement faire notre deuil du fordisme . En fait le fameux partage des gains de productivité entre le capital et le travail fut toujours un "leurre". Ce qui fut ainsi théorisé c'est la transformation du mode de vie de la classe ouvrière et des composantes historiques de la valeur de la force de travail. Transformation inhérente au passage à la domination de l'extraction de plus-value sous son mode relatif (concentration, urbanisation, disparition de l'autoconsommation, du logement lié à un habitat traditionnel). Il n'y eut aucun partage mais une croissance comme jamais vue de la productivité et de l'exploitation, liée au développement d'une consommation ouvrière attachée à des produits dont la valeur d'échange était constamment en baisse.

Pour en revenir au texte, petit à petit nous ne nous sommes retrouvés que tous les deux à rédiger ce texte, les autres n'ont pas tenu longtemps quand Amédée s'est mis à expliquer à la déléguée F.S.U du lycée, qui voulait pouvoir faire les boutiques pour relancer le capital, que la crise ne provenait pas d'une sous-consommation mais d'un manque de profit, que pour le capital la résolution de la crise passe par un renforcement de l'exploitation. Quant à moi j'ai parlé de Copernic et du mouvement apparent du soleil. Pour la bourgeoisie, l'objectif incontournable est de faire baisser les coûts de production, réduire le nombre de travailleurs, diminuer les salaires, les charges sociales, les prélèvements fiscaux, développer la fléxibilité et les heures supplémentaires. Le capitalisme n'a rien à offrir d'autre qu'un peu plus ou un peu moins de rigueur, de chômage, de précarité, de misère,

d'exclusion. Depuis longtemps déjà toute idée de salaire minimum a été liquidée. Vers 16h30 un journaliste du "Provençal" vient chercher le texte.

17h A.G à l'école Rimbaud. Il y a eu incompréhension, malentendu sur cette A.G. Le matin on ne devait passer que pour récupérer les tracts pour la distribution de lundi, jour de marché. En fait, tout le monde a tellement envie de continuer à discuter que ça se transforme en A.G. Les instits reconduisent leur grève jusqu'à mardi inclus. Ceux qui sont un peu faibles sur leur établissement demandent de l'aide pour distribuer sur leur école. Je fais passer un petit papier à une prof du lycée pour lui dire ce qui s'est passé l'après midi "chez elle", pour qu'elle le communique à l'assemblée : les profs du lycée cherchent à contacter des grévistes d'autres secteurs pour la distribution de lundi, ils ont également écrit une sorte de questionnaire humoristique, principalement destiné aux non-grévistes, enfin le texte pour le journal.

Terminator, un agent de service, qui a été syndiqué, et qui est très remonté, a fait venir un délégué C.G.T. du personnel de service, le gars donne quelques informations sur la grève dans ce secteur, et parle des difficultés qu'elle soulève pour les personnels de service à cause de la forte présence de personnels intérimaires ou sous contrat.

Sponz, le délégué du collège Rousseau, annonce qu'ils ont suspendu la grève pour demain matin et lundi, ils reprendront mardi pour la manif. Je lui réponds que si tout le monde appliquait cette "stratégie" dite des temps forts, il n'y aurait plus de temps forts. Droopy, prof à Voltaire, un peu énervé, dit beaucoup plus simplement que si on arrête la grève on arrête l'activité de grévistes, c'est à dire ce que l'on fait, ce que l'on construit pendant la grève. Cette idée de "l'activité de gréviste" est extrêmement importante.

A la sortie, longue discussion parfois un peu tendue avec Sponz, il y a Adèle également. Ils veulent se garder chaud pour mardi, Droopy qui passe répète que la grève c'est une activité. Sponz, un peu excédé, me dit que la veille, avec Marlowe, nous avions été "très mal perçus", on s'en doutait. Je pense que ce sont eux qui risquent de se retrouver fatigués mardi

Aujourd' hui, les syndicats ont commencé à négocier avec un médiateur, C.G.T et F.O compris. De gros affrontements en Lorraine, entre mineurs et C.R.S.

- Qu'envisager pour demain?

– Tirage d'un tract interne : le questionnaire humoristique.

– Retirage du tract à distribuer lundi.

– Essayer de toucher les autres secteurs en grève.

– Envisager, peut-être, à partir de mardi une grève perlée.

– Faire pour nous–mêmes une discussion de clarification.

C'est ce à quoi je pense après être rentré.

Dans ce qui de toutes façons est une lutte revendicative, pour aboutir à quelque chose, il faut tout d'abord que l'on s'unifie dans chaque secteur, que l'on fasse attention à ne pas reproduire la sempiternelle formule : "les différents personnels de l'éducation nationale" ; et ensuite que l'on cherche à étendre au maximum le mouvement et à créer une réelle liaison entre les secteurs en luttes. Dans cette perspective de l'extension, les précaires ou les chômeurs jouent un rôle très important. Par le fait qu'ils ne sont pas rattachés à telle ou telle entreprise ou secteur, ils peuvent être un facteur actif contre les divisions corporatistes et pour l'unification, l'encadrement dans des organismes spéciaux a tendance à poser leurs problèmes sous la forme de problèmes sociaux généraux, si ce n'est moraux, et non comme une question de classe inhérente à la reproduction d'ensemble de la classe.

Il faut autant que possible éviter le "réalisme", c'est à dire de calculer notre revendication dans le cadre de la logique du mode de production. Toute revendication procède a-priori d'intérêts irréconciliables avec ceux de la classe dominante. Paradoxalement, l'aboutissement favorable d'une grève revendicative à l'intérieur du mode de production capitaliste, ne peut être obtenu que lorsque la grève ne se soucie pas des nécessités et des lois du système, que lorsque ses contraintes jusque là vécues comme éternelles commencent à être remises en cause dans leur autoproduction comme destin.

Il faut que dans les A.G, syndiqués et non syndiqués soient absorbés dans l'activité générale. Par là, sans que ce soit une démarche intentionnelle, nous plaçons les syndicats soit dans la nécessité de couvrir, soit dans une situation où des clivages dynamiques apparaîtront, il ne s'agit pas de division à ce moment là, mais du cours de la lutte. Avoir les syndicats avec soi ne doit pas être un a-priori posé à l'action. Tous les grands mouvements sociaux (Mai 68 ; l'automne chaud italien de 69) ne sont pas partis d'un mot d'ordre syndical et s'en sont bien passés, les grèves significatives également, le rapport nécessaire qui se crée dans le mouvement avec le syndicalisme est à un autre niveau.

Samedi 9 décembre

Huit heures, au collège. Je suis un peu en retard après être passé prendre les journaux. En arrivant, je lis à la cantonade le compte rendu des grèves dans les établissements scolaires de Cavaillon, paru dans le "Provençal". Il n y a pas le texte fait la veille au lycée.

Arrive un cheminot, qui nous fait un petit topo sur ce qui se passe chez eux, ils se regroupent sur Avignon, ce qui pose un problème pour les actions communes locales. Ils sont très décidés et il est étonné que quand nous sommes en grève il y ait toujours des profs qui fassent cours.

On tire le tract en 2000 exemplaires, c'est Corto et Adèle Blanc-sec qui font le boulot. Je récupère un drapeau suédois, qui une fois la croix blanche arrachée, fait une magnifique bannière rouge pour la manif. Droopy, Navarro et Mireille récupèrent une grande aube d'ange, qui avait servi lors d'une pastorale jouée au collège. Cela fera une banderole à accrocher sur le grillage. Nous allons à l'atelier de Droopy pour clouer les manches et peindre les inscriptions, encore une fois Navarro, le roi du lettrage fait des merveilles. Il est 11h15, trop tard pour accrocher la banderole. Le plus important c'est l'atmosphère dans lequel tout cela se fait, la rigolade et la découverte des gens. Ce n'est pas tant "l'efficacité" de ce que nous faisons qui nous importe, le but principal c'est de faire quelque chose, non pour le plaisir vain de s'activer, mais comme création d'autres rapports.

Retour salle des profs, Sponz est là, quand je lui dit que faire grève c'est avoir une activité de gréviste, même si ce n'est que ce que nous avons fait ce matin, il me répète que nous avons été très mal perçus, je vais finir par croire que c'est vrai. Petite discussion avec Tintin et Jivago qui s'est joint aujourd' hui à la grève. On parle de la gestion des caisses et du rôle économique et social du système fiscal.

Lundi 11 décembre

A.G au collège, pas mal d'effervescence à la suite des déclarations syndicales du week-end. Blondel a dit que le retrait n'était plus un préalable et Viannet se complait dans l'équivoque. J'apporte la grande banderole blanche que j'ai gardée à la maison pendant le week-end, Ghislaine en a profité pour renforcer les coutures. Nous allons l'accrocher sur le grillage extérieur, on se marre en se glissant derrière les cyprès. On discute pour faire un petit mot pour relancer les non-grévistes pour la manif du lendemain, c'est la formule de Navarro qui est retenue : "pour une fois faites vous plaisir".

Départ pour le marché et la distribution, on se retrouve à l'arc de triomphe, il y a des instits et des profs de tous les établissements et des agents de service. La Castafiore, déléguée F.O dans le primaire se fout de ce que Blondel a déclaré, elle semble plutôt ne pas avoir envie d'en parler. Je distribue avec Bourrel, Evariste et Terminator qui a la crève. On passe distribuer au personnel de la

mairie et du "Provençal", là j'apprends que notre texte de vendredi n'a pas été publié parce que pas assez local. Ceux de Diderot étaient déjà allés rouspéter. En distribuant, on rencontre deux postiers de S.U.D qui nous disent qu'à la plate-forme paquets, dans la zone industrielle, les gars font une A.G à midi, ils nous proposent de venir.

Retour au collège, petite discussion vive avec Ysengrin, un prof qui est contre que l'on aille les uns chez les autres, "on n'a pas besoin que l'on vienne nous faire la morale", "nous on est de Voltaire! ". Je défends ce qu'il y a de bien dans cette grève telle qu'elle se déroule quotidiennement : son non-formalisme, pas de repliement corporatiste, ni dans sa boite ou son établissement. De toute façon, moi je n'ai jamais été "de Voltaire", il n' y a rien à moi ici, je suis là parce qu'il faut bouffer. Il grommelle (Adèle commence à rire), et embraye : "ça vaut pas la peine de continuer, regarde les syndicats", "là dessus bien d'accord mais un conflit c'est pas quelque chose de réglé comme une partition par les syndicats". Navarro m'apprend qu'Ysengrin n'est pas gréviste, je l'avais cru.

Esméralda, Adèle, sa fille et moi allons à l'A.G de la plate-forme paquets. C'est un immense hangar, planté dans la zone industrielle au milieu des entrepôts, au bord de la Durance. Les gars sont très sympathiques, contents de voir de nouvelles têtes, le piquet de grève est bonhomme. L'A.G reconduit la grève sans discussions, cela va de soi, on vote quasiment sans y prêter attention. Nous échangeons nos tracts, ils trouvent le nôtre mieux que le leur, nous c'est le contraire. Le type qui mène l'A.G avance l'idée d'une action commune sur Cavaillon de tous les secteurs en grève. Je vais le voir à la fin de leur réunion pour parler de cette idée. Il me dit qu'il ne sait pas trop comment on pourrait combiner cela, lui même n'est pas syndiqué, je lui dis que moi non plus, mais que ce n'est pas forcément plus mal pour faire ça, sourires.

17h, A.G à l'école Rimbaud. Peu de monde, moins que vendredi, même en ce qui concerne les instits. Il n'y a comme profs que Raspoutine et moi, personne de Rousseau, ni de Diderot. La tenue de cette A.G pourtant décidée Vendredi dernier avait été complètement oubliée par ceux des collèges, moi y compris, c'est Ghislaine Blanchard qui me l'a rappelée ce soir.

D'abord il fut question de la distribution du matin, chacun fait un petit rapport. Moriarty est de retour, il commence à parler des négociations qui sont ouvertes et met en garde contre la fixation sur le mot d'ordre du retrait. Je le contre classiquement sur la négociation comme rapport de forces, et sur le fait que même dans son optique si on arrive à une négociation en ne demandant pas plus que ce que l'on nous propose, on obtiendra encore moins. De plus le retrait doit d'autant plus être posé en préalable que, comme il le disait lui même, avec la possibilité de légiférer par ordonnances, "Juppé peut faire passer le plan pendant les négociations, qui se réduiraient alors à des négociations sur les modalités d'application". La Castafiore de F.O abonde dans mon sens en présentant le dernier revirement de Blondel (maintenant il est à nouveau pour le retrait), comme une preuve de responsabilité d'un dirigeant par rapport à sa base, il n'aurait fait auparavant que donner son avis personnel. Là j'explose : "Quand on est le dirigeant national d'une confédération on ne donne pas son avis personnel sur la grève, c'est une preuve d'irresponsabilité ou pire."

La Castafiore nous ressert le couplet sur la main mise de l'Etat, le hold-up ...la discussion traînasse. Au bout d'un moment je raconte notre rencontre de midi avec les postiers, je relance l'idée émise par eux et que nous avions nous même eue, de contacts et d'actions communes. "Ce n'est que si on parvient à agir, tous les secteurs en grève ensemble, en dehors des manifs, que le mouvement passera à un autre niveau, sans qu'on puisse maintenant en déterminer les formes ou les objectifs. Il me semble évident que se lier activement pour l'objectif actuel du retrait, nous fera passer à autre chose, c'est la seule façon pour produire une communauté d'action avec le privé". Tout le monde est d'accord.

D'autres prennent la parole pour dire que cela doit passer par des contacts informels, il ne s'agit pas de mandater des gens, comme le suggérait Lupin, l'instit qui dirige l'A.G. J'approuve complètement, le premier pas dans cette direction est à faire demain pendant la manif. Il faut "prendre langue" avec les autres grévistes que l'on repèrera venant de Cavaillon. A ce propos, la tentative des profs du lycée de liaisons pour la distribution du matin n'a eu aucune suite, il faudrait tout de même pouvoir demander des explications à la déléguée F.S.U, qui s'était engagée vendredi à contacter pas mal de monde, nous sommes peut être un peu trop "gentils" entre nous. J'irai à la prochaine A.G de la

plate-forme, mercredi matin à 8h. La Castafiore et une jeune et virulente instit d'un village voisin sont bien d'accord sur "l'activité de grévistes". Lupin émet quelques réserves : "il ne s'agit pas de s'installer dans la grève", la jeune instit lui dit qu'il s'agit simplement de "faire la grève" et non simplement de "faire grève". Prochaine A.G, mercredi 13 à 17h, même endroit.

Dans l'ensemble, pour le moment, dans ce mouvement : grande ouverture entre les secteurs en grève, pas de corporatisme, portes ouvertes à diverses possibilités d'action, volonté de compréhension, mouvement moléculaire de transformation des rapports entre les gens, les syndicats ne semblent pour l'instant que couvrir, mais ne font rien, bien au contraire pour que les secteurs se lient entre eux, la liaison demeure très formelle et très contrôlée au niveau des délégués dans les Unions Locales. La liaison entre les A.G et les syndicats est très informelle apparemment, mais en fait très prégnante. Il faut faire attention de ne pas surestimer la "démocratie de base", ne pas croire qu'elle est ipso-facto contradictoire au syndicalisme.

Les syndicats se refont une légitimité en collant au mouvement. Cependant nous ne parvenons pas à prendre de réelles décisions dans ces A.G. Le mouvement se perd dans dans sa démarche basiste, la décision, elle, est toujours du ressort des syndicats : lieu, date, type de manifestation et même les mots d'ordre. On a même parfois l'impression qu'il y a deux mouvements parallèles : celui des "temps forts" ; celui des A.G, des discussions, des actions locales. A ce dernier niveau ce qui est le plus important ce n'est pas l'appartenance à tel ou tel secteur en grève et la liaison avec ceux du même secteur dans leur dispersion, ce n'est pas l'appartenance à une catégorie, mais de savoir où l'on peut faire "quelque chose", la liaison locale c'est la possibilité de maîtriser notre grève et de passer à une généralisation du mouvement.

Mardi 12 Décembre

Huit heures, A.G au collège. On se prépare à aller à la manif. Je raconte l'A.G de la veille en insistant sur la nécessité de la liaison avec les autres secteurs en grève sur Cavaillon, il faut y penser pendant la manif. Le problème se pose de la poursuite ou non de la grève jeudi 14, il faudra en décider jeudi à 8h. Je ne réagis pas sur le moment mais je pense qu'il faudrait en décider tout de suite : si Juppé retire son plan, cela ne nous fera qu'un jour de grève supplémentaire pour fêter cela ; s'il n'a pas retiré son plan et bien c'est normal de continuer. La reconduction ou non de la grève sera donc décidée jeudi matin, mais en cas de reprise pour ne pas faire perdre la journée, Droopy, Watson et Navarro, proposent que cette heure de délibération soit déclarée : "heure de concertation syndicale". Ils vont voir le principal qui accepte, mais prévient que les élèves seront dans la cour, prêts à la reprise des classes. Je soutiens à Droopy que cela va faire une grosse pression sur le vote, et que de plus, placer la délibération en "concertation syndicale", c'est ne pas engager les participants. Je trouve que c'est une tactique démobilisatrice, c'est Watson qui n'est pas très optimiste qui a un peu poussé à cette façon de faire. Droopy me dit que, les élèves dans la cour ou non, ça ne change rien, et que c'est l'administration qui les aura sur les bras. J'accompagne Terminator prendre une aspirine chez Lampion, le concierge.

Il est 9h nous partons pour la manif à Avignon, je fais le trajet avec Alcazar et Raspoutine, on déconne tout le long. Là-bas très grosse manif, entre 25 et 30 000 personnes, Droopy arrive avec la bannière rouge du collège, j'ai ma corne bas-alpine et la bombarde stambouliote, Navarro s'en empare. Je retrouve Shéhérazade qui papillonne dans le défilé, Watson, qui est fin psychologue, me dit en rigolant : "comme fouteuse de merde, elle doit être bien celle-là !" En fin de manif je retrouve le cheminot qui était venu samedi au collège, je lui parle de la nécessité de se rencontrer, il appelle le délégué C.G.T, je lui répète le projet, il réfléchit un instant puis désigne trois gars pour venir avec lui demain à l'A.G à Arthur Rimbaud. Pas moyen d'apercevoir quelqu'un de la plate-forme, j'irai donc demain à 8h. Avant de quitter la place, je préviens Watson et Starsky de la venue demain des cheminots.

Nous allons manger des moules et des frites dans un resto belge avec Alcazar, Raspoutine, sa femme et une autre instit. En sortant vers 3h nous croisons Watson qui va à la réunion départementale de la F.S.U. Comme il ne peut être demain à l'A.G de 17h, je dois lui téléphoner ce soir pour

transmettre ce qui se sera dit. Il semble assez amusé, quand je lui signale qu'il aurait pu trouver un "porte-parole" syndicalement plus fiable que moi.

A 19h, c'est Watson qui m'appelle pour me raconter la réunion syndicale.

- Tour d'horizon des différents établissements.

- L'essentiel du temps a été consacré à la rédaction d'un texte : la F.S.U appelle à la reconduction de la grève, elle est solidaire de sa poursuite dans les autres secteurs, elle appelle avec la C.G.T à une nouvelle manifestation samedi 16. Mais elle laisse la possibilité de reprendre par établissement, selon les situations locales et l'évolution du rapport national, donc possibilité de reprise du travail puis de redémarrage de la grève.

– La F.S.U va être reçue par Juppé, c'est pour Watson, un point positif, elle est reconnue comme les confédérations.

Tout cela est un peu ambiguë. Cette façon d'envisager de lâcher avec bonne conscience en se disant qu'on pourra reprendre, et que l'on demeure solidaire est dangereuse derrière son apparent réalisme. La F.E.N de son côté appelle à la reprise.

On ne comprend rien aux syndicats et au syndicalisme en général, si on se contente de les considérer comme manipulant de l'extérieur l'activité de la classe ouvrière ou comme une courroie de transmission de l'Etat à l'intérieur de la classe. Il faut une bonne fois pour toutes reconnaître que la classe ouvrière ou le prolétariat (ici , la différence, si elle existe, importe peu) est une classe du mode de production capitaliste, qu'elle est dans un rapport conflictuel d'implication réciproque avec le capital (même si elle peut être à même de dépasser ce rapport). Ce rapport, l'exploitation, est la dynamique même de la reproduction du mode de production, de l'accumulation du capital. Dans cette contradiction qu'est l'exploitation, le prolétariat produit le capital et se reproduit lui-même dans son rapport à lui. Les intérêts respectifs sont simultanément irréconciliables et le fondement même de la reproduction respective des termes. Dans ce procès les termes ne sont cependant pas dans une situation de réflexivité égalitaire, c'est toujours le capital qui dans l'exploitation subsume sous lui le travail et à l'issue de chaque cycle apparait comme concentrant toutes les conditions de la reproduction du rapport, c'est en cela qu'il se présuppose lui-même dans sa relation avec le prolétariat.

Le syndicalisme exprime ce procès, il exprime l'activité de la classe en ce qu'elle implique conflictuellement le capital et présuppose son rapport à lui. Mais, et c'est fondamental, c'est dans le capital que la reproduction de ce rapport trouve constamment les conditions de son renouvellement. C'est en cela que, fonction de l'implication réciproque, le syndicalisme se trouve nécessairement amené à envisager le renouvellement de ce rapport sur la base des nécessités du capital, il n'a pas le choix. A ce niveau, et de ce point de vue, le conflit ne peut porter que sur le profit (forme transformée de la plus-value) et sa répartition, comme si tous les éléments du procès de production concourraient également à sa constitution, et non exclusivement le travail en tant que producteur de valeur dont la plus-value. Le conflit ne peut dépasser le carcan de la logique économique capitaliste, et les syndicats sont les garants qu'il s'y maintient.

De là découle toutes les pratiques immédiates du syndicalisme : fonction de l'activité de la classe, dans son implication réciproque avec le capital, le syndicat ne peut alors que travailler à conforter et à reproduire cette implication. Les syndicats jouent leur partition mais ne peuvent la jouer et la faire plus ou moins entendre dans les luttes que parce qu'ils sont l'expression fonctionnelle d'une situation réelle de la classe et ce jusqu'à, et y compris, dans une situation révolutionnaire. Il faut comprendre autrement que par les subventions de l'Etat (bien réelles), et les mystifications (souvent efficaces), pourquoi l'action syndicale, toujours critiquée, est cependant toujours présente dans son rôle de remise en ordre de l'implication réciproque entre les classes, et cela nécessairement au bénéfice structurel de la reproduction du mode de production, même si cela passe par une opposition immédiate à la classe dominante, se concevant elle même unilatéralement, comme pôle particulier du rapport.

(Les quatre paragraphes suivants sont directement ou librement inspirés d'une brochure de "Révolution Internationale" parue en 1985 : "Les syndicats contre la classe ouvrière", même si le contexte théorique de l'analyse est différent.)

La pratique syndicale en ce qu'elle conforte comme éternelle l'exploitation est bien connue. Les ouvriers sont organisés par branches, secteurs, nations ; l'action syndicale se limite à des activités sans réelle portée, inefficaces, anesthésiant la combativité, la diluant : journée d'action parachutées, grèves de quelques heures, pétitions, actions symboliques ou spectaculaires mimant la radicalité (toujours bien contrôlées). Lorsque la bourgeoisie, pour préserver ses marges de profit impose des sacrifices aux travailleurs, les syndicats commencent généralement par répondre : "Pas de sacrifices", mais ce n'est que pour rajouter immédiatement : "A moins qu'il ne soient égalitairement répartis parmi toute la population". Concrètement cela aboutit à de spectaculaires négociations entre gouvernement et syndicats où la question n'est jamais "sacrifices ou pas", mais évidemment "comment organiser l'imposition des sacrifices". Au dernier acte de cette pièce cent fois jouée, le résultat est toujours le même : de nouveaux sacrifices pour les travailleurs. Et les syndicats de crier victoire car..." cela aurait pu être pire si nous n'avions pas été là". C'est la pratique habituelle des syndicats de faire de la négociation en soi l'objectif d'une lutte sans considérer que l'efficacité d'une lutte dépend directement de sa capacité à imposer un rapport de forces qui s'obtient essentiellement dans l'extension de la lutte, de plus la négociation laisse souvent de côté les revendication réelles à l'origine de la mobilisation.

Le syndicalisme ne peut par nature dépasser la logique du système économique dominant. Lorsque les nécessités de l'accumulation exige plus de sacrifices, les syndicats ont pour tâche de les présenter aux travailleurs au nom d'un soi-disant réalisme qui consiste en fait à considérer la crise économique comme une sorte de "cataclysme naturel" et le capitalisme comme une donnée éternelle de la nature. C'est au nom d'un tel réalisme que les syndicats français ont signé d'abord avec un gouvernement de droite, puis avec un gouvernement de gauche au début des années 80, la réduction systématique des allocations de chômage et du nombre d'ayant-droit, c'est avec les syndicats italiens que le gouvernement "centre-gauche" organisa la destruction du mécanisme de l'échelle mobile, puis du système de retraites. C'est avec la F.G.T.B. (socialiste belge), que le gouvernement appliqua l'amputation de 10% des allocations de chômage.

Depuis la première guerre mondiale, parallèlement au développement du rôle de l'Etat dans l'économie, les lois régissant les rapports entre capital et travail se sont multipliées, créant un cadre strict de "légalité" au sein duquel la lutte prolétarienne est circonscrite, et réduite à l'impuissance si elle y demeure. Dans ces conditions, toute organisation syndicale, ne peut se dégager de cette envahissante légalité "protectrice", qui tend à formaliser l'implication réciproque jusqu'à se confondre avec elle. Les syndicats imposent alors dans chaque lutte les nécessités de la reproduction de cette implication, les lois de la reproduction du capital qui, souvent contre ses intérêts immédiats, sont pour la classe ouvrière la nécessité structurelle de sa reproduction. Le capital crée au sein de l'Etat une série de tâches qui donnent corps à la nécessité fonctionnelle des syndicats : gestion du marché de la force de travail, régularisation et désamorçage des conflits, rôle d'assistante sociale face aux torts individuels faits dans le cadre de la légalité à tel ou tel travailleur en particulier.

Ils sont la voix d'un facteur de production dont l'avis et la participation sont nécessaires à la mise au point et à la réalisation la plus efficace de la mise en oeuvre de ce travail qu'il représente. Dans cette mesure, ils peuvent obtenir des "choses", aussitôt présentées comme de grandes ou de petites victoires, ou de plus en plus souvent maintenant, plus modestement, comme d'inévitables compromis. Il est évident que dans le cadre de ce travail de lobbying, les syndicats sont irremplaçables, comme au niveau individuel, dans celui d'assistante sociale. Ils sont là utilisés par les salariés comme des prestataires de services, et face à la désaffection des militants, ils trouvent la confirmation de leur fonction ouvrière.

En tant que représentant officiel des travailleurs, les syndicats ont en charge le fonctionnement normal du travail (ce qui est leur raison d'être proclamée), donc de l'exploitation. Dans ce cadre là, ils sont impliqués dans un processus continuel de négociations à tous les niveaux, au cours desquelles, sans jamais sortir du "réalisme", s'élaborent et s'imposent à chaque capital, les conditions de l'exploitation au niveau de la reproduction du capital social. Il peut se trouver que dans les conditions particulières d'une petite entreprise, qui ne doit sa difficile survie dans le cadre de la concurrence, qu'à

des conditions spécifiques de surexploitation par rapport aux conditions générales, ou par exemple dans des branches, comme la grande distribution, jouant sur les caractéristiques d'un marché du travail particulier, l'activité syndicale relève d'une ténacité et d'un courage certains. Cela ne change rien à la caractérisation générale du syndicalisme et même la confirme a contrario. En Allemagne par exemple, l'alliance de fait entre les syndicats et les grandes entreprises empêcha le "dumping social" des petites entreprises, tout en laissant à son sort la main d'oeuvre turque dont grandes ou petites entreprises pouvaient profiter.

Les conflits sur les salaires ou les conditions de travail, par lesquels s'établit la valeur de la force de travail, sont des épisodes inhérents au salariat. La nécessité de disputer le prix et les conditions du travail avec l'employeur est intrinsèque à la condition qui oblige le travailleur à vendre sa force de travail comme marchandise. Non seulement le syndicalisme ne dépassera jamais cette situation, mais encore dans celle-ci il exprime le fait que pour la classe ouvrière les conditions de sa reproduction se trouvent constamment concentrées face à elle dans le capital et ses lois économiques, dont le respect devient condition de sa propre existence et reproduction. C'est le syndicalisme.

Cependant le syndicalisme n'épuise pas la lutte entre les classes sur le salaire et le profit. Mais tant qu'elle demeure sur la base du salariat, elle reste dans une connexion nécessaire avec le syndicalisme et ce dernier est la forme que la classe elle-même donne à sa défaite.

Mercredi 13 Décembre

Sept heures quinze, j'apprends à la radio que le S.N.E.S. (F.S.U) appelle à suspendre la grève jeudi et à reprendre vendredi. Cela n'est pas contradictoire avec ce que m'a dit Watson , hier soir, au téléphone, c' était même l'application la plus probable. Je pense que la poursuite du mouvement dépend maintenant de sa capacité à bien saisir l'étendue de ce qu'il met en jeu (salaire et profit), s'il se rend compte de sa propre nature, il ne pourra demeurer sur ses revendications initiales. Demander le retrait du plan Juppé met en jeu bien plus que le plan Juppé. Nous en sommes au moment où le mouvement va ou non créer sa propre dynamique , c'est à dire ne plus être seulement réactif. A ce niveau là, on est bien-sûr obligé de toujours tenir compte des mobilisations spécifiques dans chaque secteur et personnellement sur son lieu de travail, mais ce n'est pas essentiel. L'essentiel c'est le mouvement d'ensemble dans lequel nous nous inscrivons, et tant pis si ponctuellement on est en situation délicate. Si nous ne sommes pas dans l'action, parce que localement on est trop faible, le mouvement général sera encore plus faible par notre absence, et par contre coup localement nous le serons encore plus.

A 8h je suis à la plate-forme paquets, l'A.G est à midi, mais il y a là une douzaine de personnes. Je donne le rendez-vous du soir à Rimbaud, ils viendront. On discute un peu : "il y en a marre depuis 20 ans" ; "il faut pousser les syndicats" ; "parfois on ne sait pas trop pourquoi nous faisons grève mais on est bien ensemble" (éclats de rire), "il ne faut pas le dire ! " .

A midi, je reviens à la plate-forme, le moral n'est pas très élevé. Un centre parallèle a été ouvert dans un patelin voisin, dans les locaux d'une grosse entreprise locale d'autocars. Deux délégués (C.G.T et S.U.D), qui reviennent d'une entrevue avec la direction, rapportent qu'il n'ont rien obtenu sur leurs revendications locales (cantine, aménagement des horaires, règlement intérieur). La grève est reconduite. Je prends la parole pour parler de l'A.G à 17h, j'insiste sur le fait qu'il s'agit de l'A.G des instits qui doivent reconduire la grève. Mais je poursuis en disant que si c'est normal que nous nous déterminions par secteur, il faut qu'au stade actuel du mouvement nous comprenions que nous faisons partie d'un mouvement d'ensemble, d'où la réunion de ce soir. Un des gars qui était présent ce matin quand je suis passé, me dit que dans la matinée, il est allé faire un tour à E.D.F, aux impôts et à la D.D.E, il y aura des gars de ces secteurs ce soir à l'A.G.

Arthur Rimbaud, 17h. Une centaine de personnes, alors que nous étions environ 130 vendredi soir et 250 jeudi dernier aux Peupliers. Je retrouve cinq cheminots que j'avais vus à la manif dont le grand délégué barbu de la C.G.T et celui qui était venu au collège, il y a les grévistes des autres secteurs également. L'A.G débute par leur prise de parole, chacun raconte comment ça se passe chez

lui, tous continuent, sauf à la distribution de la poste. Bien que majoritairement favorables à la grève sur Cavaillon, ils ont repris car ils sont les seuls sur le département. Les cheminots et E.D.F sont très déterminés pour continuer. Du côté enseignant, l'assemblée est lasse, on sent que la tendance est la reprise, d'autant plus que la F.E.N a appelé dans ce sens et favorise le vote par école, c'est à dire l'isolement, pour se prononcer. Lecture d'un fax de la direction de la F.E.N disant que l'on a obtenu satisfaction. Pour les cheminots, encore présents, il ne s'agit toujours que de promesses, facilement remises en cause quand le conflit sera terminé.

Tout cela fait que la liaison au lieu de déboucher activement, ou tout au moins de l'envisager, se limite à de l'information. Je suis un peu gêné de les avoir fait venir pour cela, je pense qu'ils s'attendaient à autre chose, ils semblent cependant satisfaits, je me fais peut-être des illusions. Le texte du secrétaire général de la F.S.U, quant à lui, est pour le moins sibyllin, en ce qui concerne la poursuite du mouvement. On peut penser qu'ayant distancé la F.E.N, s'étant fait reconnaître comme interlocuteur au niveau ministériel, la F.S.U n'a plus aucun intérêt à la poursuite du mouvement, la fédération a atteint le point d'équilibre entre la représentativité de la base et son statut de négociateur responsable.

On passe à un tour d'horizon par école,la tendance est à la reprise d'autant plus que les grévistes qui voudraient poursuivre, se trouvent isolés, parcellisés dans leur école. Quelques écoles tiennent bon, mais elles ne sont pas majoritaires. Le débat s'engage sur ce mode de décision de la reprise et sur la tactique de la grève par intermittence, la fameuse tactique des "temps forts" que pas mal défendent, y compris parmi ceux qui ont repris. Je m'élève à nouveau contre cette conception qui revient à se décharger sur d'autres de la poursuite de la grève, sans laquelle les temps forts eux-même n'existeraient pas. Je souligne également que maintenant,au point où on en est, il faut bien-sûr tenir compte de sa situation particulière mais en réalisant que l'on est embarqué dans un mouvement qui ne se limite ni à son établissement, ni même à l'éducation nationale.

Accrochage virant à l'aigre avec Lupin, qui défend la position de la F.E.N, c'est Marlowe qui me met la main sur l'épaule pour me calmer en me soufflant que c'est de la provocation. Ghislaine Blanchard intervient également contre la reprise par école devant s'imposer à tous dans l'établissement : "comme si quand on a décidé la grève notre décision avait été considérée comme devant s'appliquer à tous". Un gars propose des actions "coups de poing", une tactique de "guérilla". La Castafiore propose que l'on fasse un appel demandant aux confédérations d'appeler à la grève générale, Amédée intervient pour remplacer "demander" par "exiger". Malgré l'insistance répétitive de La Castafiore, le projet tombe à l'eau, il est applaudi, mais personne ne se soucie de lui donner une suite concrète, on sent bien que cela ne serait qu'un voeu pieux, ou interviendrait dans des manoeuvres internes à F.O. L'assemblée est à la fois lasse et, prête à applaudir aux phrases proclamatoires.

Finalement l'A.G décide que les grévistes (quelle que soit la situation dans leur établissement) de Cavaillon et des environs se retrouveront demain à l'école Lamartine qui est encore en grève à 100%. C'est un peu démoralisant, on ne fera peut-être que se tenir chaud. Adèle Blanc-sec est totalement abattue et ne comprend pas ce qui s'est passé en quelques jours (en fait depuis la veille). Marlowe lui explique que la lassitude existe, que chacun se retrouve face à ses problèmes, que le mouvement n'est pas allé plus loin et que donc il recule. Alors réapparaissent les petits soucis du boulot, on est repris par "les épreuves communes à organiser", "le sapin de Noël de l'école", "le stage à achever". Enfin le train train quotidien du salariat reprend le dessus. Il ajoute quelques remarques "désobligeantes" sur les syndicats.

L'A.G est terminée, on se retrouve dans le hall, là on s'aperçoit que l'on n'a pas fixé un nouveau rendez-vous général : grévistes et non-grévistes, adeptes des temps forts, et ceux qui ont repris pour demain, plus ou moins de bon coeur, pour suivre la tendance de leur école. Avec Starsky qui reprend, bien que personnellement il soit pour la poursuite de la grève (dans son école ils avaient dés le départ décidé que la minorité suivrait, que ce soit pour se mettre en grève ou pour reprendre), nous convenons d'un contact à établir dans la journée de demain, Droopy et Navarro pensent que c'est nécessaire. Raspoutine dit qu'il n'ira pas à la manif prévue pour samedi, il est dégoûté, Droopy lui répond laconiquement qu'il ira "parce qu'il ne pourra pas être ailleurs". On ne peut rien répondre à cela.

Brève discussion avec Amédée qui me dit que les profs grévistes du lycée ne viendront pas demain à Lamartine car ils ont d'autres projets dont la réflexion sur la sécu et la rédaction d'un document approfondi là-dessus (salaire différé etc...). J'insiste fortement sur le fait que dans un conflit en train, même s'il est en voie de repli, l'activité de grévistes prime sur l'étude surtout quand il s'agit d'une démarche que l'on peut supposer d'avance assez vaine vu le cadre technique dans lequel elle risque d'être menée. Je lui rappelle qu'il y a des moments où un jour d'action vaut mieux que dix programmes, sa culture politique lui permet d'apprécier la "perfidie" de l'allusion. Enfin, avec Marlowe, ils sont d'accord pour venir demain. Le soir Watson m'appelle pour que je lui raconte l'A.G, il n'a pas le moral et je lui demande de ne pas apparaître trop morose le lendemain matin, quand il s'agira de reconduire la grève.

Jeudi 14 Décembre

Huit heures, A.G à Voltaire. Malgré les craintes et le marasme de la veille, la grève est reconduite sans problème jusqu'à samedi matin inclus. Nous sommes toujours le même nombre, une trentaine sur 70. Il y a eu une discussion avec Elisée , délégué F.E.N au collège et qui, depuis le début, ne fait pas grève. Il considère que nous sommes ici des nantis, que nous défendons des acquis, que nous sommes un îlot préservé dans un océan de misère. La réponse vient d'Alcazar qui raconte ses années passées en Guinée Equatoriale, et qui ne voit pas pourquoi cette situation là nous empêcherait nous de lutter contre les mêmes qui produisent cette tiers-mondisation. Une autre prof, Juliette, qui a beaucoup travaillé en banlieues, déclare qu'il n'y a pas besoin de se référer au tiers-monde pour lutter contre cette situation. Elle parle également de la manif de mardi qui a réuni fonctionnaires et chômeurs. Droopy, maniant toujours la formule qui tue, dit qu'il n'a jamais vu un sacrifice que l'on nous demandait profiter à plus pauvre que nous.

La discussion continue sur les modalités de reprise et de vote telles que les pratiquent les instits. Watson, malgré la lassitude et le pessimisme dont il m'avait fait part la veille au téléphone est entraînant et en aparté il me demande ironiquement si ça allait. Puis on blague. Dix heures, la récréation, depuis le début de la grève les non-grévistes ne font que de très brefs passages dans la salle des profs. Watson enjoint à une prof qui commence à dire que la grève ne sert à rien d'arrêter de "faire chier et de se casser". Juste avant il venait de me dire que pendant la récréation il fallait parler calmement avec les non-grévistes.

Départ pour l'A.G à Lamartine, une cinquantaine de personnes, Amédée est finalement venu. De Voltaire, nous sommes tous là, de Rousseau personne, ils ont repris pour la journée. On apprend que Sponz s'est toujours montré aussi craintif, ce qui naturellement a refroidi tout le monde, surtout ceux qui ne demandaient qu'à être refroidis. En outre, alors qu'il fallait qu'ils se déterminent avant 8h, lui même est arrivé à 8h.

Le lycée travaille à la préparation d'une conférence de presse qui doit se tenir, demain à dix heures, dans une salle prêtée par la mairie. Ils ont eu la confirmation de "Radio France Vaucluse", du "Provençal" (démocratico, centro, socialiste) , de "La Marseillaise" (communiste) et peut-être de F.R.3. Ils voient cette conférence comme la lecture d'un texte, puis réponses à des questions.Ils préparent leur texte dans l'après midi au lycée. Amédée me propose de venir, je n'aurai pas le temps.

Ghislaine Blanchard insiste sur les contacts avec la F.C.P.E, elle part sur le champ téléphoner à la déléguée de la fédération, qui une demi heure après est là. On discute sur la tenue d'une réunion publique le lendemain à 18h 30, la déléguée F.C.P.E (association de parents d'élèves) est d'accord. Lupin, devenant de plus en plus déterminé dans le cours du mouvement, propose immédiatement l' école dont il est directeur, qui dispose d'un grande salle de réunion. Cependant, il y a eu un tract très agressif distribué ce matin devant les écoles. Contre l'avis selon lequel il s'agirait du résultat d'un défaut d'explications, je souligne que ces gens savent parfaitement ce qu'ils disent et font. J'insiste sur le fait qu'une telle réunion demande une préparation que nous sommes actuellement incapables de réaliser : organisation, contenu, service d'ordre. Il ne s'agit pas de "faire les démocrates éthérés et de

croire que tout ce règle à coups d'explications". Si je dis cela ce n'est pas pour empêcherla réunion de se tenir, mais pour que l'on sache ce qu'il faut faire pour que ça marche. Le projet tombe à l'eau.

La déléguée F.C.P.E souhaite que nous fassions une lettre aux parents d'élèves. L'idée est adoptée d'autant plus volontiers que nous avions ressenti le besoin de faire le point sur notre poursuite de la grève. Il est midi, nous restons huit ou dix pour la rédaction de la lettre aux parents. Le texte rédigé est bon, très clair, j'insiste pour qu'apparaisse le pourquoi de la crise actuelle de la sécu, et l'opposition entre salariés d'un côté et Etat et patrons de l'autre. Il ne faut pas un texte fourre-tout, où nous remettrions les revendications catégorielles habituelles. Il faut que le texte attaque à la racine l'argumentation gouvernementale, c'est à dire la pertinence de la notion même de crise de la sécu, il ne faut pas se contenter de dire qu'il faudrait faire ceci ou cela, mieux rembourser ceci ou cela. Là dessus, tout le monde peut être d'accord, Juppé compris, et répondre : "oui mais ce n'est pas possible". Il faut également lier la situation de la sécu et la situation actuelle des salariés, chômage bien-sûr, mais aussi les exonérations de charges qui développent la précarité. Jivago trouve ma syntaxe souvent fautive et la corrige. Ghislaine frappe le texte et le met en page.

Je rentre manger à la maison avec les deux petits et Adèle Blanc-sec. Ghislaine arrive une heure après avec un exemplaire du texte, c'est impeccable.

Adèle et moi, nous repartons au collège vers deux heures et demi. Raspoutine, qui avait eu un exemplaire, en avait déjà tiré 350, nous en retirons 500. A 15h30, première distribution à la sortie aux élèves et aux parents (même chose dans tous les établissements), ça marche très bien. Retour dans la salle des profs on blague, on rigole, on discute d'internet et de l'article sur les réseaux dans le "Monde Diplomatique" de décembre. Jivago fait toujours ses petites fiches sur les arts, lettres et spectacles, Daisy se moque gentiment de ses manies, Bourrel tolère que nous fumions le temps de la grève, Navarro fait le pitre en parlant la main sur la bouche et nous devons deviner de qui il dit du mal, deux de nos consoeurs arrivent largement en tête du hit-parade. A 16h30, seconde distribution. Les chauffeurs de car demandent le texte, l'un d'eux me dit qu'ils avaient été sur le point de faire grève et puis qu'ils ne sont pas assez nombreux dans la boite, alors c'est dur.

Lampion m'apprend que le principal avait écrit à Terminator qu'il ne pouvait pas prendre un congé maladie à la suite de la grève (le pauvre, il a réellement la crève). Lampion lui a donné le n° de téléphone de Watson et le mien, si jamais il y avait besoin de faire quelque chose. Navarro pense que "le patron" cherche à enfoncer des clous là où c'est le plus faible, chez les agents. Avant de rentrer, je fais un saut au lycée, il est presque six heures, ils sont toujours en train de rédiger leur texte pour la conférence de presse.

Vendredi 15 Décembre

Sale temps froid, il pleuvote, huit heures, je vais faire un tour à la plate-forme. Toujours environ 75% de grévistes. Brèves discussions sur la reprise qui se profile. Je communique la lettre aux parents, rédigée la veille, ils trouvent ça bien, ils vont la photocopier. Je parle d'une distribution sur la zone industrielle pour la manif de demain. Les cheminots ont distribué tôt ce matin sur les carrefours qui mènent à la zone. Je pense que cela ne vaut pas le contact direct, quand on se déplace directement dans les boites.

Les gars m'expliquent comment ils se sont débrouillés avec les précaires qui travaillent sur le site. Le premier jour, ils les ont laissés travailler pour qu'ils ne soient pas grévistes, puis quand il n'y a plus rien eu à trier, ils ont été placés en chômage technique, il y en a pas mal qui participent aux A.G. On s'accorde pour dire que ce qu'il y a de bien dans ce mouvement c'est quel'on n'a pas créé une division entre fonctionnaires et assimilés et les C.D.D sur les sites, ce qui a empêché que le discours sur les nantis prenne de l'ampleur.

J'ai du mal à me réveiller, je m'arrête dans le centre ville prendre les journaux et un café. Deux instits qui sont là également, en attendant l'heure de la conférence de presse, me disent qu'une prof du

collège qui était en maladie a versé une semaine de salaire à la caisse des cheminots (sa semaine de gréviste). La salle où doit se tenir la conférence est proche.

Ambiance un peu sinistre, on met les chaises en place. Au fond une grande banderole : "Lycée de Cavaillon en grève, jusqu'au retrait du plan Juppé". Quelque chose me gêne depuis le début dans les activités des profs du lycée, ils mènent leurs affaires un peu à part, se présentant toujours comme réalisant un travail "approfondi". Les autres enseignants (primaire, collège) ne sont prévenus que pour assister à leur prestation : le texte pour les journaux auquel je n'ai participé que par hasard et dont la rédaction n'avait pas été annoncée ce jour là durant l'A.G du matin, maintenant cette conférence de presse, tout à fait différente dans son esprit de la réunion publique que nous avions envisagée la veille. Je fais part de cette impression à Amédée qui ne la trouve pas fondée. Il a peut-être raison mais, " bad vibrations".

Il n'y a finalement que le journaliste du "Provençal". L'atmosphère est très froide, la déléguée F.S.U parle, assise à une table face à une quarantaine d'assistants. Je crois que l'exercice auquel ils ont voulu se livrer est complètement formel, c'est une représentation et, ça fait "flop". Le discours syndicaliste est tout axé sur le thème du bilan : "qu'est ce qui s'est passé à Diderot ?". Sentiment très net d'encadrement syndical de fin de grève. Quasiment rien dans le texte qu'elle lit sur l'action contre le plan Juppé, en tant que remise en cause du partage salaire-profit, ce qui pourtant avait été largement abordé au lycée, rien en tant que mouvement général des salariés. Elle lit une longue liste de revendications catégorielles, dont certaines mêmes ne concernent que le lycée de Cavaillon. Elle annonce une délégation de tous les établissements du département à l'inspection académique, délégation qui y présentera cette après-midi les besoins spécifiques de ces établissements. En A.G, on n'a jamais entendu parler de cela. Elle annonce également que pour les 37,5 annuités c'est gagné, pas un mot sur le fait que jusqu'à hier il était question de revendiquer cela pour tous, et de bien d'autres choses qui n'ont pas été "gagnées" et qu'il faudrait peut-être signaler. Peut-être qu'il faut s'adapter, mais alors il faut dire que l'on s'adapte, le jusqu'au -boutisme n'est pas forcément la position la plus juste, mais alors il faut dire pourquoi. C'est sûr, elle va enfin pouvoir aller faire les boutiques et surmonter la crise. Jivago, Daisy et Watson viennent d'arriver, je leur dis que je vais à l'A.G à l'école des Cèdres, ils me raconteront la suite. Le journaliste, quant à lui, est parti depuis un bon moment.

A l'A.G, environ une cinquantaine de personnes, Rousseau s'est remis en grève, mais ils ne sont que douze. C'est La Castafiore qui préside l'A.G, elle ressert sans arrêt, mécaniquement, son discours incantatoire sur la grève générale et le front unitaire des syndicats, qu'il faut obtenir en signant des pétitions. Tout cela tombe à plat, tout le monde est d'accord mais on s'en fout. Elle propose également que se poursuivent les contacts entre secteurs après la grève. Alors que cela, dans la grève, n'a débouché sur aucune activité et s'est à peine ébauché, on voit mal ce que peut en être la poursuite. Il est évident que la poursuite des contacts après la grève, si tant est qu'elle soit possible, n'est qu'un voeu pieux. Ce qui nous "relie" actuellement c'est notre activité dans la grève, ensuite nous ne serions qu'un syndicat croupion ou une amicale de joueurs de boules.

Dans une période de crise, de conflits, de manifestations, on voit légèrement se lézarder la définition sociale de chacun, et tous les processus définitoires socialement. Leur reproduction est momentanément remise en cause. Ce qui était intrinsèque, la définition sociale de chacun, apparait de façon brumeuse comme contingente, d'où d'autres relations qui peuvent brièvement se mettre en place. Cela est un processus objectif et non une transformation psychologique, ce n'est pas une affaire de prise de conscience préalable. Cela passe par des rapports de forces, des affrontements à l'intérieur même du mouvement, une crise de la reproduction des rapports sociaux. Cela renvoyant à chacun sa définition sociale d'abord comme aléatoire, et parfois plus profondément comme contingente. Ce qui apparaissait comme inéluctable dans l'autoprésupposition des rapports sociaux, se dévoile soudain comme contingent, non dans la révélation d'un fond humain antérieurement caché par la manipulation des individus et des choses, mais dans la production d'autres rapports sociaux qui s'effectue dans la lutte avec le pôle antagoniste de la société, donc aussi forcément sur la base de ce que l'on est comme classe dans cette société. Malheureusement, maintenant on est bien loin de tout cela, revenons à l'A.G.

Navarro tente de replacer la discussion sur des questions plus immédiates. Il s'agit pour la suite de la grève de prendre une position commune, il ne croit pas aux promesses de non remise en cause

du calcul des retraites ce que, depuis hier soir, la F.S.U annonce pour justifier sans le dire de mettre un terme à la grève. Il soulève la question de lundi et mardi avant les vacances ; il y a risque si la grève se poursuit ces deux jours là que l'on nous sucre les vacances. A nouveau la discussion s'enlise sur la réalité de ce risque. La Castafiore en profite pour revenir sur l'unité syndicale et endort l'assemblée, en outre elle tue toute discussion en codifiant à outrance la prise de parole. Pour Starsky, l'unité dépasse largement un problème de directions syndicales, il aurait fallu tout de suite faire une unité de liaison et, seulement à partir de là, souligner le caractère syndicalement unitaire du mouvement : "cette unité finalement elle dépend de nous, de ce qu'on fait".

Ghislaine Blanchard pense qu'il y a urgence à se déterminer pour les deux jours avant les vacances, et que si le privé n'a que faiblement réagi, c'est peut être qu'il y a deux ans, quand les quarante annuités leur sont tombées dessus, la fonction publique n'a pas bougé. Enfin, Juliette, fait une très belle et pertinente intervention.On ne peut pas parler du mouvement au passé, sur le mode du bilan, ce n'est pas le moment et de toute façon on ne pourrait pas le faire.Il faut que nous soyons concrets : "Qu'est ce qu'on fait maintenant, il y a un tract à rédiger pour la manif de demain, il faut organiser sa distribution, il y a une manifestation demain." Elle propose ensuite de nous revoir dans les établissements et de faire une assemblée générale à la rentrée. L'intervention secoue un peu la torpeur générale. La Castafiore reprend : "il faut bouger les syndicats et conserver le caractère démocratique de la sécu". J'en ai marre, j'ai de plus en plus de mal à la supporter, je sors me rouler une cigarette malgré la pluie. Raspoutine ne tient plus en place depuis un moment, il s'est fait plusieurs fois supprimer la parole parce que ce n'était pas son tour, il s'en va.

On aboutit à la décision commune de reprise lundi et mardi et d'une A.G commune le mercredi 3 janvier à 17h à Arthur Rimbaud. Midi, il faut passer au collège tirer le tract pour la manif de demain. On fait ça à trois Adèle, Juliette et moi. On se donne tous rendez-vous devant Mammouth pour la distribution.

Il fait nuit, une petite pluie fine et froide, le goudron luisant pâle, sous les hauts lampadaires. Il y a là Alcazar, Adèle Blanc-sec, Navarro, Droopy, Watson et moi. Nous voyons passer Musclor qui fait ses courses, un collègue prof de gym qui ne fait pas grève, Navarro l'imite en entraîneur de foot : "montez les petits, montez les petits!". Guère possible de distribuer de la main à la main, il pleut et on se ferait vite vider par les vigiles, coincés sur les pare-brise, les tracts retourneraient vite à l'état de pâte à papier. Je propose la distribution en centre ville, puis d'aller boire un coup. Navarro suggère que l'on pourrait commencer par boire un coup, sa proposition est adoptée. Droopy et Watson rentrent chez eux. Rien ne ressemble moins à un début de grève que sa fin.

On se retrouve à quatre au bistrot, discussions plus ou moins sérieuses et blaguette. Alcazar me demande pourquoi la proposition qu'il avait faite dans une A.G de saboter la notation n'a eu aucun écho, ni même été discutée. Pour moi, c'est demander aux profs une sorte de suicide social, de détruire ce qui les définit, il faudrait un tout autre mouvement pour en arriver là, et alors on n'en serait plus à discuter du sabotage des notes.

Samedi 16 Décembre

Ce matin, je commence à entendre à la radio des messages de victoire de la C.G.T et de F.O en ce qui concerne les cheminots. J'achète les journaux, "l'Humanité" titre en gras sur la victoire des cheminots, le terme de victoire revient sans cesse dans les articles consacrés au mouvement. Un long texte rapporte le vote de reprise du travail à la Gare de Lyon. Un communiqué de la C.G.T appelle à poursuivre la mobilisation "en modifiant les modalités de l'action".

A l'A.G au collège à 8h, je manifeste mes doutes et mes inquiétudes sur la manifestation du matin. Je crains qu'elle se déroule sur le thème de : "On a gagné". J'insiste bien sur le fait qu'il ne s'agit pas pour moi de défendre une position jusqu'au-boutiste mais d'avoir la conscience la plus lucide possible du moment. Droopy, Navarro et Watson sont d'accord pour dire qu'il n'y a pas de victoire dans la mesure où le mouvement était fondamentalement mobilisé sur le retrait du plan Juppé, ils

doutent que la manif se déroule sur le thème de la victoire. Pour eux le mouvement continue, Watson parle de janvier, je n'y crois guère.

Nous votons, la quinzaine de présents, la suspension de la grève pour lundi et mardi, c'est à dire que nous revotons ce qui avait été voté la veille. Les votes ne sont pas des moments de décision mais d'accompagnement de l'action, la répétition sous une autre forme de ce que l'on est en train de faire. On passe à la rédaction d'un texte expliquant cette suspension de la grève. On aboutit à un texte très mou : on a obtenu quelque chose, les 37,5 annuités, mais d'autres revendications ne sont pas satisfaites (en fait les autres revendications c'est la raison d'être elle-même du mouvement). C'est Daisy qui tient la plume, elle relit le texte, nous sommes tous insatisfaits de sa mollesse. Jivago entreprend cependant de le mettre au propre, je le fais avec lui. Nous modifions la formulation en insistant sur le fait qu'il ne s'agit dans cette histoire de retraite que de la conservation d'un acquis et que : "dans un mouvement général des salariés, la conservation d'un acquis particulier n'est pas une victoire".

Le texte,mis au propre, est photocopié. Avec Alcazar nous en faisons la distribution dans les casiers. Nous n'avons pas envisagé une distribution plus large sur le mode de la lettre aux parents qui expliquait pourquoi nous étions en grève.

Départ pour la manif, je fais la route avec Alcazar. Sans atteindre la participation de mardi dernier il y a beaucoup de monde. Droopy me fait remarquer que ni les banderoles, ni les cris, ne manifestent un sentiment de victoire, mais une poursuite de la lutte et toujours le retrait du plan Juppé. C'est exact, mais l'expression de cette revendication dans la situation de ce samedi matin sonne faux et de toute façon ne me parait pas plus correspondre à la situation que les proclamations de victoire. En voyant les banderoles de la C.G.T continuer à réclamer le retrait du plan, alors que le syndicat appelle simultanément à "modifier les modalités de l'action", j'en arrive à penser que pour la C.G.T et pour F.O, il faut mener le mouvement dans le mur, qu'il se désagrège de lui même. A Droopy qui me demande : "alors qu'est ce qu'il faudrait dire?", je suis bien incapable de répondre, mais comme il a une fiasque de whisky sur lui, ça remonte le moral. La manif se déroule moins enthousiaste que mardi, mais c'est toujours agréable. Ghislaine Blanchard et sa fille me rejoignent dans le cortège. Arrivé sur la place du Palais des Papes, où habituellement les manifs se dispersent, je suis étonné de trouver que nous sommes plus serrés que mardi, alors qu'à l'évidence nous étions moins nombreux. Je m'avance, le fond de la place est vide, l'accès en est interdit par un cordon de la C.G.T.

Les prises de parole des chefs syndicaux se succèdent. Une tonalité commune : retrait du plan Juppé ; la mobilisation continue. Magnifique exercice de rhétorique dominicale. On ne précise pas sous quelle forme la mobilisation continue, il n'est pas question des nombreuses reprises qui ont eu lieu, ni de la différence essentielle entre l'exigence du retrait du plan et la préservation obtenue de certains acquis. Le délégué F.S.U déclare qu'il faut poursuivre la mobilisation, au même moment où dans "Le Provençal" de ce jour, le syndicat appelle à la suspension de la grève, bien-sûr il n'y a pas formellement de contradiction entre les deux, mais cela demanderait pour le moins certaines précisions.

Je ne pense pas qu'il faille envisager cette pratique syndicale dans une problématique de manipulation. Les syndicats expriment la reproduction conflictuelle de la classe ouvrière, des salariés en général, à l'intérieur des rapports de production existants. Tactiquement cela se traduit pour eux par la nécessité de la représentativité et de la responsabilité. Quand ils encadrent une reprise du travail, ils expriment parfaitement que le salarié, en tant que tel, doit obligatoirement retrouver, reproduire son rapport au patron et au capital en général au travers de l'Etat. C'est pour lui une nécessité interne, la reproduction de son existence de salarié. Cependant, par là-même, le syndicat ne peut que conforter la nécessité de ce rapport, son caractère inéluctable. Il lui faut en tant qu'organisation particulière empêcher toute généralisation, débordement, poursuite d'un mouvement d'où les revendications s'estompent. C'est à dire, où sans s'en rendre tout de suite parfaitement compte, la perspective que la négociation est la finalité nécessaire du conflit n'est plus si évidente. C'est à dire finalement une perspective où objectivement, dans la dynamique du conflit, la situation de salarié se produit à partir d'elle même comme contingente.

Avant de quitter la place, je rencontre le cheminot venu au collège, il me dit qu'ils ont reconduit la grève "pour le retrait du plan Juppé", que ça va continuer : "Regarde, tout le monde appelle à la poursuite du mouvement". Je lui réponds qu'il risque de tomber de haut. Je vois un type de la plate-forme, chez eux ils poursuivent la grève mais en l'axant avant tout sur une série de revendications négociables sur place.

Je remets la banderole à une prof qui rentre directement. Jivago me demande ce que je pense de la poursuite du mouvement et de la tonalité très activiste des déclarations syndicales. Je crains que ce ne soit que du discours de fin de manif et je ne vois pas pourquoi la C.G.T encouragerait maintenant la poursuite du mouvement. Ils tiennent F.O par les cheveux pour les empêcher de se noyer. F.O n'a rien pu faire sans eux pour ses propres objectifs sur la sécu. De l'autre coté, la C.F.D.T est momentanément marginalisée, ayant voulu trop tôt, comme la F.E.N, se placer en position d'interlocuteur du gouvernement. La C.G.T a brillamment redoré sa représentativité et son aura de combativité, en même temps qu'elle se plaçait comme le seul interlocuteur syndical valable et incontournable.

Adèle, Ghislaine, leur fille respective, une élève du collège et moi, nous retournons manger chez le Belge, après avoir quitté Alcazar et Tintin. Le repas est très agréable, on traîne un peu à table, puis nous allons faire un tour dans les librairies. Retour à Cavaillon.

Sept heures, actualités régionales : très grosses manifestations partout dans la région encore aujourd' hui, surtout à Marseille qui s'affirme de manif en manif, comme le pôle principal du mouvement. Cette polarisation des thèmes du mouvement à Marseille, révèle bien la nature profonde des contradictions en jeu : crise sociale générale qui se focalise dans le mouvement de la fonction publique. Marseille conjugue à la fois une fonction publique proportionnellement très importante par rapport à la masse d'emplois et tous les problèmes liés aux mutations du salariat, au recul industriel, au chômage. La crise de la fonction publique focalise les transformations déjà réalisées dans les rapports salariaux. Les manifestations marseillaises montrent bien que le mouvement de la fonction publique n'est pas un baroud d'honneur de la défense du fordisme ou du keynésianisme, il se situe sur les bases actuelles de la reproduction de la force de travail, dans la continuité actuelle entre formation , emploi, chômage, précarité, flexibilité. La conscience de cette continuité n'était pas encore absolument nette à Avignon.

Sur A2, à 20h, actualités nationales : déclaration de Viannet dans la manifestation parisienne de l'après-midi. Il appelle à un nouveau "temps fort", mardi 19, une nouvelle journée de mobilisation. J'ai du mal à comprendre le but poursuivi : d'une part appeler à une nouvelle mobilisation ; d'autre part il est très net qu'à la S.N.C.F et dans d'autres secteurs, la C.G.T appelle à la reprise. Il s'agit pour Viannet de mobilisations pouvant prendre des formes diverses, comme si la C.G.T voulait gérer une effervescence bien contrôlée durant les négociations qui s'ouvrent le jeudi 21. Il faut épuiser le mouvement, au moment où ses objectifs et sa nature se transforment, il devient un accompagnement syndical des négociations. Négociations sur le thème de l'emploi, thème volontairement si vague qu'il ne peut que noyer le poisson. Nous sommes passés du retrait du plan Juppé comme préalable aux négociations, à la mobilisation se poursuivant durant les négociations sur autre chose que ce plan. Il est possible que la force des manifs encore aujourd' hui fasse que l'enterrement projeté ait été raté.

Alain m'appelle au téléphone. Il était à la manif à Marseille, quelque chose de "monstrueux" selon ses termes. Il pense lui aussi que la journée de mardi s'explique par le fait que l'enterrement a été manqué aujourd' hui. Il ajoute cependant que la C.G.T veut obtenir quelque chose sur le plan Juppé lui-même, le retrait du R.D.S par exemple, quitte à ce que l'année prochaine on ajoute 0,5% de C.S.G, car finalement tout ce qui a été obtenu c'est que les choses restent comme elles étaient. Sur un autre niveau, pour lui, outre son énorme victoire syndicale (la C.G.T aurait réalisé en elle la fameuse unité syndicale), elle a marginalisé le parti socialiste, qui est totalement liquéfié face au mouvement. Je lui réponds que cela m'étonnerait que la C.G.T cherche quelque chose sur le plan Juppé lui-même dans la mesure où celui ci s'inscrit dans un mouvement général de restructuration du capitalisme non seulement en France mais mondialement, là dessus on peut faire perdre du temps, c'est tout. A moins que ça pète très fort, mais alors là on change de type de conflit. Dans ce cas il ne s'agirait plus de reprocher au capital de "sacrifier l'homme au profit de la finance, de privilégier l'argent", en fin de compte de lui reprocher d'être le capital sans vouloir le remettre en question comme mode de

production, comme achat-vente de la force de travail et consommation productive de celle ci, exploitation.

En repensant ensuite à cette conversation, il y a un autre fait qui me fait douter de la volonté d'attaquer réellement sur le plan Juppé lors des négociations, c'est la présentation en tableau, dans "l'Humanité" d'aujourd'hui, de ce qui a été obtenu et de ce qui ne l'a pas été. Le plan Juppé est saucissonné en une série de points, ces points mis au même niveau que le contrat de plan S.N.C.F, les revendications étudiantes, les retraites de la fonction publique etc...Significativement dans le tableau, ni au positif, ni au négatif, ne figure la question de la gestion des caisses (le "hold-up" de Blondel), ça en dit long sur la nature de l'alliance entre la C.G.T et F.O. Cette présentation aboutit à faire apparaître 4 revendications satisfaites et 4 non-satisfaites ; bilan somme toute honorable. Pour qu'il y ait retrait, il faut la généralisation au privé, si le mouvement dure cela n'est pas à exclure, mais alors dans la situation actuelle , il n'est pas joué d'avance qu'il demeure dans le cadre du syndicalisme, il y a si peu de "grain à moudre".

Lundi 18 Décembre

La reprise au collège à 8h, c'est triste. Je vois Watson qui me dit qu'il n'y a rien de prévu demain par la F.S.U, enfin, que lui n'est pas au courant. A la récré je vois Navarro, je lui dis qu'il faudrait tirer notre texte de reprise et le distribuer comme nous avons fait avec le texte disant pourquoi nous faisions grève. Il est d'accord, il pense mettre une feuille pour réunir une A.G demain à 12h30. Je croise Watson et le préviens de ce que l'on pense faire; Navarro doit taper le texte dans l'après-midi avec Droopy.

En début d'après-midi, je fais un saut à la plate-forme paquets. Ils n'ont pas tenu d'A.G pour la reconduction de la grève. Ils ont décidé une bonne fois pour toutes de faire grève jusqu'à la satisfaction de leurs revendications locales, dont le paiement des jours de grève.

Après midi, lecture de "La Marseillaise", je n'ai trouvé ni "L'Humanité", ni "Libération" ni "Le Monde". A la lecture de "La Marseillaise", la tactique de la C.G.T apparait finalement assez simple : encadrer la fin du mouvement, ce qui n'est pas une simple extinction de celui-ci mais une modification, une mutation ; maintien d'une certaine pression du mouvement modifié dans le cadre de la négociation ; crainte de l'apparition de coordinations en queue de mouvement, ce qui n'est pas impossible vu l'allure corporatiste que peut revêtir la délitescence du conflit. Les négociations posent problème quant à leurs thèmes, il ne s'agit en rien des sujets ayant porté l'action. L'acceptation de cela comme allant de soi, signifie que pour les syndicats il faut terminer le conflit et que cela veut dire le métamorphoser. Cependant les thèmes de la négociation ne sont pas là au hasard, les syndicats se placent en interlocuteurs sur la gestion globale de la reproduction de la force de travail, focalisée sur les thèmes de l'emploi et du temps de travail.

La fin d'un conflit n'est pas simplement son essoufflement, sa décroissance, c'est une phase qui acquiert une dynamique propre, elle produit ses propres déterminations, on voit d'autres considérations apparaître, d'autres acteurs, d'autres rapports de forces, d'autres modalités de décision. Ce n'est cependant pas une phase étrangère à la précédente. Quand le conflit, dans son déroulement, n'a pas mis lui même à jour ses véritables causes, quand il n'a pas pu les faire émerger pratiquement, c'est à dire ici la restructuration du capital comme mode d'exploitation, et non seulement de redistribution (stade où est demeuré le mouvement), il laisse le capital seul maître sur ce terrain, c'est cela qui se retourne contre lui dans la fin du conflit. Quand un conflit ne parvient pas jusqu'à ses propres causes, il creuse sa propre tombe, plus profondément que s'il était battu en allant au bout de lui même.

Blondel va aux négociations d'un coeur joyeux, il semble que Juppé lui ait promis, dans la lettre d'invitation, une révision des pouvoirs du parlement et de l'Etat dans la gestion des caisses, ce qui confirme le but particulier poursuivi par F.O à l'intérieur du mouvement (cf La Castafiore qui, elle, suit un but particulier à l'intérieur du but particulier : la tendance lambertiste dans F.O).

Dans un article en page intérieure de "La Marseillaise", on peut lire : "Dans le mouvement est devenue de plus en plus claire l'idée qu'il s'agit de faire payer une classe sociale au profit d'une autre. C'est une mise en cause du capitalisme, même si celui ci n'est jamais nommé". Sur quoi se fonde cette affirmation d'un surprenant radicalisme, et qui est d'un certain point de vue exacte : a) le refus que "tout soit basé sur l'argent" ; b) "la volonté de participer à toutes les décisions". Quelles sont les perspectives de cette "mise en cause" du capitalisme : a) "dépasser cette société terriblement inégalitaire alors que l'argent coule à flot" ; b) "multiplier l'impôt sur la fortune par quatre" ; c) revoir "l'engagement de la France dans la monnaie unique" (extraits des déclarations de Robert Hue sur France Inter dimanche 17 in "La Marseillaise" du 18) ; d) "engager une politique de croissance fondée sur l'emploi" ; e) "dissuasion de la spéculation financière" (éditorial de "La Marseillaise" du 18 déc)

Finalement de quoi s'agit-il? On prend le même mode de production capitaliste et on en propose une autre gestion, éliminant certains développements considérés comme néfastes, comme s'ils n'étaient pas des développements nécessaires de celui ci. Cela ne mériterait, depuis des dizaines d'années, même plus une critique s'il ne s'agissait que d'une construction idéologique et non d' un état actuel des contradictions de classes. Le mouvement actuel montre que la conscience et la pratique nettes d'une opposition de classes ne débouchent pas ipso facto sur la critique et l'amorce de dépassement du capitalisme.

La lutte de classes est en l'occurence d'abord un processus producteur et définitoire d'identité à l'intérieur du mode de production existant, pour autant que cette identité produite contre l'autre classe trouve dans celle ci, et dans la reproduction d'ensemble du système, une confirmation, d'où toute l'importance de la négociation, dont l'exigence ne vient pas se plaquer sur le mouvement, mais en est un moment nécessaire; on exige du capital qu'il reproduise cette identité, la confirme, c'est la négociation. Le capital doit donner sens à cette identité afin qu'elle se perpétue comme nécessaire.

Au–delà, dans l'approfondissement du conflit et de la crise, peut être produite, contradictoirement au capital, la contingence des définitions sociales qui sont toujours présupposées, donc posées comme nécessaires dans la reproduction d' un mode de production. La dynamique dialectique du passage de la nécessité à la contingence de la définition sociale dans un mode de production, réside dans les rapports qui se nouent, de par la lutte et au cours de celle-ci, à l'intérieur de la classe. C'est là que pratiquement s'effectue dans les conditions d'un approfondissement du conflit le passage des rapports entre individus moyens, c'est à dire se reconnaissant entre eux comme uniformément définis comme membres d'une classe dans leur rapport à la classe antagonique, aux rapports entre individus singuliers, uniques, produisant eux-mêmes, dans leur réciprocité,les bases de leurs activités. Si la réalisation de ce processus dialectique est maintenant possible, c'est que la production de l'identité de classe (que l'on continue seulement par abus de langage et commodité à appeler identité) ne se trouve réalisée que dans et contre le capital, et non en soi dans une nature de la classe face au capital. Les perspectives mêmes, affichées par le P.C, montrent que l'existence de la classe ne dépasse pas celle du capital, qu'elle ne porte plus dans ses conditions d'existence un au-delà. Il ne s'agit plus que du capitalisme "débarrassé de ses mauvais côtés".

Mardi 19 Décembre

Pas d'A.G aujourd 'hui, mais Navarro et Droopy on fait le texte, c'est Raspoutine et Adèle Blanc-sec qui en effectuent le tirage. Nous faisons une première distribution à 15h30. Le texte est intitulé "Trêve de Noël", nous disons ce que nous avons "obtenu" (retraites), mais que le plan Juppé n'est pas retiré, d'où une possible reconduction de la grève à la rentrée. Le tract est destiné aux parents d'élèves. Seconde distribution à 16h30 avec Alcazar, Navarro, Bourrel et Raspoutine. Le principal assiste à la distribution, il ne dit rien et roumbine dans son coin à propos des papiers par terre.

Le soir, lecture de "l'Humanité" et du "Monde". La perspective définie par le P.C et la C.G.T est celle de la mobilisation pour obtenir d'autres reculs et pour infléchir l'ordre du jour du sommet social qui s'ouvre jeudi 21. L'activité des syndicats est définie comme celle de porte-paroles.

Un point théorique que soulève l'analyse de ce mouvement est celui de l'idéologie du dépassement de la société actuelle en une société où le salariat serait la force dominante. Il faut reposer la question de la capacité de la classe ouvrière de trouver dans sa situation immédiate, dans l'affirmation de celle ci, la capacité à promouvoir une société du salariat dominant. De nos jours cette perspective se réduit au capitalisme débarrassé de ses mauvais côtés, finies les dictatures du prolétariat, les sociétés de transition, la dégénérescence de l'Etat , tout cela est définitivement révolu depuis l'après-guerre. Depuis, le rapport entre prolétariat et capital est tel que l'abolition du capital ne peut qu'être simultanément pour le prolétariat sa propre abolition.C'est le passage de la nécessité à la contingence de la définition des classes, c'est à dire la production d'autres rapports entre les individus dans le cours même de la lutte et en partant de ce que le prolétariat est / était. Ce qu'il est / était n'est plus alors considéré comme quelque chose à affirmer ou à reproduire, mais comme libre prémisse de l'histoire des individus. Quel est alors le statut et la signification de ce capitalisme débarrassé de ses mauvais côtés?

"Bien sur, seuls ceux qui pensent que les intérêts de l'argent sont toujours en contradiction avec ceux des salariés peuvent représenter actuellement une alternative" (Michel Onfray "L'Humanité" 19 déc 95). Il faut se poser la question de la cohérence de ce capitalisme à visage humain. A partir de la lutte sur le partage entre salaires et profit, qui fut la constante dumouvement, le P.C formule comme proposition : "Une modulation nouvelle de l'assiette des cotisations patronales : en comparant les salaires versés à la valeur ajoutée globale de chaque entreprise, elle ferait payer moins ceux qui font relativement plus de salaire, c'est à dire d'emplois, et plus ceux qui font l'inverse. Cela inciterait à plus de croissance réelle, d'emplois et de salaires..." (d°) Dans ces déclarations qui ne relèvent pas d'un placage idéologique sur le mouvement mais en expriment un grand pan de réalité, apparait la perspective d'une société fondée sur une affirmation du salariat comme pôle dominant, comme principe organisateur, structurant.

Cette perspective se fonde a) sur l'existence d'une classe ; b)sur cette classe non comme donnée sociologique, mais comme activité ; c) sur une organisation politique formalisant cette activité (la loi) ; d) sur un programme d'affirmation du salariat comme principe social dominant.

Cette perspective est impossible, irréalisable dans la mesure où elle conserve salariat et capital en niant leurs lois internes de fonctionnement et de connexion : augmentation de la productivité, augmentation de la composition organique du capital, lois d'accumulation. La lutte sur le partage est une loi de la lutte de classe, même une loi du salaire comme prix de la force de travail autour de sa valeur, mais elle n'est pas un principe social d'organisation de la société. Cependant, dire cela n'épuise pas la signification de cette perspective dans le mouvement, car on ne ferait que la réduire à une erreur théorique, ou à une "utopie", alors qu'elle colle en partie à la réalité de ce conflit.

On peut la critiquer en disant que nous n'avons pas de propositions à faire dans le cadre de cette société en conservant ses déterminations (salaire, profit, capital...). Mais on ne répond pas à la question de la signification interne au mouvement de cette perspective. La pratique et la conscience sociale d'un mouvement part toujours de ce qu'il est, de ce qu'il est en tant que défini dans une société, celle du capital, et c'est en tant que tel qu'il lutte. "L'incohérence" de la perspective tient à ce que rien ne peut plus être proposé maintenant à partir de ce qu'est la classe ouvrière dans le capital, contre le capital. Le fait que la perspective est tout de même produite tient, dans son incohérence, à ce que le mouvement n'est pas parvenu pratiquement à la mise au jour de ses causes. Il en est resté au stade du partage comme redistribution d'une richesse dont la nature même comme capital n'a pas été contestée, la richesse produite est demeurée une idée neutre.

Encore une remarque sur cette affirmation du salariat : le P.C ne peut rien en retirer organisationnellement, c'est une affirmation qui ne peut se formaliser dans une organisation, car elle n'est pas structurée sur une identité interne préalable à opposer au capital comme pouvait l'être le travail jusqu'à la seconde guerre. Ce n'est pas le travail qui structure ici, mais le salariat. Cela se voit dans le contenu de cette perspective qui n'est que l'illusion de concevoir comme cohérent en lui même, ce qui n'est que le capital "sans ses défauts".

Jeudi 21 Décembre

Appel de la C.G.T à une nouvelle manifestation aujourd'hui pour l'ouverture du sommet social.

Lecture de "L'Humanité" du mercredi 20. Les négociations à la S.N.C.F. qui s'effectuent en partie localement dénotent la persistance d'une importante mobilisation, brèves A.G et redémarrage des grèves dés que les directions locales tentent de ne pas appliquer la suspension nationale du contrat de plan.

Dans un point de vue publié en p 11, Jean Paul Dollé écrit : "Cette autoproduction du groupe, chaque fois reconduite par la libre décision de chacun, crée une nouvelle forme de Commun : non pas une communauté donnée d'avance, celle d'une corporation, d'un métier, pis, d'une nationalité, d'une religion ou d'une race érigée en absolu, qui exclut et rejette tout ce qui est étranger à elle même, mais une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous." C'est là, je pense, un point essentiel de la grève, la forme et le contenu du passage de l'action de classe contre le capital à la communisation de la société, c'est là que gît la dialectique de l'action d'une classe qui en tant que classe abolit toutes les classes. Le communisme ne consiste pas en une suite de mesures à prendre du genre nationalisations, planification, autogestion généralisée, partage du travail, abolition de l'école ou de l'argent. C'est pour cela que c'est se fourvoyer et se retrouver avec un sac de noeuds que d'essayer de le définir dans son fonctionnement, de chercher "des recettes pour faire bouillir les marmites de l'avenir". Il n'est rien d'autre que les relations que des individus singuliers définissent entre eux. Singuliers, signifiant qu'ils ne produisent, ni sont présupposés, par l'existence d'une communauté indépendante d'eux : Capital, Etat, Argent, Humanité.

Autre caractéristique du mouvement qui est dans une relation à la fois nécessaire et conflictuelle avec le point précédent : la formalisation de la perspective d'une société des salariés. "Dans la plupart des grandes branches professionnelles, observe Louis Viannet, on peut réduire le temps de travail sans répercussion sur les salaires et sans que cela ne débouche sur des difficultés importantes pour les entreprises. La plupart du temps, ajoute-t-il, les coûts salariaux représentent nettement moins de 20% des coûts de production. Qu'on ne me dise pas qu'il n'y a pas de réserves!" Et toujours la perspective keynésianiste : "La hausse de la consommation par une revalorisation du pouvoir d'achat influerait positivement sur la croissance et sur la création d'emplois nécessaires pour satisfaire des besoins nouveaux." ("Humanité" 20 Déc). Ce keynésianisme ouvrier n'est pas seulement une erreur théorique à propos du fonctionnement du capital et des crises, ou un positionnement comme interlocuteur à l'intérieur du système. Il s'articule avec tout ce qui touche aux conceptions de la finance parasite, à la façon de comprendre la hausse de la composition organique du capital et le rapport entre salaire et productivité. Tous ces éléments font système pour décrire une société de salariés comme procès de dégénérescence des lois du capitalisme qui serait fondé sur ces lois elles mêmes, on confond à nouveau la lutte sur les salaires et les conditions de travail avec le principe d'une société différente, mais alors cette société "différente" ne fonctionne que sur les lois de l'ancienne. En concevant la finance et les "marchés" comme parasites, on ne les considère pas comme vecteurs de la péréquation du taux de profit à l'échelle internationale. Une dépréciation contre telle ou telle monnaie induit une dépréciation du travail des travailleurs en question, puisqu'elle forcera à travailler plus pour la même valeur (en tant que temps de travail social moyen). Le capital déplace de plus en plus sur les "marchés", de façon globale, ce qui se déroulait dans les échanges de marchandises individuelles.

Bien-sûr il y eut au cours des grèves le déploiement de l'idéologie de la société des salariés, mais si elle est bien née du mouvement, elle fonctionnait plus comme un alibi de respectabilité que comme une réelle perspective à laquelle nous aurions pu croire ou que nous aurions voulu mettre en oeuvre. Le déploiement politique aurait alors été plus important

Le parti socialiste fut inexistant, même médiatiquement, le P.C très discret, revendiquant même cette discrétion. Viannet déclare à Robert Hue que sa "présence dans les manifs n'était pas indispensable", le même demandant à des manifestants qui criaient "Juppé démission", "qui vous voulez mettre à la place ?" se félicite, après sa question, de la disparition de ce cri. Seuls les tracts nationaux de F.O et de la C.G.T présentaient la recomposition de l'assiette des prestations comme une

perspective de société dessinant de nouvelles relations entre productivité, emploi, profit et salaire. On trouvait quelque chose qui pouvait apparaître comme proche dans les tracts issus des A.G de dépôts, centres de tri, plate-formes, établissements, divisions, des A.G de ville, là où elles ont existé, mais dans ces tracts il est remarquable que jamais ces revendications ne furent formulées comme perspective sociale, mais le furent comme moment de la mise en place d'un rapport de forces. Il ne s'agissait jamais de les faire entrer avec d'autres perspectives ou revendications dans un ensemble qui aurait pu faire système. L'idée dominante était que toute réforme des prélèvements sociaux est le résultat d'un rapport de forces dans le partage entre salaire et profit. La revendication d'une autre répartition des prélèvements n'ouvrait pas une nouvelle perspective de société des salariés, mais intervenait comme sanction d'un rapport de forces entre salariat et capital dans le mode de production capitaliste.

Le 8 Août 95, dans "Le Monde", Henri Weber du secrétariat national du P.S, publiait au sujet de l'obsolescence des projets de réorganisation sociale une analyse très pertinente. Il distingait trois évolutions à long terme qui ont provoqué cette obsolescence. La première est l'accélération de la mondialisation "qui modifie les rapports de forces au détriment du salariat et des états nations." La deuxième est "la différenciation du salariat en catégories distinctes...garantis, précaires, chômeurs, sous-prolétaires marginalisés ou exclus, salariés des secteurs nouveaux profitant de la mondialisation et salariés des industries traditionnelles victimes de l'automation et de la libération des échanges...Cette fragmentation résulte largement d'une stratégie délibérée du patronat -- politique de sous-traitance, de délocalisation, d'externalisation, d'immigration -- visant à contourner et à remettre en question les acquis sociaux des années 60 et 70." La troisième concerne l'évolution de la représentation politique et militante dans des démocraties devenues "médiatiques,...sondagières,...sceptiques,... individualistes...hyper-marchandes". Conséquence d'ensemble : "L'équilibre des forces entre acteurs publics et acteurs privés s'est rompu en faveur des seconds. Or, c'est cet équilibre qui permettait à la puissance publique et au salariat de contrebalancer les forces du marché...L'espace national n'est plus... l'espace pertinent d'une grande politique réformiste."

Malgré sa pertinence descriptive sur bien des points, et sur celui qui nous intéresse ici, l'obsolescence de projet social à partir du salariat, le texte de Weber appelle quelques remarques marginales. Tout d'abord les services publics ne contrebalancèrent jamais les lois du marché, ils les accompagnèrent et permirent leur essor et y furent globalement toujours soumis, on ne reviendra pas sur les différents tarifs d'E.D.F, sur la localisation des centrales par rapport aux entreprises grosses consommatrices, sur la prise en charge par l'état des infrastructures de la S.N.C.F, sur la politique de commande aux entreprises, sur le développement de la précarité à l'intérieur du service public, sur la segmentation des filières dans l'enseignement sous l'appellation "d'individualisation des parcours" etc...Weber juge le rapport antérieur entre "service public" et "marché" à l'aune de la situation actuelle. Ce qui était une soumission totale aux lois du marché, c'est à dire à l'accumulation capitaliste, dans la configuration dominante d'une accumulation nationale, est devenu, c'est exact, une entrave au développement capitaliste général, dont l'appellation "marché" n'est que la feuille de vigne social-démocrate. Le modèle du compromis fordiste, auquel Weber fait allusion, fut tout simplement l'achèvement de l'instauration de la domination réelle du capital sur le travail, c'est à dire de son accumulation sur la base de la plus value relative. Ce ne fut pas un compromis, mais une contrainte pour le capital, devant intégrer la reproduction de la force de travail, de passer par le cadre national où pouvait se faire cette intégration dans les conditions historiques de l'après première guerre mondiale. Le bouclage de l'accumulation sur une aire nationale n'a été qu'une contrainte transitoire imposée au capital par ses propres nécessités d'instauration de la domination réelle du capital sur le travail, instauration à laquelle le service public à remarquablement participé.

Enfin nous tâcherons de ne pas faire preuve de mauvais esprit en rappelant comme le fait Alain Bihr dans le n° de Déc 95 du "Monde Diplomatique", que ce sont "leurs propres représentants (des "milieux populaires"), qui reniant leurs engagements antérieurs, auront pour l'essentiel conduit l'offensive néolibérale contre les milieux populaires. C'est à la gauche que ces milieux ont dû le doublement du chômage sous les deux septennats de M Mitterrand ; la conduite musclée des restructurations industrielles, la dérèglementation accentuée du marché du travail et la multiplication des formes d'emplois au rabais, la précarisation grandissante d'une partie de la jeunesse populaire..., la désindexation des salaires sur les prix, la révision à la baisse des prestations sociales, accompagnée d'une augmentation continue des cotisations".

Dans "L'Humanité", continuent à être développés les thèmes de "l'économie humaine", et des "activités utiles". Simultanément dans "Le Monde", une galerie de portraits de syndicalistes en pointe dans le mouvement montre la résurgence d'une thématique qui avait eu son heure de gloire il y a une dizaine d'années : "la stratégie socio-politique des syndicats". La C.G.T avait été à l'époque hésitante, c'est la C.G.I.L italienne qui avait été le grand gourou de cette théorie. On ressort cela, après dix ans de sommeil, sous une nouvelle forme. Ce n'est plus le "producteur" qui est mis en avant dans la personne du travailleur (force de travail-marchandise), mais le "citoyen". C'est la personne-baudruche du citoyen qui donne la touche finale à la société des salariés, au capitalisme débarrassé de ses mauvais côtés. Jusque dans les années 60, le militant syndical qui s'occupait du "secours populaire", d'organisations anti-fascistes, de défense des prisonniers, du travail auprès des immigrés, de "comité de la paix", de solidarité avec le tiers-monde etc...n'effectuait cela que comme fonctions internes de sa définition centrale de prolétaire, comme individu moyen défini par son appartenance de classe, et non comme individu abstrait appartenant à la société comme communauté politique des citoyens.

Le citoyen est un individu abstrait appartenant à une communauté ayant résorbé ses contradictions réelles. Il est évident qu'un conflit comme celui-ci offre un terrain de prédilection au citoyen de par ses thèmes (service public, sécu; solidarité sociale...). Le citoyen définit une communauté plus large que la classe, à partir non des individus singuliers (ce qui ne serait pas possible), mais des individus isolés. Plus les individus dans leurs rapports sont isolés, plus la communauté qu'ils définissent est large et abstraite, plus l'ectoplasme-citoyen a du champ devant lui.

Cette introduction du citoyen dans la thématique du conflit révèle une de ses limites. Le conflit s'est développé sur la reproduction d'ensemble de la force de travail : retraites, sécu, partage général entre salaire et profit, mais aussi, et ça fait partie du point précédent, chômage, précarité, flexibilité. J'ai déjà eu l'occasion de dire que dans le mouvement nous ne sommes pas allés jusqu'au bout de la raison d'être du conflit : salaire-profit-exploitation. Nous en sommes restés au niveau de la redistribution. C'est cette démarche inachevée qui nous revient dessus, vu la généralité même du conflit, sous la figure du citoyen, c'est lui que l'on va voir assis autour de la table du sommet social, sous les ors de la République. C'est pourtant de façon concrète et en tant que classe, que souvent fut abordée la question de l'ensemble de la reproduction de la force de travail, par exemple dans la façon dont à la plate-forme paquets fut envisagée la question des C.D.D, lors du déclenchement de la grève.

Voilà une activité, à l'A.G du centre de tri de la Gare de Lyon, le 29 novembre, qui n'est pas celle du citoyen : "Plus le temps passe; plus l'idée de la grève générale échauffe les esprits. Il faut faire vite, marquer un coup cette nuit, conquérir d'autres centres. Et pourquoi pas "Auster" (Austerlitz), de l'autre côté de la Seine ? Guidée par les cheminots, la troupe repart à travers les voies ferrées, enjambe les barrières, zigzague entre les T.G.V, longe le ministère des finances, et passe le pont désert aux cris de "Auster avec nous". Auster travaille et il n'est pas simple de rassembler le personnel. Après quelques tâtonnements une troisième A.G s'improvise. Le représentant du syndicat S.U.D plonge bravement "La grève est en train de s'installer fermement dans le centre de tri postal. P.L.M est en grève reconductible à partir de ce soir." La C.G.T enchaîne sur la sécu et la retraite, relayée par des cheminots de plus en plus hardis : "On a conscience de la difficulté de la lutte. Il faudra l'ensemble des travailleurs avec nous. Il faudra sortir, se balader avec des banderoles, et, pourquoi pas envahir le ministère des finances, en face." ("Le Monde" 21 déc)

Mercredi 27 Décembre

La question du syndicalisme n'est pas une question que "la théorie" règle une fois pour toutes, c'est une question qui appartient de façon protéiforme à la vie même de la lutte de classe. Elle est constamment reposée dans le cours des luttes comme une question pratique, comme une décision à prendre chaque fois dans les conditions présentes. La décision, l'intervention n'est pas un décalque de la théorie. Le décalage n'est même pas celui que l'on pourrait introduire entre stratégie et tactique, il est plus profond et inscrit dans la théorie. Le passage de la situation actuelle à la révolution et au communisme n'est actuellement qu'une production théorique. Dans cette dynamique dont le noeud est la crise de la reproduction du rapport entre prolétariat et capital, l'activité syndicale est une

fonction nécessaire de l'activité de classe (classe du mode de production capitaliste), les syndicats n'interviennent pas extérieurement à cette existence et cette activité.

Dans le n° 76 (Juin-Décembre 93) de la revue "Echanges et Mouvement", à propos de la grève d'oct-nov 93 des personnels d'Air France, un article intitulé, "Une grève sauvage bien maîtrisée", tire les "leçons" de cette lutte. Comme l'indique déjà le titre, l'axe essentiel de ce bilan se situe dans l'interpénétration entre les caractéristiques spontanées, sauvages, de la grève et le contrôle syndical de celle ci : "Il y a une sorte de relation dialectique entre l'élan des grévistes et les appareils comme en témoignent les déclarations contradictoires des grévistes." Le rapport entre les syndicats et le mouvement de lutte dans cette grève est extraordinairement proche de celui que l'on a vu à l'oeuvre dans celui de décembre 95. "Le pouvoir maintenant, c'est nous dans les ateliers. La grève est partie sans les syndicats. Elle a été menée à travers des assemblées de personnels. Un autre gréviste déclare : On ne veut pas être récupéré par les politiques, c'est nous qui avons récupéré les syndicats. De toute façon la base les tient. Les syndicats, faute de mieux peuvent prendre le relais. ,un autre complétera cette déclaration déjà ambiguë : Dés le début du mouvement,l'ensemble des syndicats a dit aux salariés : voilà, c'est votre mouvement, c'est à vous de décider des formes qu'il prendra...Tous les sigles syndicaux étaient éffacés, c'était formidable. L'intervention des flics, l'isolement de la lutte et les manoeuvres concertées syndicats-gouvernement (concessions clamées comme une victoire, et organisation de journées d'action) allaient peu à peu ramener la grève sous le contrôle des syndicats."

"C'est votre mouvement, c'est à vous de décider des formes qu'il prendra", ce fut, en déc 95, le discours que chaque jour on pouvait lire dans "L'Humanité", en même temps que comme à Air France en 93, était lancé un mot d'ordre sur lequel on revenait en partie le lendemain, pour y revenir le surlendemain. On lançait un ordre de grève, en laissant aux directions locales les modalités d'application, on court-circuitait toute tentative de liaison indépendante entre les secteurs en grève pour pouvoir réaliser des discussions et des compromis séparés, on lançait des journées d'action, la fameuse tactique des temps forts. Cette tactique découpe le mouvement de luttes, brisant les activités que réalisent sur place et entre eux les grévistes, poussant à abandonner cette activité au profit du temps fort, la manif, qui ne doit pourtant n' être que la partie apparente de l'iceberg. "Temps forts" d'autant plus éloignés les uns des autres que le mouvement était puissant (rien entre le 12 et le 16 déc), d'autant plus proches qu'il se calmait (trois manifs en quatre jours au début de la semaine du sommet). Enfin on ouvrait la perspective de ce sommet sur des sujets choisis par le gouvernement, dans le cadre de sa propre problématique. On aura je pense compris que je ne réclame pas le contrôle absolu des syndicats sur les grèves, ni leur contrôle du tout, mais quand un syndicat déclare "c'est votre mouvement", alors là je me méfie encore plus.

Si toutes ces descriptions et appréciations des tactiques et manoeuvres syndicales sont justes, et rendent bien compte de la réalité d'une dynamique de lutte dans laquelle nous sommes engagés, et de la complexité des appréciations, choix, et prises de positions que nous sommes amenés à faire, tout cela ne répond pas à la question toute bête : "pourquoi ça marche? "; pourquoi la grève "sauvage" est bien "maîtrisée"? ; pourquoi on attend La directive syndicale.

"Les syndicats loin d'être des organes de médiation entre le capital et le salariat, sont des instruments d'encadrement étatiste des travailleurs, des rouages d'asservissement de la force de travail aux exigences productives de l'économie nationale...les syndicats co-gèrent la production capitaliste avec le patronat" (p54 du même n°). Si l'on se contente de dire cela, on s'interdit de comprendre cette "relation dialectique entre l'élan des grévistes et les appareils". On ne fait que la décrire jusqu'à la prochaine fois, où on la décrira à nouveau ; la répétition ayant valeur de loi. Cependant même si la question n'est jamais formulée, il y a tout de même des réponses implicites : la lutte n'est pas allée assez loin, elle est restée isolée, la répression policière, les manoeuvres syndicales, le capital ou l'Etat ont pu faire des concessions momentanées etc...Ces réponses implicites ne sont pas fausses mais elles ne répondent pas à la question fondamentale. Le syndicat demeure le négociateur plus ou moins reconnu par "la base", le syndicat demeure l'organisation avec laquelle on est en rapport dans la grève même si c'est conflictuellement. On va à la manif du syndicat, le syndicat est un instrument que l'on est amené à utiliser.

Que signifie : "les syndicats sont des instruments d'encadrement étatiste des travailleurs" ? La formule est merveilleusement ambiguë. Il s'agit d'un "encadrement étatiste", mais le simple fait de

rajouter "des travailleurs" vaut explication pour le différencier par exemple de la police. Les travailleurs vont utiliser les syndicats, avoir toutes sortes de relations avec eux puisque c'est "l'encadrement étatique des travailleurs", la tautologie vaut explication comme toute à l'heure la répétition faisait loi.

Les erreurs théoriques fondamentales reviennent toujours sauvagement dans la compréhension du cours immédiat des luttes. Que signifie : "les syndicats loin d'être des organes de médiation entre le capital et le salariat..."? Soit cela signifie qu'il ne peut pas y en avoir : Capital d'un côté, Salariat de l'autre. Mais alors quid de l'implication réciproque (exploitation) entre capital et salariat, un des truismes de toute analyse du mode de production capitaliste. Soit cela signifie qu'il pourrait y en avoir mais que de nos jours (depuis 70 ans), les syndicats sont totalement intégrés du côté du capital. Mais alors si "l'encadrement capitaliste des travailleurs" est cet organe extérieur (encadrement) quid à nouveau de l'implication réciproque, cela devient une force extérieure d'encadrement. Dés que l'on pose la question en termes de médiation que ce soit pour dire oui ou non, il y a une proposition fondamentale que l'on a "oublié" : le prolétariat est une classe du mode de production capitaliste, et c'est ce qui fait que le syndicalisme fonctionne dans la classe.

La formule relative à la liaison dialectique est pertinente, mais il faut légèrement la modifier : "relation dialectique" entre l'élan des grévistes et le syndicalisme", on peut supprimer "les appareils". Il ne s'agit pas primordialement d'organisation ou de structure mais d'un mode d'activité. Il ne s'agit pas d'absoudre les syndicats, mais c'est leur donner, en tant qu'organisation spécifique, un rôle et un statut de sujet qui leur fait trop d'honneur. Que seraient les "appareils" si le prolétariat n'était pas une classe du mode de production capitaliste définie dans une implication réciproque avec le capital, si le syndicalisme n'était pas, par là, une activité qui déborde les organisations syndicales (coordinations, ou simple activités des grévistes qui peuvent être syndicalistes sans appareils ni syndicats), s'il n'était pas une fonction de la lutte de classe. Combien de fois a-t-on vu dans le cours d'une lutte, dans une entreprise où il n'y avait pas de syndicats, les éléments les plus dynamiques dans le conflit fonder une section syndicale ; ce qui ne présume pas bien-sûr du rôle que celle ci peut ensuite jouer.

La véritable question qui se pose alors provient du fait que le syndicalisme, au sens large d'activité de la classe exprimant sa définition conflictuelle comme classe du mode de production capitaliste (implication réciproque), n'épuise pas la dynamique de la lutte de classe comme procès historique et plus immédiatement la dynamique des luttes.

□

Jeudi 28 Décembre

Si le syndicalisme n'épuise pas la totalité de la dynamique des luttes de classes, c'est que celles-ci ne peuvent se ramener en totalité à l'implication conflictuelle entre capital et salariat se résolvant dans la reproduction des rapports sociaux, c'est qu'elles ne sont pas que le principe de l'autoprésupposition du capital.

La crise est ce moment de l'histoire du mode de production capitaliste où se noue l'irréconciliabilité absolue entre la logique de l'accumulation capitaliste et les revendications ouvrières que cette accumulation même implique, en ce qu'elle les fait siennes en tant que mouvement nécessairement contradictoire de l'exploitation. La révolution ne procède pas directement de la résistance quotidienne, des luttes revendicatives, elle en est l'aboutissement non comme une transcroissance, mais comme dépassement produit de cette irréconciliabilité. En tant que contenu cette irréconciliabilité se donne comme production de la contingence de l'appartenance de classe, alors produite au cours de la lutte comme contrainte extériorisée dans le capital, et comme mise en évidence pratique, et mise en cause, du rapport structurel qui fait qu'il y a revendications, le rapport salarial. Au moment où, par la mise en évidence et par la mise en oeuvre de ce rapport, le prolétariat se connait collectivement comme classe (et non comme somme d'individus dans une situation identique), la crise dans laquelle se pose cette pratique est avant tout crise de l'implication réciproque, de l'autoprésupposition du capital. C'est un moment historique intégrant ce qui est, l'histoire passée, comme libre prémisse et non comme détermination nécessaire à reproduire. La classe trouve alors,

dans ce qu'elle est contre le capital, la capacité de communiser la société, au moment où simultanément, elle traite sa propre nature de classe comme extériorisée dans le capital.

Le procès de dépassement de la lutte revendicative s'amorce dans la lutte revendicative elle même, lorsque celle-ci, à l'intérieur d'elle-même, en ce qu'elle pose ses exigences sans tenir compte de la logique de reproduction du système, tend à remettre en question les conditions mêmes de l'existence de l'exploitation. C'est à dire simplement lorsqu'elle devient dans son cours de lutte revendicative cohérente avec elle-même. Ici le prolétariat ne se distingue pas, formellement, des autres classes révolutionnaires de l'histoire, il n'est amené à agir pour la destruction du système dominant que parce que la défense de ses intérêts immédiats l'y contraint objectivement. Il s'en distingue substantiellement, en ce qu'il ne peut faire de cette abolition une conquête progressive, une montée en puissance à l'intérieur de l'ancien système (comme la bourgeoisie), en ce qu'il ne peut abolir la domination de la classe dominante sans s'abolir lui-même comme classe et toute société de classes. Dans le cours historique du mode de production capitaliste, une telle situation est l'aboutissement d'un cycle de luttes où le rapport entre prolétariat et capital ne porte plus la confirmation d'une identité prolétarienne face au capital.

Pour repartir du mouvement de grève de nov-déc 95, j'utiliserai à nouveau les remarques à propos de la grève des personnels d'Air France. Celles-ci conviennent parfaitement au mouvement et certainement à bien d'autres. "Les luttes incessantes pour conserver les miettes toujours plus réduites des acquis du passé se précisent, les accords apparaissent toujours plus éphémères...c'est la constante remise en cause de tout un système social qui,à l'inverse des années 60, ne peut promettre que de moins en moins pour de plus en plus de travail,...l'obtention de sursis ou d'aménagements ne résoudra rien puisque tout pourra être remis en cause le lendemain,...non plus l'espoir de pouvoir régler une fois pour toutes leur relation de travail avec leur employeur, mais l'expression d'une sorte de ras-le-bol dans une situation à laquelle personne, ni les politiques, ni les syndicats ne peut apporter de remèdes, d'où le sentiment diffus que c'est autre chose qui est nécessaire...Les travailleurs d'Air France n'ont sans doute pas beaucoup d'illusions sur l'issue immédiate de leur lutte...Cette colère peut s'expliquer par le profond sentiment d'injustice,...sentiment général des travailleurs d'être les victimes d'un système économique qui les réduit à une insécurité totale."("Echanges..."d° p14-15)

On trouve dans ces remarques les sentiments et la conscience dominants du mouvement de l'hiver 95. Bien-sûr il y eut des banquets de fin de grève dans quelques dépôts S.N.C.F (il y eut aussi la tristesse de la grève qui s'achève), affichant la joie bien légitime d'avoir fait reculer le patron, mais il n'y eut pas de clameur de victoire, seuls quelques syndicats "autonomes" s'y risquèrent, même la C.G.T et le P.C restèrent sur une prudente retenue. Même si le mouvement de grève ne repart pas massivement, tout le monde sent que la reculade n'est que provisoire, tout le monde le sent et le fait savoir : grèves sporadiques sur les négociations locales, continuation de la tenue d'A.G. Bien-sûr le mouvement s'achèvera mais avec la nette conscience que toute reculade du patronat et de l'Etat est éphémère, qu'il n'y a pas d'acquis dans cette société, tout peut être constamment remis en cause.La conscience de la précarité de la situation de prolétaire est devenue le coeur de la conscience de classe, ironie de l'histoire il a fallu que cela apparaisse dans une grève de la fonction publique.

Le mouvement fut dominé par l' expression d'un ras-le-bol,d'un sentiment de précarité, la conscience du caractère éminemment provisoire de toute reculade patronale et de l'absence de réorganisation possible de cette société en faveur du salariat : la conscience que la revendication est constitutive d'un rapport de forces à l'intérieur de cette société et non productrice d'une variété salariale de cette société.

On ne peut donc pas se contenter d'opposer "l'élan des grévistes" et "l'encadrement étatique des travailleurs", puis vaguement les réunir sous le terme de liaison dialectique, sans que l'on ne sache rien du pourquoi de cette dialectique. On a vu ce qu'était en fait "l'encadrement étatique", c'est l'implication réciproque conflictuelle entre travail et capital à l'intérieur de l'autoprésupposition du capital. "L'élan des grévistes" est il alors la rupture de cette implication. Les choses ne sont pas si simples, il faut faire maintenant un peu de théorie.(A Suivre)

Vendredi 29 Décembre

La dynamique de l'autoprésupposition du capital c'est l'exploitation dans ses trois moments : achat-vente de la force de travail ; consommation du travail dans le procès de production (la subsomption du travail sous le capital) ; transformation de la plus-value en capital additionnel. C'est ce troisième moment qui nous intéresse ici. La transformation de la plus-value en capital additionnel est nécessaire mais jamais acquise de par la baisse du taux de profit, si c'est par la voie de la concurrence que ce caractère jamais acquis frappe les capitaux particuliers, il n'en demeure pas moins un caractère du capital en général : la concurrence n'est que la mise en oeuvre de la baisse du taux de profit. Cette remise en cause, ou cette inquiétude au coeur de la reproduction, n'intervient pas à la fin de chaque cycle productif, elle est permanente au cours du procès de valorisation et fonde, dans leur implication, l'autonomie et la pratique du prolétariat et du capital tout au long de ce procès et de sa reproduction. Le caractère constamment problématique de la transformation de la plus-value en capital additionnel passe par les transformations du procès de travail, de la composition organique du capital, par les faillites, les licenciements, l'augmentation des cadences, la fixation du prix de la force de travail. Ainsi l'autoprésupposition du capital n'est pas un processus automatique, manipulant ses protagonistes, mais l'action de ceux-ci en ce qu'ils se différencient, et s'impliquent dans leur différenciation. C'est là que se situe théoriquement le jeu dialectique entre "l'élan des grévistes" et "le syndicalisme".

Dans tous les conflits que surdétermine le caractère non-acquis de l'autoprésupposition, le résultat le plus important du caractère non-acquis du procès d'autoprésupposition est la distinction dans la reproduction du capital d'activités de classes distinctes. C'est dans tous conflits ce qui saute aux yeux. On ne passe pas d'un existence en soi de la classe à une existence pour soi, la transformation de la plus-value en capital additionnel a avant tout comme condition l'extraction d'une plus-value suffisante eu égard au capital accumulé. Constamment de la simple résistance dans le procès de travail, à la grève généralisée ou insurrectionnelle, ce sont deux activités de classes qui s'affrontent, celle du prolétariat et celle du capital. C'est constamment que le prolétariat est en contradiction avec l'existence sociale de son travail comme valeur accumulée devant se valoriser dans la reproduction de l'échange avec le travail vivant. C'est constamment, dans le procès de la valorisation qu'il se constitue comme classe, c'est à dire comme activité socialement distincte contre l'activité du capitaliste.

Cependant à intervalles réguliers la reproduction du mode de production capitaliste nécessite la remise en cause générale des conditions de la valorisation et de leur configuration. C'est le taux de profit moyen qu'il s'agit de restaurer autour duquel s'effectueront la concurrence, la recherche de surprofits, le développement du capital de prêt et la fixation du taux d'intérêt. Ce sont là des moments ou des périodes où il y a polarisation des classes au niveau d'une aire de péréquation. Cette polarisation n'est pas un décalque de lois économiques, un décalque de l'aire de péréquation, elle définit, parfois même dans une seule entreprise, le conflit où s'effectuera la décision et en cela n'a pas besoin de recouvrir exactement, homothétiquement, l'aire de péréquation, elle peut être plus restreinte que cette aire ou plus large, ne pas en englober tous les secteurs.

Le conflit décisif est un lieu qui se définit par son poids spécifique historiquement, nationalement, organisationnellement. Ainsi s'il est exact de considérer que la restructuration actuelle a entraîné une atomisation accrue de la classe ouvrière et des conflits, ce n'est pas pour autant que la contradiction centrale et dynamique du mode de production capitaliste est quant à elle atomisée. La disparition de perspective centrale de la lutte de classe, telle qu' elle se développait dans la grande époque de "l'ouvrier masse" du fordisme, a disparu car la reproduction actuelle du capital ne lui fournit, dans sa reproduction, aucune confirmation immédiate. Le dépassement de cette conflictualité dispersée ne s'effectue pas dans une addition, un procès cumulatif, mais dans une polarisation. Cette polarisation trouve sa cause déterminante dans l'unicité de la contradiction du mode de production qui, elle, demeure et, dans le fait que celle-ci bouleverse sans cesse ses conditions de reproduction. Ce qui apparait comme dispersion est animé en fait d'un mouvement unique, qui s'impose en tant que tel au cours du mouvement de remodelage constant de la dispersion, polarisant les conflits dispersés.

La reproduction du mode de production capitaliste définit, quant à ses nécessités de restructuration, le poids spécifique de secteurs de production, de régions, où s'effectuent la

polarisation et la confrontation des classes, définit le lieu de la décision, c'est à ce moment là que, sous la dispersion, l'unicité de la contradiction (la production de plus-value) ne se contente pas de demeurer quelque chose d'immanent aux éléments dispersés de la conflictualité, que l'on ne verrait jamais en tant que tel. Parfois même, la nécessité de la décision est dans l'air, et le hasard, l'occasion, décident du lieu. Cela peut-être le conflit des aiguilleurs du ciel aux Etats Unis en 81-82 ; des mineurs anglais en 84-85, de la longue suite des conflits de l'automobile en France de 81 à 84, la F.I.A.T en 80, le secteur public et les prélèvements sociaux en France en 95. Mais dans tous les cas, le conflit, son déroulement et son issue ne relèvent pas d'une fatalité économique.

La compréhension des raisons générales, des causes immédiates, des conditions de tel ou tel déroulement, de telle ou telle issue, demeure une compréhension des actions et des choix, des orientations à effectuer dans le conflit, et ne doit pas être construite comme un déterminisme. Il n'y a pas de loi générale qui fasse que l'on passe d'un mécontentement diffus, d'un ras-le-bol général accumulé pendant des années, à la polarisation de cette situation en activité générale de la classe. Une multitude de faits intervient alors, comme un nouveau contrat de plan à la S.N.C.F qui signifie fermeture de lignes, aggravation des conditions de travail, là-dessus une remise en cause générale des prélèvements sociaux, là-dessus des propos inquiétants pour les salaires, les conditions de travail à E.D.F, à La Poste, aux Télécoms. Auparavant, la longue grève d'Alsthom en 94, à Belfort, avait proclamé la caducité de la période où l'on n'osait pas se battre sur les salaires. Il y eut les conflits récurrents à Air France et Air Inter, le souvenir des coordinations, le mouvement étudiant avec son simplisme revendicatif, des promesses électorales que l'on ne fait même pas semblant de tenir.

Un mouvement parti de mille endroits, puis au cours d'une manifestation, on est plus nombreux que prévu, on se dit "tiens eux aussi manifestent!", "ils sont en grève?". Dans un très beau passage de la "Révolution russe", Trotsky parle de ce manifestant qui, en février 1917, face à un rang de cosaques à cheval, sabre au clair, s'avance, fait un clin d'oeil à un cavalier et passe sous le cheval en souriant comme s'il faisait une blague, de ce premier cosaque qui ne réagit pas, puis du rang entier qui s'effiloche. Tout n'est pas possible tout le temps, c'est évident, mais la révolution ne débutera pas avec des gens proclamant : "on fait la révolution communiste universelle". Si la dynamique propre de l'activité de classe du prolétariat ne relève pas d'une fatalité, elle n'est pas pour autant une liberté indéterminée. Le conflit est une période de crise de l'autoprésupposition, de plus le fait que le lieu de la décision ne soit pas un décalque du continuum des conditions économiques, mais un lieu qui par son poids spécifique s'impose comme lieu de la décision, introduit un aspect aléatoire d'histoire et non pas de destin à la résolution du conflit. C'est là que réside la liberté de l'activité de classe, celle de se mettre au niveau des contradictions qui ont amené le conflit, de les creuser, de s'élargir à tout ce que ces contradictions impliquent, donc de faire passer la fatalité économique de la crise au niveau de la conscience pratique d'un conflit de classe.

Ce fut là, l'activité de classe durant le conflit de décembre, ou plutôt la direction qu'elle prit, elle s'arrêta avant son terme. On peut dire que le conflit de décembre n'a pas épuisé les conditions de son existence. Le mouvement était porté par la recomposition de l'activité de la classe autour de la reproduction d'ensemble de la force de travail : cycle d'entretien, segmentation, partage au niveau social entre salaire et profit. Il fut offensif sur ce terrain, il est stupide d'analyser le mouvement sur la base de la défense crispée d'acquis (bien que cela ne soit en rien critiquable ou méprisable). Répartition entre salaire et profit, conception de la reproduction d'une force de travail segmentée comme constituant une totalité, furent des constantes du mouvement ; précarité, flexibilité, chômage furent des thèmes récurrents. Le mouvement mena une critique du thème idéologique de la solidarité, selon lequel les sacrifices "consentis" par certains salariés profitent aux plus mal lotis. Il est remarquable que les deux endroits où la grève se poursuit le plus longtemps sont le centre de tri de Caen et les transports marseillais, dans le premier cas la revendication est la transformation en emploi à durée indéterminée des emplois sous contrats, dans le second il s'agit de lutter contre les conditions plus dures en salaire et durée du travail faites aux nouveaux embauchés (ce que le rapport Minc préconisait comme une façon de rendre flexible les statuts sans y toucher directement). A Marseille toujours, les chômeurs prirent une grande place dans les manifestations et la conduite du mouvement dans son ensemble.

Cependant le mouvement n'épuisa pas ses propres conditions d'existence, c'est en cela qu'il fut incapable de rompre ne serait ce que localement et épisodiquement sa "liaison dialectique" avec le

syndicalisme, de toucher le privé autrement que marginalement au cours des manifestations.Si dans le privé les mouvements de grève furent beaucoup plus nombreux que ce que les médias ou les syndicats le laissaient entendre, surtout autour de Marseille, Paris et Grenoble, il ne se produisit pas de mouvement d'ensemble qui aurait remis en cause pour le mouvement de la fonction publique ses propres bases de départ, on n'aurait pu alors se contenter de parler de répartition, il aurait fallu parler de la nature même de la richesse comme capital. La jonction avec les travailleurs précaires resta également, sauf exception, de l'ordre des préoccupations, sans trouver le "biais" de cette jonction. Il est sûr que si dans un cas comme dans l'autre, le "biais ne fut pas trouvé, c'est que se poser ainsi la question c'était d'avance se condamner à ne pas trouver de réponses. Le mouvement ne s'était pas lui même suffisamment transformé, n'avait pas suffisamment mis à jour ses causes initiales pour dépasser la liaison avec le syndicalisme, pour s'unifier. Le problème du profit, pourtant au coeur du mouvement, n'a pas vraiment entamé la notion de service public et donc une conscience et une pratique particularisées.

Il aurait fallu que le mouvement se mette lui même complètement à jour, pour s'unifier avec le privé et les précaires, on ne fait rien à la place des autres, on ne peut appeler à se joindre sans que son propre mouvement dépasse sa particularité. Cela ne se fait pas dans un processus quantitatif d'élargissement, mais dans un approfondissement de sa propre existence, qui seul peut alors produire le dépassement de la particularité.

Il n'est pas imbécile de penser qu'un mouvement puisse dépasser ses causes initiales, tout dépend de leur nature, et de la capacité dans le cours de la lutte à les porter au jour dans sa pratique, ses déclarations, ses cibles. De façon minime on a vu ce mouvement avec les cheminots qui passèrent du contrat de plan et des retraites au retrait du plan Juppé, une fois leur premières cibles atteintes. C'est également ce qui se passa si spontanément dés l'origine du mouvement que nous ne nous en rendîmes pas compte, lorsque ce mouvement de la fonction publique sur la sécu et le régimes des pensions, s'est d'entrée déterminé comme un mouvement sur le salariat en général incluant la précarité en son coeur. C'est là tout ce qui fait la dynamique d'un conflit : se connaître soi-même.

Comment cela se passe-t-il et jusqu'où dans d'autres conditions cela peut-il mener ? Une fois totalement mises à jour pratiquement par un mouvement ses propres conditions d'existence, c'est là que s'ouvre la possibilité du dépassement de ses conditions initiales, c'est là où le conflit peut, selon la crise de départ, le conflit qui fut lieu spécifique de la décision, les rapports de forces créés sur cette base, les revendications initiales, la phase historique du mode de production capitaliste, la configuration de la contradiction entre prolétariat et capital, entrer dans une phase que j'appellerai de "fusion". Il n'y a pas de situation où la révolution communiste soit une fatalité même si à terme elle est inéluctable, mais il y a des situations où victorieuse où non elle risque fort de nous surprendre (A Suivre).

Mardi 2 Janvier 1996

Si le mouvement de décembre, n'a pas quant à lui dépassé ses conditions initiales d'existence, cela peut tenir à trois ordres de raison.

Tout d'abord ses conditions initiales elles mêmes. Le mouvement a débordé la défense des acquis et le cadre catégoriel qui aurait pu formellement être le sien, il a su comprendre sa raison d'être au niveau du partage social entre salaire et profit et se reconnaître au niveau des conditions de la reproduction d'ensemble de la société, et par là-même ne pas se figer dans son existence immédiate, dans les catégories données par l'autoprésupposition du capital. Cependant si le point de départ a été débordé, il serait faux de considérer qu'il était devenu inexistant : rôle dans le déroulement de la grève du thème du service public (bien que souvent sans illusions) ; revendication de continuer à être ce que l'on était dans la reproduction actuelle du capital et dans son futur (retraites).

Ensuite la période dans laquelle le mouvement a éclaté, il ne s'agit pas d'une période "révolutionnaire". La réforme de la sécurité sociale s'inscrit dans un ensemble de mesures de restructuration du capital portant sur le niveau des salaires et le marché du travail qui ont un sens

pour lui et s'imposent par là-même à l'autre terme de la contradiction, car c'est toujours dans le pôle capital que se retrouvent les conditions de la reproduction du rapport. Ce sens c'est la mondialisation. La mondialisation n'est pas pour chaque capital individuel ou chaque aire nationale une contrainte extérieure, une méchante manipulation des marchés internationaux, mais une contrainte interne de ses propres lois d'accumulation, qui s'exprime dans la concurrence (cette dernière ne fait que renvoyer à chaque capital sa propre contrainte interne d'accumulation). Jeudi 5 oct, Jean Boissonat, membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France, présente le rapport d'une commission du Commissariat général du plan sur le travail dans 20 ans : "Le contrat à durée indéterminée ne semble plus avoir sa place dans le monde de demain, les statuts de salariés, de travailleurs indépendants, voire d'agents de l'état devraient être rapprochés. Le code du travail s'en trouverait bouleversé ainsi que le code de la sécurité sociale." (Le Monde 6 oct 95). Jean Boissonat déclare lui même : "il faut accepter la mondialisation et jouer l'ouverture maîtrisée" (d°). Dans un entretien à "L'Express" du 28 sept 95, Jean Arthuis (ministre de l'économie des finances et du plan) "dessine une nouvelle architecture qui a pour objectif d'alléger le coût du travail...Il affirme qu'il n'y a pas d'autre solution pour éviter une délocalisation des emplois vers les pays où les coûts salariaux sont peu élevés." (Le Monde 28 sept 95). On voit dans quel cadre se situe la révolte de décembre.

Bien-sûr, on sent par mille petites choses que la situation n'est pas révolutionnaire, la question ne s'est jamais posée à personne ; soulever, même sur le papier, la question, et même pour dire pourquoi elle ne l'était pas, peut paraître incongru. Cependant si l'on se force tout de même à poser la question, je pense que l'on retombe sur le fait que la crise de la reproduction et le conflit s'inscrivent dans un rapport de forces dont l'issue a un sens pour la classe capitaliste.

Enfin, le troisième ordre de raison tient au cours interne du mouvement, à la conscience qu'il avait de lui-même, ce qui synthétise en fait les deux séries précédentes dont les éléments se retrouvent dans l'immédiateté de la lutte. Il y a d'abord la conscience (c'est à dire la pratique de la grève, ses revendications, l'activité des grévistes, les objectifs, la conduite des manifs, la rédaction des tracts, les tenues d'A.G, les liaisons entre secteurs en grève) d'être parti sur simultanément un ras-le-bol général et sur la perpétuation d'une situation antérieure ; puis il y eut la conscience du caractère massif du mouvement, au travers duquel s'effectue le passage de la défense de sa situation à la reconnaissance d'une contradiction sociale parcourant et structurant cette société : salaire et profit. Enfin, au fur et à mesure des activités dans la grève, des discussions, des clivages internes, la découverte du décalage entre les revendications et leurs propres causes : revendiquer sur le partage, la distribution, alors qu'elle n'est que le résultat de cette division de la société entre d'un côté, salariés, ouvriers, travailleurs (le mouvement n'a pas eu le temps d'éclaircir son vocabulaire), et de l'autre capitalistes, patrons, élites, technocrates (d°) , "nous" et "eux".

De là une certaine "peur", relevant de la conscience de la situation d'ensemble. Quand dans une société capitaliste on remet en cause au niveau social le partage entre salaire et profit, il devient vite évident, pour ceux qui sont dans la lutte, que cette société ne peut aller à l'encontre de ses propres bases, de sa propre logique, ce sont les notions mêmes de salaire et de profit qui peuvent devenir les prochaines cibles. Au travers de la globalisation du mouvement, c'est une contestation plus générale du capitalisme qui était en train de sourdre, quelque chose de beaucoup plus important, de beaucoup plus profond que ce décidé au départ.

Fin décembre, le mouvement est retombé de façon volontaire, bien qu'accompagné par l'activité syndicale. Il est retombé de façon volontaire, calmement, il n'y eut pas de heurts, comme c'est fréquent entre travailleurs et syndicats au moment de la reprise. Ce fut souvent une reprise très combative : sur le paiement des jours de grève, sur les sanctions prises contre certains grévistes, sur l'application locale des accords. En outre comme le dis un cheminot de Rouen : "nous avons placé une bombe à retardement dans le privé". Ce fut un coup d'arrêt à la multiplication des échecs et des reculs, une remise en cause du discours imposé depuis 20 ans. La remise à jour, sans illusions sur la pérennité des concessions obtenues, que l'action directe paie, bien plus que la "confiance" mise dans n'importe quelle instance représentative. Finalement, la capacité à concevoir le cours de la société comme un rapport de forces entre des classes. Nous n'étions pas prêts, nous et la situation (ce qui est identique) à affronter ce que nous avions découvert, à passer à la suite.

Se trouver dans une situation, où c'est l'abolition de la société dans laquelle nous sommes nous mêmes engagés, définis, qui devient l'objectif du mouvement, de plus dans une situation sociale où en nous-mêmes comme salariés, prolétaires ou travailleurs, on ne peut plus se produire une identité à libérer contre cette société, un projet de réorganisation de celle-ci sur la base du salariat ou du travail producteur de valeur (comme cela , sans besoin de grandes analyses, était évident dans le cours du mouvement), se trouver dans cette situation et agir en conséquence, c'est cela la fusion d'un conflit. Cela signifie que l'appartenance de classe qui était nécessité, définition sociale préalable à reproduire parce qu'impliquant sa reproduction, devient contingente. Lutter contre le capital, c'est dans le cours de la lutte remettre en cause sa propre condition de salarié, qui est alors produite dans le cours du conflit comme une contrainte extérieure, en même temps que c'est en tant que salarié que l'on se bat contre le capital et que simultanément on produit des rapports nouveaux. On communise la société, c'est-à-dire qu'on la supprime en tant que substance autonome du rapport entre les individus dans leur singularité. Les rapports sociaux antérieurs se délitent dans cette activité sociale où l'on ne peut faire de différence entre l'activité de grévistes et d'insurgés et la création d'autres rapports entre les individus, de rapports nouveaux, dans lesquels les individus ne considèrent ce qui est que comme moment d'un flux ininterrompu de production de la vie humaine.

Dans ce mouvement de décembre on a d'abord voulu tester personnellement, individuellement, que l'on constituait une classe, ce que cela était. La localisation des actions, des manifestations n'était pas du localisme, du provincialisme, mais avant tout la volonté individuelle et collective de voir que nous formions une classe, de se toucher en tant que classe concrètement, expérimentalement, en sachant parfaitement que l'on ne se reconnait en tant que classe que dans le conflit et non en soi. A partir de là, le passage à la fusion n'est pas un processus interne à la classe mais son conflit avec le capital et l'évolution des rapports de forces, donc des objectifs et de la conscience qui se déterminent dans la lutte. C'est un procès dans lequel le capital est lui même acteur, procès auquel il cherche à conférer un sens, dans lequel il construit, comme sa nécrologie, sa signification historique. L'issue de la lutte si elle dépend du moment historique dans l'histoire du capital où elle se déroule n'estjamais donnée d'avance. De par sa nature, la fusion d'un mouvement ne peut se réduire à la somme de ses conditions, car elle en est le dépassement et non l'accomplissement.

La question suivante que l'on peut se poser à la suite de ce conflit, et qu'il permet d'aborder est : qu'est ce qu'il en reste ? A-t-on affaire jusqu'à "la lutte finale" à une suite de conflits sans liaisons entre eux, une répétition dénuée de sens?

Demain A.G à Arthur Rimbaud, deux éléments que je voudrais mettre sur le tapis pour savoir où nous en sommes : a) pourquoi cette reprise acceptée, même si c'est avec amertume, b) le devenir de la négociation, qu'est-ce qu'on fait par rapport à elle, qu'est-ce qu'on dit sur le fait qu'elle se déroule sur des thèmes qui ne sont pas les nôtres (le sommet de Juppé).

Mercredi 3 janvier 96

Je parts avec Ghislaine Blanchard à l'A.G. Là retrouvailles, bons voeux, bonne année. Une quarantaine de personnes, Voltaire est largement représenté : Navarro, Droopy, Adèle Blanc-sec, Esméralda, Jivago, Daisy, Mme Watson, Bourrel. L'A.G commence doucement, il y a comme un bref marasme. Lupin, attaque en disant que l'on n'a rien obtenu et, nous avons de suite droit au grand air de La Castafiore : "il faut obtenir les choses par écrit", "les directions syndicales maintiennent le mot d'ordre de retrait du plan Juppé". La tirade en fait bondir plus d'un dont moi. Je m'élève contre le formalisme, "par écrit" ou non, ça ne change rien. Quant aux directions syndicales, il est évident pour tout le monde que le retrait du plan Juppé n'est plus leur problème, comme le dit très bien Droopy. C'est Starsky, qui lance vraiment la discussion en parlant du sommet social. Son intervention est déterminante, calmement il dit qu'il s'est senti trompé quand il a vu les directions syndicales participer à un sommet dont l'ordre du jour ne prenait absolument pas en compte la revendication essentielle de la grève. Nous sommes plusieurs à abonder dans son sens. Je dis que le sommet social a joué le rôle qu'en d'autres circonstances avaient joué les élections qui n'étaient pas possibles ni nécessaires ce coup ci. Les syndicats se sont précipités au sommet social en sachant parfaitement de

quoi il s'agissait. Comment envisager la suite des événements ? Cosette (F.S.U) parle d'une manifestation, le 16 janv, que tente de mettre sur pied la F.S.U.

Le sentiment général est celui de la déception, de la colère parfois vis-à-vis des directions syndicales. Droopy insiste à nouveau sur la participation au sommet en disant : "ça m'a fait mal". Lupin très remonté contre cette participation au sommet, semble craindre d'être allé trop loin et revient sur l'utilité des syndicats : "on a besoin d'eux", "il nous faut des représentants". Il a pas mal évolué au cours de la grève. L'intervention permet à La Castafiore de revenir à la charge : "Les syndicats sont dans leur rôle lorsqu'ils négocient et dans une négociation on n'obtient pas toujours quelque chose". Elle se fait renvoyer dans les cordes, tout le monde lui rétorque : "au moins ils pourraient négocier sur la base des revendications des grévistes". Ghislaine lui fait remarquer que le C.N.P.F, lui, n'est pas venu "pour discuter" mais avec des positions tranchées sur ce dont on allait parler et surtout sur ce dont on n'allait pas parler. La Castafiore ne reprendra plus guère la parole, et c'est la première fois que nous la voyons un peu abattue. Toute sa démarche consiste à n'accepter aucune critique des syndicats, ni même des directions syndicales, il ne s'agit que de les pousser. Ses buts particuliers, buts de tendance à l'intérieur de F.O, apparaissent de plus en plus nettement. Starsky, amer, répond en disant : "les syndicats ont sauté sur l'occasion du sommet". Ghislaine signale que pendant la grève ils n'ont même pas été capables de nous fournir les informations dont nous avions besoin. Lupin revient sur la nécessité, l'utilité des syndicats, mais il leur reproche de nous avoir lancés dans une grève reconductible puis de nous laisser tomber. Je fais remarquer que son analyse ne tient pas compte de la réalité de la dynamique du conflit et qu'elle est un peu dévalorisante pour nous : "C'est une analyse de fin de conflit, de la démoralisation qui l'accompagne et de la retombée dans des visions exclusivement institutionnelles. Les syndicats ne nous ont pas lancés dans une grève reconductible, nous y étions, ils ont couvert et durant tout le mouvement, le discours syndical dominant a été on vous accompagne."

Nous entreprenons la rédaction d'un texte adressé cependant aux syndicats. Je glisse en aparté à Adèle et Droopy : "ils nous couillonnent chaque fois et chaque fois on en redemande", Droopy sourit tristement. Le texte a pour axe le fait que notre principale revendication n'est pas satisfaite, il dénonce la participation au sommet social et appelle à...l'unité syndicale. Dans une première version, il se terminait sur la perspective de l'incertaine manifestation du 16. J'interviens pour faire supprimer cette fin qui à mon avis prend des hypothéques sur l'avenir, ne se rend pas compte que ce qui fut le plus important dans le mouvement ce n'est pas la "grande manifestation à Paris", mais le fourmillement à la base, moins médiatique mais beaucoup plus dangereux pour le pouvoir. "Nous ne savons pas comment le mouvement peut repartir, quelles activités peuvent surgir ici ou là, nous n'avons pas à fixer une échéance qui manifesterait une vision figée de notre propre action." La manif du 16 est supprimée du texte qui se termine alors sur : "nous restons mobilisés et prêts à tout".

Lupin s'occupe de taper et de tirer le texte qui sera distribué dans chaque établissement. Je dois passer demain à Rimbaud en prendre un exemplaire pour le reproduire et le diffuser sur Voltaire. En rentrant, dans la voiture, Ghislaine me dit : "Je n'y croyais pas après les vacances, je croyais que l'on allait juste se dire bonjour, mais dés qu'on est ensemble on parle et on fait des choses."

Ce qu'il y a finalement de très bien, c'est que malgré la retombée de l'enthousiasme, l'acceptation de la représentativité syndicale ne va pas immédiatement de soi, l'atomisation n'a pas encore fait son oeuvre. En outre, un point positif du mouvement, est que l'on ne cherche pas à faire perdurer sous une forme quelconque les A.G en s'inventant une activité plus ou moins artificielle ou crypto-syndicale. On ne s'organise que dans la lutte et pour son efficacité.

Jeudi 4 Janvier

A la récré de 10h, Adèle nous a montré des photos que sa fille avait prises lors d'une manif, j'en choisi quatre. A 11h, je suis allé à Arthur Rimbaud chercher trois exemplaires du texte de la veille, de retour au collège j'en tire 90 pour faire le tour des casiers. J'arrache sur le tableau d'affichage un texte merdeux signé "un travailleur indépendant", c'est tout dire.

Par rapport au texte d'hier, je pense que nous avons eu tort de ne "dénoncer" que les syndicats ayant participé au sommet social, en effet cela semble dédouaner la F.S.U qui ne faisait pourtant que tempêter à la porte, tout comme la F.E.N. On a fait la part trop belle à "nos" syndicats. "Comment peut-on discuter de la formation professionnelle des jeunes par dessus les formateurs ? Ils ne peuvent être absents du débat... . Michel Deschamps, le secrétaire général de la Fédération syndicale unitaire (F.S.U) n'en démord pas. Tout l'après-midi du lundi 18 déc, il a attendu une réponse à sa demande de participation au sommet social de jeudi à Matignon. Reçu in extremis le 14 décembre pendant plus d'une heure, la délégation des enseignants de la F.S.U comptait bien avoir convaincu Alain Juppé. Elle était ressortie plutôt satisfaite de cette "audience de qualité", selon l'expression de son secrétaire général..." ("Le Monde" 20 déc). Quant à l'U.N.S.A (la F.E.N) : "Bien qu'elle admette qu'elle ne puisse être conviée au sommet sur l'emploi au même titre que les confédérations, l'U.N.S.A espère pouvoir être entendue dans le cadre d'entretiens bilatéraux" (d°), c'est la même partition mais jouée sur le ton de la résignation déférente.

En ce qui concerne la génèse de ce sommet. Dés le 9 déc,F.O ne fait plus du retrait du plan Juppé un préalable aux négociations et Blondel réclame une négociation globale avec le premier ministre. La commission exécutive de F.O évoque seulement, dans son communiqué, le "maintien de la sécurité sociale assise sur le salaire différé" et "le maintien des régimes spéciaux et particuliers de retraite" ("Le Monde" 10 déc 95). Dimanche soir (le 10 déc), 20h15 (sur France 2), Juppé accepte le sommet social, les organisations syndicales seront reçues dés le lendemain lundi. "Libération" écrit alors dans le n° de lundi : "Outre le contenu du plan Juppé, cette grande messe sociale devrait également traiter de l'emploi des jeunes et de la réduction du temps de travail." C'est le jour où Juppé cède sur les régimes spéciaux, si le plan Juppé est toujours inscrit à l'ordre du jour du sommet, il ne faut pas oublier que l'on est à la veille de la manif du 12 qui s'annonce extraordinairement massive.

Que s'était-il passé le samedi, veille de la déclaration de Juppé ? Toute la journée de samedi avait été occupée par les rencontres entre Barrot, ministre du travail et les directions syndicales. Louis Viannet avant d'entrer dans le bureau du ministre : "Nous n'allons pas discuter avec lui des modalités d'application du plan rejeté dans la rue par des milliers de salariés. Nous voulons une négociation globale avec le premier ministre" ("Libération" 11 déc 95). Que signifie "négociation globale", quand on ne discute pas des modalités du plan Juppé, on ne fait plus comme cela était le cas auparavant, pour la C.G.T,du retrait du plan un préalable et on propose de parler d'autres choses. Cela fait radical de ne pas parler de quelque chose qui "a été rejeté dans la rue", mais le gouvernement lui ne l'avait pas rejeté. Accepter ou réclamer ce sommet c'était donc accepter le plan, ou tout au moins ne plus faire de son retrait un préalable, c'était accepter de ne pas en discuter, avec des airs de matamore. Plus tard c'est au tour de Blondel : après une heure et demi de discussions avec Jacques Barrot, il déclare en sortant que son organisation n'a jamais fait du retrait du plan Juppé un préalable à toute négociation. La C.F.D.T quant à elle "mêle sa voix aux autres confédérations pour réclamer à son tour l'ouverture d'un sommet social sur l'emploi des jeunes avec une réduction massive du temps de travail" (ça ne mange pas de pain et personne ne peut être contre ça). Le sommet social comme issue au mouvement, avec son ordre du jour, a donc été décidé avant la manif du 12. Cependant je ne serai pas d'accord pour dire que ce jour là les syndicats nous ont "promenés", nous, nous continuions notre mouvement sur sa base initiale, le seul regret c'est que nous n'ayons pu développer celle-ci assez loin pour que la contradiction avec le syndicalisme émerge.

Le 13, Juppé ne parle plus des modalités de son plan comme pouvant faire partie de l'ordre du jour du sommet. Le point culminant du mouvement est passé, tout le monde le sent bien, le sommet est sur les rails, l'issue a été trouvée, les syndicats l'ont acceptée et se gardent bien d'encourager de nouvelles initiatives après le 12. Quatre jours jusqu'à la manif suivante! quatre jours durant lesquels la démobilisation s'installe, largement encouragée par les directions.

A ce moment-là, après la manif du 12, F.O n'a plus aucun intérêt à la poursuite du mouvement, son alliance avec la C.G.T va finir par l'étrangler, la C.G.T n'a plus qu'à "réussir" la manif du 16 pour rafler la mise. Pour "Libération" "Tout le monde, même à Matignon, s'accorde à reconnaître qu'elle détient la capacité de remettre les grévistes au travail" ("Libération" 14 déc). Dés le vendredi soir, un communiqué du bureau confédéral de la C.G.T appelle les cheminots à "modifier leur modalité d'action". La C.G.T se retrouve placée "au centre de l'échiquier". Il faut se souvenir qu'un accord-cadre de grande importance sur l'annualisation du temps de travail avait été signé malgré son opposition le

31 oct 95, entre le patronat et quatre syndicats (F.O; C.F.D.T; C.F.T.C; C.G.C). Lors de l'ouverture des négociations le 28 février, la C.G.T faisait partie des partenaires, malgré cela l'accord avait pu être signé par dessus sa tête. Cela va devenir plus difficile, la C.G.T s'est replacée comme partenaire incontournable, pour cela il lui faut montrer qu'elle sait toujours terminer une grève, et qu'elle est même la seule confédération à pouvoir le faire.

Le 15 déc on peut lire dans "Libération" : "...le mouvement trop diffus...est en train de devenir ingérable pour les syndicats. Voilà pourquoi la C.G.T et F.O semblent tellement pressées que s'ouvre la table ronde sur l'emploi promise par le premier ministre pour le 21 décembre." Le 15 Alain Juppé définit publiquement l'ordre du jour du sommet, il ne sera pas question de son plan, le même jour la C.G.T fait sa fameuse déclaration sur la modification de l'action, pour F.O ce jour là, la tendance est à "la reprise progressive, échelonnée entre vendredi et lundi". Bien sur, le lendemain samedi, à l'issue des manifs le discours sera toujours celui de la poursuite de la lutte et du retrait du plan Juppé, mais la messe était dite.

Le dimanche 17 à "Sept sur sept", Juppé annonce que dés jeudi (date de l'ouverture du sommet) il fera des propositions sur l'emploi. La veille, samedi 16, après avoir reçu sa lettre d'invitation (celle que Deschamp attendit toute la journée, le pauvre), Blondel déclarait qu'il l' avait accueillie "avec une considération favorable". "Il y a là-dedans toute une série de choses, en particulier sur la sécurité sociale, qui nous donnent satisfaction. Nous sommes sur le bon chemin. Certes ce n'est pas le retrait du plan Juppé, mais ça s'y apparente." On ne peut pas dire plus clairement que pendant un mois on a pris les gens pour des cons.

Vendredi 5 Janvier

Suite du feuilleton. Dans "La Marseillaise" du 19 déc, on apprend qu'Alain Juppé ne veut toujours pas entendre parler de son plan durant le sommet, ce qui n'empêche pas Louis Viannet cité dans l'article de déclarer à propos du sommet : "Nous obtiendrons d'autres reculs sur le financement et le rationnement des soins." Dans le même article une citation de Blondel datant de la veille où il prévient : "Un sommet c'est comme ça : c'est la déclaration les uns derrière les autre de nos positions respectives et après on fait un communiqué, si possible commun. Moi, j'aimerai mieux une négociation." Que va-t-il alors faire dans cette galère, et qu'est ce que Viannet nous raconte sur ce qu'il va obtenir? Le mercredi 20, il est absolument clair que le sommet ne traitera de façon générale que de problèmes généraux, essentiellement ceux de l'emploi et du temps de travail, c'est à dire que l'on va ressortir l'accord cadre du 31 oct sur l'annualisation et la flexibilité. En ce qui concerne les revenus, il va s'agir d'inciter les gens à puiser dans leur épargne. Tous les thèmes et la façon de les aborder sont archi-connus de tout le monde avant même l'ouverture du sommet. "L'Humanité" du 20 déc écrit : "L'aménagement et la réduction du temps de travail est l'un des rares dossiers qu'Alain Juppé ait programmé au menu du sommet social de demain...Reste à savoir ce que recouvrent réellement aujourd' hui les mots réduction et aménagement du temps de travail". Et l'article de se poursuivre sans illusion aucune en rappelant l'accord cadre du 31 oct.

Le 22, dans "L'Humanité", à propos du sommet, Robert Hue répond à un journaliste : "Rien ne se présente bien, notamment sur la question centrale de la sécurité sociale." Voilà une profonde vérité dans la mesure où il n'était pas question d'en parler et où on n'en a pas parlé. Comme le résume "Le Monde" du 22, l'ordre du jour a bien été maintenu sur les trois sujets fixés par Juppé : relancer la croissance, réduction du temps de travail, emploi des jeunes. Seul le premier point a finalement donné lieu à quelques mesures purement administratives sur la participation-intéressement. Pour le second, il est évident que réduction du temps de travail, annualisation et flexibilisation seront liées, comme de toutes façons l'ont montré sur le terrain les accords de septembre à "La Redoute", aux "Trois Suisses" et chez Bull.

En fait le sommet social tel qu'il a été convoqué avec l'assentiment des syndicats, sur un programme destiné à noyer le poisson, conclut une dynamique particulière incluse dans la dynamique générale du mouvement, celle de sa maîtrise par les syndicats, et de leur positionnement dans le "dialogue social", dans la reproduction du capital sur la base de l'inévitable implication réciproque

entre travail et capital. Malgré les grèves et manifestations des 10 oct et 24 nov, particulièrement suivies, la contestation sur la question de la sécurité sociale devait, pour les organisations, rester dans les limites syndicales de la pression au cours de négociations à long terme, vers la recherche d'un compromis. De toute façon, avant le 15 nov (discours d'Alain Juppé à l'Assemblée Nationale), seule la C.G.T refusait le principe d'un prélèvement destiné à couvrir la dette. Blondel après une entrevue avec Chirac le 10 nov "avait exprimé sur le perron de l'Elysée, son soulagement quant à "certaines craintes" ...Il est vrai que les élections au conseil d'administration des caisses, qui n'ont pas été renouvelées depuis 1982, pourraient être une fois de plus reportées, ce qui fait l'affaire de F.O, principal gestionnaire de l'assurance maladie." (Le Monde 14 nov 95). L'explosion du mouvement sur le retrait du plan Juppé ne rentrait pas du tout dans les intentions des grandes centrales (ou des petites fédérations) et n'y est jamais entrée, si ce n'est que de façon proclamatoire et incertaine pendant quelques jours.

"La journée du 24 nov a déjà montré certains signes d'essoufflement : les fonctionnaires n'ont été que 37% à faire grève, selon le ministère de la fonction publique au lieu de 57% le 10 oct. On ne fait pas la grève du siècle tous les mois, indique J.P Roux de l'U.N.S.A, nombre de fonctionnaires n'ont pu se permettre de perdre deux journées de salaire, à six semaines d'intervalle, et à l'approche des fêtes." A cette époque, la F.S.U envisage, quant à elle, une manifestation nationale pour le dimanche 17 déc, la C.G.T penche plutôt pour une manifestation en janvier 96, F.O est favorable au 17 décembre. Il faut réaliser que, à ce moment, quand on pense à des manifestations dans 15 jours où en janvier, les cheminots en sont à leur cinquième jour de grève, la R.A.T.P s'est arrêtée, la grève a commencé depuis deux jours à La Poste, et doit débuter le lendemain à E.D.F. C'est par crainte de voir le mouvement leur échapper que les états-majors syndicaux commencent à changer de ton, le 2 décembre Blondel fait du retrait du plan Juppé un préalable et Viannet le 4.

Il appert de cette chronologie que le mot d'ordre de retrait du plan Juppé n'est pas un mot d'ordre syndical, il s'est imposé aux directions syndicales pour couvrir le mouvement. Ce mot d'ordre possède dans son aspect de confrontation butée, où l'un des deux adversaires doit plier, quelque chose qui n'appartient pas au syndicalisme, un tel mot d'ordre, sur un thème aussi général et synthétique, c'est un immense ras-le-bol difficilement négociable, il n'a été ni prévu (ce qui somme toute ne serait pas en soi une critique), ni ne fut "encouragé", ce qui est différent. Dés le 10, après quelques pas de clerc, Blondel revient sur son préalable, et dés qu'une ouverture s'opère à la S.N.C.F, la C.G.T le laisse dans l'ombre au profit des reculs, en découpant comme nous l'avons vu les revendications en ce que nous avons obtenu, et ce que nous n'avons pas obtenu (le pâté d'alouette et de cheval). L'acceptation et la volonté de tenir le plus vite possible le sommet vient parachever la manoeuvre. Et cela d'autant plus que pour le principal acteur syndical, la C.G.T, le mouvement a porté ses fruits.

Il faut considérer depuis six mois le brusque regain de la politique contractuelle. Trois accords majeurs ont été signés : le 14 juin sur l'insertion des jeunes, le 6 septembre sur la création d'un fonds d'intervention en faveur de l'emploi (le départ en retraite anticipée compensé par l'embauche d'un jeune), le 31 octobre sur l'annualisation du temps de travail. Chaque fois, même sans signer, la C.G.T a veillé à ne pas se laisser marginaliser dans ce type de procédure ; le 6 septembre Viannet déclare qu'il refuse "l'image du syndicat du refus systématique." Cependant, jusqu'au mouvement de décembre, le leadership des relations avec le C.N.P.F se jouait entre F.O et la C.F.D.T, avec un net avantage pour cette dernière devenue le pivot de toute négociation. Le mouvement de décembre bouscule toutes ces positions, c'est la C.G.T qui est devenue incontournable et ne compte pas gâcher cette situation. F.O est étouffée dans son alliance avec la C.G.T et menacée de se faire doubler dans sa pantalonnade de gauche par la F.S.U et le S.U.D. La C.F.D.T est pour un temps discréditée et aura fort à faire avec ses oppositions internes. Pour la C.G.T, le problème est comment "capitaliser les fruits du mouvement en tenant les deux bouts de la chaîne : être la vigie des conflits, guettant les signes annonciateurs de nouvelles poussées de fièvre début 96 et , en même temps, poursuivre l'adaptation du syndicalisme et l'ouverture contractuelle, privilégiées par Louis Viannet." (Le Monde 26 déc), même si ce dernier n'a pas comme il dit "le culte de la signature".

Toujours à propos des syndicats, de façon plus générale, il y a dans "Le Monde diplomatique" de janvier 96, un intéressant panorama du syndicalisme en Europe. Le but du texte est de montrer que les syndicats "ont contribué à l'édification d'une citoyenneté sociale et à celle des systèmes de protection aujourd' hui mis en cause. Ils se sont battus pour humaniser le travail et civiliser les

capitalistes". Il faut replacer une telle affirmation dans son cadre historique, comme à propos de la mondialisation et du cadre national dans la période de passage du capital en domination réelle sur le travail. L'affirmation précédente doit être replacée dans l'extraordinaire niveau de combativité ouvrière dans les années 30 aux Etats-Unis, lorsque furent jetées les bases du welfare. Combativité telle que Tronti, dans son livre "Ouvriers et capital", parle de pouvoir ouvrier pour cette époque de l'histoire des Etats-Unis. En France, dans la période qui suivit immédiatement la Libération (il ne s'agit pas ici des grèves de 47), des dizaines d'entreprises étaient occupées activement dans la banlieue parisienne et certaines remises en route en "autogestion" (cf Craipeau "La libération confisquée"). Il faudrait aussi considérer que le système de protection sociale date en Allemagne pour l'essentiel de la période nazie, suite à la vague révolutionnaire des années 20, sans remonter à Bismark. Tout cela relativise énormément l'humanisation du travail, la civilité des capitalistes et les systèmes de protection sociale qui naissent dans des périodes où la lutte de classes avaient souvent des objectifs autrement plus ambitieux.

D'autre part malgré la résistance de nombre de capitalistes individuels, il faut considérer que le système deprotection sociale était devenu une nécessité pour la reproduction du capital, il était défendu par une bonne partie du monde politique bien au -delà de la gauche. De Gaulle, Keynes ou lord Beveridge n'étaient tout de même pas des révolutionnaires. C'est à la suite de ses réflexions sur la révolution russe que Keynes commence à formaliser théoriquement le salaire considéré comme investissement du point de vue du capital (et non simplement comme dépense), et la nécessité d'une certaine garantie de revenus. Quoi qu'il en coûtât aux capitalistes, il fallait intégrer la reproduction de la classe ouvrière dans un monde purement marchand et capitaliste. Cela est une nécessité à partir du moment où l'extraction de plus value-relative, c'est à dire la baisse de la valeur de la force de travail par l'augmentation de la productivité dans la branche des moyens de consommation, dorénavant soumise au capital, est devenue dominante. La domination de l'extraction de plus-value relative n'est pas un simple processus technique d'augmentation de la productivité, elle implique le bouleversement de toutes les combinaisons sociales, car elle n'est rien d'autre que l'intégration de la reproduction de la force de travail dans le cycle propre du capital. On ne pouvait plus se contenter de compter sur le retour des ouvriers à la campagne en cas de chômage généralisé comme cela avait été encore le cas en France dans les années 30 (cf Robert Salais "L'invention du chômage"), ni sur la famille, ni sur la charité publique. De nos jours le mort de faim ou de froid, est un mort spécifiquement capitaliste, il peut donc mourir avec le consentement et la bénédiction de ses maîtres.

Il ne s'agit pas de cracher dans la soupe, mais tout de même de replacer les "acquis" ou "conquêtes" dans leur perspective historique de restructuration nécessaire du mode de production capitaliste dans les années 30 et l'immédiat après-guerre, contre une classe ouvrière extraordinairement combative et dangereusement autonome face au capital.

Une telle série de remarques est nécessaire pour éviter de comprendre le panorama ensuite effectué dans l'article comme une dégénérescence, une évolution malheureuse.

A propos de l'Allemagne. "Son action (du syndicalisme) qui privilégie la cogestion, a été utile aux employeurs. Parvenant à défendre des rémunérations élevées, les syndicats allemands ont à la fois cherché à associer cette défense à un effort des salariés en matière de productivité, d'organisation du travail et d'accueil des nouvelles technologies. Puissants dans les grandes entreprises, ils ont réussi à contraindre les petites à consentir, elles aussi un niveau élevé de rémunérations. Cette contrainte en empêchant que les salaires ne deviennent un des paramètres sur lesquels s'exercerait la concurrence, a protégé les grandes entreprises du dumping social des petites. Et obligé ces dernières à investir et à se moderniser. Le syndicalisme allemand conservera sa puissance aussi longtemps que ce système durera. Mais l'organisation des relations sociales du pays a tellement associé le destin des salariés et celui de leurs employeurs qu'un affaiblissement de la compétitivité nationale ou une stratégie patronale de délocalisation à l'Est rejaillirait sur l'ensemble du monde ouvrier allemand. Et si la collusion entre les grosses entreprises et les syndicats cessait de contraindre les petites et moyennes entreprises à octroyer à leurs salariés des niveaux de salaires élevés, l'équilibre actuel serait vite remis en cause." (Georges Ross "Le Monde Diplomatique" Janv 96).

Il est devenu évident que la crainte finale s'est réalisée et, les dernières propositions du président du grand syndicat des métallurgistes, I.G.Metall, le confirment : "Les conventions collectives

adoptées à l'échelle de l'Allemagne devront être adaptées de manière plus flexible aux réalités de telle entreprise, selon Klaus Zwickel (président d'I.G.Metall) qui reconnait pour la première fois que des horaires et des conditions de travail différenciés peuvent aider à maintenir plus d'emplois : "Ne scions pas la branche sur laquelle nous sommes assis." (Le Monde 3 nov 95). Dans cette même déclaration il propose de mettre en place des salaires d'insertion inférieurs aux tarifs en cours -- une méthode déjà adoptée par le syndicat de la chimie -- . Il n'est pas étonnant que le patronat de la métallurgie allemande parle "d'un discours remarquablement courageux." (d°). Dans la foulée les congressistes du 18° congrès d'I.G.Metall ont rejeté les trente heures hebdomadaires sans baisse des salaires et ont proposé que les heures supplémentaires soient payées en temps libre (d° 7nov). Ces positions annoncent ce qui pourrait bien être celles de la C.F.D.T, dans les négociations sur le temps de travail qu'elle appelle avec tant d'insistance, et dont la réalisation est déjà amorcée dans l'accord du 31 octobre.

La relation entre temps de travail, emploi et salaire est devenue le nouveau contenu de la collusion entre grandes entreprises, services publics et syndicats. L'idéal pour la grande entreprise serait de ne conserver sur place que des segments productifs nécessitant une main-d'oeuvre très qualifiée et surtout à la qualification constamment perfectible et transformable (des tâches considérées il n'y a pas longtemps comme qualifiées sont maintenant de plus en plus transférées dans le tiers-monde), des segments nécessitant un environnement de transports, de communications, très performant. Le reste serait délocalisé ou pourrait même rester en place si au nom de l'emploi on pouvait le faire réaliser en dessous des normes sociales de salaire jusque là reconnues comme nécessaires. Une frange très qualifiée de la classe ouvrière, de techniciens, pourra y gagner, celle qui pourra arbitrer entre une légère baisse du salaire et du "temps libre" supplémentaire,en bas de l'échelle le temps libéré s'appelle en fait précarité, alternance de période de travail et de chômage, au centre, pour la plus grande partie de la classe ouvrière, cela signifiera baisse du salaire et confettis de "temps libérés" au gré des charges de travail. Cependant la stratégie d'I.G.Metall en unifiant "temps libre" , salaire, et emploi, cherche à conserver une emprise globale sur la gestion de la force de travail et à renouveler sa cogestion avec l'ensemble des entreprises allemandes, malgré leur différenciation accrue. C'est ce qui échappe actuellement aux syndicats suédois, dans un pays où le capital national n'a pas la même surface et la même marge de manoeuvre de différenciation interne cohérente, sur une classe ouvrière segmentée.

A propos de l'Italie."Les critères de convergence du traité de Maastricht et la sévère cure d'austérité budgétaire qui en découle obligeront en effet à revoir la configuration d'un secteur public au sein duquel on trouve les gros bataillons syndiqués"(Monde Diplo d°). On souhaite bien du plaisir aux états-majors syndicaux italiens qui, il y a deux ans, après avoir avalisé la réforme des régimes de retraites, avaient été plusieurs fois contraints de quitter les manifestations et les meetings sous des jets de pierres et de boulons et, la protection de la police.

L'article ne parle pas de l'Espagne. Pourtant : l'accord sur la "solution extrajudiciaire aux conflits du travail" signé début janvier par le patronat d'une part, les Commissions ouvrières (communistes) et l'U.G.T (socialiste) d'autre part, est un véritable bijou d'humanisation et de civilisation de... la classe ouvrière. "Les syndicats et le patronat s'engagent à soumettre à un mécanisme de médiation obligatoire toute grève." (Le Monde 6 janv 96). Pour l'U.G.T, il s'agit "d'abandonner le syndicalisme de confrontation et de parier sur un modèle de relations du travail basé sur la négociation et le dialogue." (d°). "Tout texte de préavis de grève dans les grandes entreprises ou à l'échelon national ou régional devra préciser que le processus de médiation à été épuisé" (d°) ; "Un service interfédéral de médiation et d'arbitrage devrait être créé prochainement et placé sous la tutelle du ministère du travail", il s'agit de "mettre en place des garde-fous à toute tension sociale". Un tel accord se passe presque de commentaires lorsque l'on sait ce que peut être une négociation en dehors de tout rapport de forces et combien est fragile le moment où la mayonnaise d'un conflit prend. On hésite à décider si c'est la crapulerie ou la naïveté qui l'emporte lorsqu'on lit que l'accord sera en vigueur jusqu'au 31 déc 2000 et pourra être reconduit tous les cinq ans.

Enfin l'article de Georges Ross s'achève sur la France : "sacrifiant leur présence active dans l'entreprise à leur participation aux multiples instances de représentations prévues par la loi, ils (les syndicats) se sont enfermés dans un rôle quasi officiel et presque corporatiste de gestion des conquêtes

institutionnelles (comités d'entreprise, élections professionnelles, gestion paritaire, groupes d'expression) souvent concédées par la gauche lors de ses passages au pouvoir." (Monde Diplo d°).

Il n'y a pas à être contre l'existence des syndicats, ce serait stupide, ils ne peuvent pas ne pas exister, non comme une fatalité, mais de par ce qu'ils représentent comme activité des salariés eux-mêmes. Ces derniers sont bien définis à l'intérieur du mode production capitaliste dans leur implication réciproque avec le capital, c'est cela que le syndicalisme exprime socialement et qu' il défend et perpétue, il réclame sa relation au capital, et ne craint rien plus qu'elle soit menacée, non parce qu'il "trahit" (ça ne veut rien dire), ou qu'il serait dégénéré, mais parce que c'est sa raison d'être, sa terre nourricière.

L'opposition aux syndicats et au syndicalisme ne peut devenir une position fonctionnelle dans le capitalisme, ni même dans la lutte des classes, comme si j' avais autre chose à proposer, comme si j' avais à proposer à la classe ouvrière de ne pas être une classe du mode de production capitaliste. D'abord je n'ai rien à proposer et surtout pas ça. Il n' y a pas de norme du "bon" mouvement, de la "bonne" grève, du conflit "parfait", il ne s'agit pas de dire ce qui doit être, mais de tenter de cerner la dynamique d'un conflit, ce qui s'y passe et les contradictions productives qui s'y développent à partir de ce qui est. L'opposition aux syndicats n'est pas une norme, mais un clivage, un choix qui s'effectue, s'impose, à un moment dans la lutte, clivage qui manque rarement de se produire de par ce que sont les syndicats. Pratiquer un mouvement tel qu'il est, c'est savoir ce que sont les syndicats et le reconnaître dans la lutte.

Revenons au collège, ce vendredi 5. Ce matin, à la récré, Bourrel qui avant d'être chez les "verts", était à l'O.C.I dans son jeune temps, m'a demandé en rigolant ce que j'avais contre les trotskistes : "chaque fois que La Castafiore parle, tu la casses." Cela m'a fait rire, je lui ai répondu que je n'avais jamais pu encaisser les lambertistes en activité, ce qui m'énerve c'est cette façon de poursuivre constamment un but particulier caché qui détermine leur activité apparente. Ce but, de plus en plus merdique, se limite à leur autoreproduction. Ils vont dans un sens, dans l'autre, disent une chose, le lendemain son contraire selon les nécessités de la poursuite de leur but mesquin, qui lui ne change pas. Le fait que l'on ne sache jamais leur but ouvertement a une influence délétère dans les A.G. Un gars ou une fille de la Ligue ou un anar, on sait ce qu'il fait, ce qu'il veut et on en discute en connaissance de cause, on sait où ça va.

A partir de là, j'ai éssayé de comprendre quelle était ma ligne générale dans le mouvement. J'en arrive, a-posteriori, à déterminer trois points. D'abord, ne pas séparer les buts immédiats et l'avenir possible du mouvement, c'est à dire constamment avoir une vision critique du mouvement lui même, saisir globalement les conditions du mouvement et par là le moment où celui ci peut les mettre totalement à jour, moment qui est alors l'antichambre de leur remise en question, c'est-à-dire remise en question de leur définition dans la reproduction du capital ; ensuite, n'avoir aucun principe particulier sur lequel on voudrait voir se modeler la lutte ; enfin pas d'intérêts distincts à promouvoir dans le mouvement : corporatisme, ligne syndicale ou d'organisation particulière. En outre, il faudrait que je rajoute, pour être honnête, la volonté d'approfondir ma compréhension de la lutte de classes et de son devenir, un souci théorique.

Note rédigée le 23 janvier sur "le pacte pour l'emploi" de l'I.G Metall :

A la mi-janvier la C.D.U, au pouvoir, a adopté un plan qui sera bientôt soumis au Bundestag. Ce plan prévoit de stopper la progression des coûts salariaux, de supprimer deux impôts sur les entreprises, d'exonérer d'impôts et d'alléger les cotisations sociales dans le cas de créations d'entreprises. "Ces mesures pourraient être en partie intégrées, dans le courant de l'année, au "pacte pour l'emploi" proposé par le syndicat I.G Metall et qui fera l'objet, le 23 janvier, d'un sommet chez le chancelier Kohl." ("Le Monde 17 janv 96)

Déjà, Volkswagen avait décidé de soutenir "le pacte pour l'emploi" : "Le groupe automobile allemand a affirmé vouloir contribuer au succès du pacte pour l'emploi en créant mille nouveaux postes dans des secteurs d'avenir... les représentants du personnel de Volkswagen ont accepté, en échange, une réduction du paiement des heures supplémentaires et des samedis ouvrés...Cet accord

permet de ne pas aggraver le plan de suppressions d'emplois chez le constructeur, qui fera passer les effectifs en Allemagne de 105 000 en 1994 à 84 000 en 1998." ("Le Monde" 16 janv) Résultat des courses chez Volkswagen : 21 000 suppressions d'emplois, baisse des salaires, contre la promesse de "vouloir contribuer" à la création de 1000 postes. Pas de doute "le pacte pour l'emploi" d'I.G Metall est un franc succès. Il est certain que les syndicats français ne manqueront pas de s'en inspirer.

L'ennui quand on démonte ce que sont les politiques syndicales c'est que la critique n'a aucune chance de porter. Le militant syndicaliste, surtout s'il est critique, parle toujours du syndicalisme idéal, de son idée du syndicalisme, qu'il oppose au syndicalisme réel, toujours représenté de façon autonomisée dans "les directions". Son idée du syndicalisme n'est jamais la synthèse, le concept, de l'activité syndicale réelle.

Samedi 6 Janvier

Après ces considérations chronologiques sur les tactiques syndicales provoquées par les discussions de l'A.G du 3 janv, je reviens à la question que je me posais le 2. A l'issue d'un conflit, qu'est ce qu'il en reste? A-t-on affaire jusqu'à la "lutte finale" à une suite de conflits sans liaisons entre eux, une répétition dénuée de sens. Il est pourtant évident à l'observation historique de la lutte de classe que celle-ci n'est pas un remake du mythe de Sisyphe. Les moments charnières de 1848, 1871, 1917-1923, 1936, 1945, 1968-1973, ne sont pas des explosions miraculeuses sans liens entre elles, ni surtout sans liens avec le cours quotidien des conflits de plus basse intensité de leur période. Il faut évacuer comme étant une mauvaise réponse, la problématique de la mémoire qui n'inscrirait l'histoire de la lutte de classe que dans une somme de cursus individuels sans comprendre, c'est-à-dire sans produire, ces individus.

L'histoire du mode de production capitaliste est l'histoire de la contradiction entre le prolétariat et le capital. On ne peut même pas dire que le capital "tient compte" de chaque conflit, ce qui serait hypostasier les termes en leur conférant une substantialité qu'aucun ne possède de façon autonome, séparé de l'autre terme de la contradiction. Le capital ne "tient pas compte" des conflits, comme s'il pouvait faire autrement, comme s'il pouvait ne pas être sa propre contradiction, ne pas être sa propre histoire. Non seulement la situation de la lutte de classe quotidienne n'est pas sans issue (je ne parle pas ici de la défense de sa situation ou de son amélioration, ne remettant pas fondamentalement en cause cette situation elle-même), mais encore c'est dans cette situation quotidienne, définitoire de ce qu'est le développement du capital, que cette issue est produite. Les crises révolutionnaires seraient un miracle si elles n'étaient pas ancrées dans les luttes de classe antérieures. Les luttes quotidiennes définissent des phases, des cycles de luttes qui scandent l'histoire du mode de production capitaliste, elles définissent les stades de l'histoire de ce mode de production parce que sa contradiction centrale et motrice, sa propre dynamique, c'est l'exploitation, qui comme résultat, accumulation, confère au capital en tant que pôle du rapport, la détermination de "médiation historique" de la classe.

Le mouvement que nous avons connu n'est pas une histoire franco-française que le rejet des accords de Maastricht pourrait résoudre. Le même type de luttes est répandu non seulement partout en Europe, mais au Canada, aux Etats-Unis (Boeing), au Mexique même. La réduction des dépenses publiques et des transferts sociaux est le programme que partout le F.M.I et la Banque Mondiale appliquent dans le tiers-monde, malgré la modicité de ceux-ci. Ce conflit s'inscrit dans un processus à long terme qui n'est pas celui de la mémoire ouvrière des luttes, mais du cours du mode production capitaliste. Par là, la lutte de classes est production et transformation de ses conditions, elle donne sens à l'histoire, non un sens transcendant qui l'agirait souterrainement sur le mode de l'économie ; elle donne ce sens en ce que c'est elle même qui donne forme et contenu aux crises du mode de production. (A Suivre)

Dimanche 7 Janvier

Depuis la fin des années 70, le mode de production capitaliste est entré dans une phase de restructuration au travers de ces années de crise, restructuration que l'on peut considérer aujourd'hui

comme à peu prés achevée. Cette restructuration a consisté d'une part en la suppression de toutes les séparations, protections, spécifications qui pouvaient faire obstacle à la baisse de la valeur de la force de travail dans le cadre de l'extraction de plus-value relative . Ce qui s'est traduit par : flexibilité, chômage, précarité, suppression des statuts, délocalisation, segmentation de la force de travail, sous-traitance, suppression des cloisonnements entre formation-emploi-chômage. Il y a eu création d'un nouveau marché du travail et de nouvelles modalités de la baisse de la valeur de la force de travail. D'autre part, elle a posé le dépassement de tout ce qui pouvait entraver la métamorphose de la plus-value en capital nouveau, en capital additionnel : fin de la contrainte monétaire liée à l'apparition matérielle de la monnaie, dérèglementation du crédit, produits financiers dérivés, mondialisation de la circulation du capital, dépassement de la division du cycle international du capital entre Est et Ouest, entre centre capitaliste et périphérie, dépassement du cadre national comme cadre de l'accumulation du capital. D'un point de vue théorique plus général, il faut se garder de considérer la disparition d'entraves comme le dégagement d'un noyau longtemps étouffé. Ces éléments qui se cristallisent comme entraves ont été antérieurement les conditions mêmes de l'accumulation, c'est dans la crise que ces conditions de l'accumulation antérieure sont produites comme entraves par le niveau même d'accumulation qu'elles ont été à même d'impulser.

Que ces transformations actuelles du cours de l'accumulation capitaliste définissent une restructuration du capital, ne supprime pas le fait que le capital porte en lui la crise comme la nuée porte l'orage. Synthétiquement, la restructuration se saisit comme la coïncidence de la production de plus-value dans le procès immédiat de production et la reproduction des conditions de cette production. Après avoir commencé par la modification du procès de production immédiat en absorbant dans l'automatisation, la robotique etc. les forces collectives du travail jusque là inhérentes à la collection des travailleurs (comme travailleur collectif), c'est tout le procès de reproduction qui fut modifié.

Ce qu'une telle restructuration a fait disparaître c'est l'identité ouvrière fondée sur la "grande usine", sur la dichotomie entre emploi et chômage, travail et formation, sur la soumission du procès de travail à la collection des travailleurs, sur les relations "keynesiennes" entre salaire, productivité,croissance, à l'intérieur d'une aire nationale. Il ne s'agit pas d'une "disparition de la classe ouvrière", mais de la disparition d'une identité de celle-ciconfirmée et confortée à l'intérieur de la reproduction du capital de par ses caractéristiques.Cette reproduction lui conférait une existence autonome, une identité dans sa nature "d'être pour l'exploitation". Finis Lunapark, Balajo, Bastille-Nation, nationalisation des moyens de production, forteresse ouvrière, "Humanité-Dimanche", paradis socialiste : "la vie en bleu".

La révolte de décembre 95 en même temps qu'elle se donnait pour objectif (sans trop s'illusionner elle-même sur la possible réalisation de cet objectif, ni même en cas de succès sur la durabilité de celui-ci) la résistance à un aspect de cette restructuration, se développait sur la base des transformations globalement acquises de cette restructuration, et agissait dans un immense ras-le-bol de la nouvelle situation. Ce n'est pas en totalité dans le syndicalisme, ni dans un projet de société salariale (ce projet ne fut souvent qu'une décoration idéologique sans grand rapport avec le mouvement) , que la classe a existé. Les syndicats comme ils le reconnurent eux-mêmes accompagnèrent la grève et la révolte, on ne les vit "devenir le mouvement" qu'avec le sommet. La classe n'a existé que dans la lutte contre le capital. Son unité, son existence, ce ne sont pas en lui-même que le prolétariat les a trouvées, il les produit constamment contre le capital, que ce soit massivement, tous ensemble, ou de façon moléculaire dans le cours même du procès de travail, isolément ou en petite solidarité de résistance ou de coulage. De plus ce mouvement, en apparence catégoriel, mais sans illusions sur les statuts, portait plus loin sa combativité, sur la reproduction d'ensemble de la force de travail. Ce fut là que se situa le noeud de la critique du plan Juppé, où se cristallisaient autant l'opposition aux modalités de "la mise au travail" et du salaire, que l'opposition aux modalités de reproduction du capital (mondialisation, finance).

Cependant là, on pourrait noter un nouvel élément se rattachant à ce que je disais à propos du mouvement qui n'est pas semble-t-il allé au bout de lui même, de ses propres conditions d'existence. Cet élément c'est ce que relève Max Gallo dans "L'Humanité" du 16 déc : "La grève, l'irruption des manifestants sur la scène, dévoile la permanence du cadre national, milieu naturel des luttes sociales." Ce dont se réjouit Max Gallo, fut en fait une limite du mouvement, il ne s'est jamais départi de cette

conscience nationale, si ce n'est pour comprendre l'internationalisation du capital comme une manipulation extérieure : les marchés, Bruxelles, Maastricht. Ce cadre national a été la formalisation de la limite de la critique par le mouvement de la notion de service public, dont la défense a critallisé la notion diffuse de solidarité . Ce pendant, depuis longtemps les télécom, certains services de la poste, comme le tri, E.D.F... sont gérés selon des critères de retabilité qui n'ont plus rien à voir avec le mythe du service public. Et malgré le discours sur les services publics, dans les rares cas où il y eut utilisation dans la grève de "l'outil de travail", cela se fit selon des critères de lutte contre l'état et le capital, et de solidarité de classe : tri des lettres des Assedic pour ne pas pénaliser les chômeurs, coupures de courants pour certaines grosses entreprises et administrations, basculement de quartiers populaires en tarif de nuit...Il ne s'agissait pas de se mettre à gérer soi-même son outil de travail, mais de s'en servir comme moyen de lutte, comme "arme".

Il ne faut pas croire que les luttes semblables qui vont probablement se multiplier dans les années à venir débouchent sur ce que j'appelle la fusion d'un mouvement. En effet sur la base de la restructuration globalement acquise, c'est une période d'accumulation du capital qui s'ouvre. Période qui n'aura rien à voir quant à son rythme avec ce que nous avons connu sous les "trente glorieuses", nous voyons déjà réapparaître les cycles courts, ni quant à ses implications salariales. On ne peut prévoir la longueur de cette phase, mais l'accomplissement de celle-ci et sa crise seront les conditions nécessaires de cette fusion de la lutte de la classe. Les luttes de décembre et de nombreuses luttes identiques tant en Europe qu'au Etats-Unis, indiquent l'achèvement de cette phase de restructuration.

En effet pour le capital le rétablissement du taux de profit n'est jamais suffisant, ni l'abaissement de la valeur globale de la force de travail, c'est toujours de façon conflictuelle que se fixe les nouvelles règles de l'exploitation et les nouvelles modalités formelles de l'implication réciproque. "Si la crise est déclarée par le capitalisme à la suite d'une baisse du taux de profit moyen, sa reconstitution ne donne pas lieu pour autant à la "sortie de crise". D'abord, parce qu'il n'y a pas de limite au gain souhaitable du point de vue capitaliste, ensuite parce que ces profits ne sont jamais assurés pour une entreprise capitaliste donnée (la crise est aussi l'occasion d'une guerre économique intestine au capital, à l'échelle des firmes, des groupes nationaux...), enfin et surtout parce que la réalisation et la répartition de la survaleur globale ne dépendent ni du seul réaménagement du rapport salarial (quantitativement et qualitativement), ni de la seule redistribution des cartes financières et propriétaires (privatisations, concentrations, internationalisations) ; elles dépendent surtout d'une restructuration de la société entière, d'une "réforme" de celle-ci, qui excède les intérêts et les capacités des seuls détenteurs de capitaux. La tendance à la "sortie de crise", l'acceptation des compromis globaux, les innovations structurelles (en particulier celle concernant la place du travail lui-même), les nouveaux équilibres de pouvoir ne s'effectuent qu'en fonction et en réponse à la pression des travailleurs." ("A contre courant" déc 95-janv 96 B.P 2123 68060 Mulhouse Cedex)

Mardi 9 Janvier

Pour terminer ce journal et ces réflexions sur le mouvement de décembre 95, je m'attacherai aux interprétations qui en furent faites. Je laisserai de côté les interprétations des intellectuels à la Touraine, Claude Lefort, "Solon", Perrineau et Wieviorka dont la compréhension ne va pas plus loin que : "En cette fin d'année 1995, la lutte des grévistes est restée arc-boutée sur la défense des intérêts acquis des salariés du secteur public" (les deux derniers duettistes dans la liste ci-dessus "Le Monde" 20 déc). Même si cela avait été était vrai, qu'est ce qu'il y aurait à redire ? Il est vrai que dans le langage actuel, intérêts acquis se dit privilèges, et la résistance à la précarisation se dit conservatisme. Face à ces positions, la réponse de Christian Baudelot et Stéphane Israël dans "Le Monde" du 28 déc est suffisante : "L'action récente des grévistes et des syndicats montre aux fractions populaires tentées par les sirènes du lepénisme qu'il existe d'autres expressions possibles, plus dynamiques, de leur mécontentement,..déjà au XIX°s, les philanthropes opposaient leurs bons pauvres à l'action des syndicats naissants. Doit-on opposer les exclus à la fraction des classes moyennes les plus exposées à la crise, celle dont le pouvoir d'achat régresse, qui affronte la précarisation et la menace du licenciement ? les uns et les autres ne forment pas des catégories étanches, mais s'interpénètrent, et sont victimes, à des degrés et à des rythmes différents, de la même crise. Les fonctionnaires savent très bien que la précarisation qui s'insinue partout dans le service public est l'antichambre de

l'exclusion...La fausse opposition "exclus" - classes moyennes sert le conservatisme social le plus strict. De même que l'humanitaire ne saurait faire office de politique étrangère, l'abbé Pierre si fondé que soit son combat, ne saurait incarner à lui seul la question sociale."

Parmi les tentatives de compréhension, la plus intéressante est celle qui tourne autour des thèmes que "Le Monde Diplomatique" dans son n° de janvier a commencé à synthétiser, ce fut également le contenu de l'intervention de Pierre Bourdieu à la Gare de Lyon ("Libération" 14 déc 95). "Par leur formidable révolte sociale de décembre 95, les Français ont collectivement, pour la première fois, exprimé leur refus d'un modèle de société fondé sur l'économisme, le libéralisme intégral, le totalitarisme des marchés et la tyrannie de la mondialisation...Un pouvoir qui apparait de plus en plus comme l'exécutant, le supplétif, le harki des vrais maîtres du monde : les marchés financiers...choix purement idéologique fondé sur la rigueur budgétaire, la délocalisation, la compétitivité, la productivité,...brutalité de l'ajustement structurel imposé par Bruxelles...Critères de convergence définis par le traité de Maastricht...Une économie sans efficacité sociale peut-elle avoir un quelconque sens ? " (Editorial du "Monde Diplomatique" de Janvier). "Les engagements européen de la France, véritables machines de guerre contre les entreprises et les services publics." (Bernard Cassen "Monde Diplomatique"). On retrouve le même discours avec Bourdieu : "Ce qui est en jeu, aujourd' hui, c'est la reconquête de la démocratie contre la technocratie : il faut en finir avec la tyrannie des experts, style Banque Mondiale ou F.M.I, qui imposent sans discussions les verdicts du nouveau Léviathan, les marchés financiers, et qui n'entendent pas négocier, mais expliquer."`Il est vrai que Bourdieu se réserve le rôle, à lui et à ses semblables, "d'élaborer des analyses rigoureuses et des propositions inventives sur les grandes questions".

Toutes ces analyses sont extrêmement pertinentes quant aux intérêts du capitalisme à remettre en cause statuts et services publics, quant à l'intérêt des banques et des assurances à s'emparer du pactole des caisses de retraites, quant à l'intérêt des multinationales à investir à la seconde dans tel ou tel pays, quant à celui de leur trésorerie de se métamorphoser instantanément d'une monnaie dans une autre etc...Cependant là où le bât blesse, c'est que dans tout cela il n'est jamais question de capitalisme, mais de Maastricht, de marchés financiers, de contraintes extérieures ou des "maîtres du monde". "Libéralisme intégral", "contrainte extérieure", "économisme", "tyrannie des marchés", sont là pour ne pas dire capitalisme. Bien-sûr le mot capitalisme n'est pas la formule magique qui dispense de toute analyse, mais il fonde cette analyse et la situe dans une problématique où l'on ne confond pas les effets avec les causes, il évite de se poser en défenseur d'un capitalisme humanisé. Comme le capitalisme national, et le service public sont beaux du haut d'une chaire du Collège de France.

Dans cette analyse, le "libéralisme" ou "la mondialisation" ne sont pas des nécessités de la valorisation, mais seraient des choix idéologiques, nous voilà dans le monde démocratique du citoyen, celui du "mauvais gouvernement", des "dirigeants injustes". C'est chaque capital national qui à partir des années 70, ne peut plus boucler son accumulation sur son aire nationale, ce qui entre autre chose fait éclater le "compromis fordiste". A partir du moment où le mouvement d'internationalisation du capital, dans les années 60, devient dominant parce que vital pour des entreprises dont les gains de productivité dépendent de la production en grandes séries et des économies d'échelle, il ne devient de plus en plus difficile de considérer comme liés dans un cercle vertueux : hausse de la productivité, gains de pouvoir d'achat, accroissement des profits, le tout lubrifié par une légère inflation rampante.

Toutes ces analyses idéologiques reposent sur l'opposition factice entre l'économie, les entreprises (autres que celles des "maîtres du monde") et le libéralisme, les marchés financiers, les banques internationales, Bruxelles et le F.M.I. Non, le pouvoir d'Etat en France ou ailleurs n'est pas le harki des marchés financiers, on nous ressort la théorie des bourgeoisies compradores, celle qui autorisait l'alliance avec la bonne bourgeoisie locale productive et finit pour le prolétariat dans les locomotives de Shanghaï. Il y aurait une "richesse" à partager, une sorte de "richesse" sortie socialement neutre d'une production en général, qui ne serait pas déjà le résultat de rapports sociaux de production qui sont des rapports d'exploitation. Le principal résultat de la production capitaliste ce n'est ni le produit-marchandise, ni même la plus-value, c'est le capital lui-même, c'est à dire la reproduction de l'ouvrier d'un côté et du capital de l'autre (capital en soi sous la forme des moyens de production). Dans cette neutralité de la production en général, il y aurait une richesse à partager et la différence de classes n'interviendrait qu'au niveau de la distribution, ce qui fait qu'elle n'en est pas vraiment une et qu'elle peut être résolue, comme on résoud une fracture (sociale), pourvu que les

"parasites" (marchés, harkis, maîtres du monde, et "concombre masqué") nous laissent entre citoyens..."Allons enfants!" .

Le capital de prêt, le crédit, la banque, ne sont pas des excroissances parasitaires sur "l'économie réelle", comme si cette "économie réelle" n'était pas celle de la mise en valeur de la valeur, comme si elle avait pour but dans la production de marchandise, la valeur d'usage et non la valeur d'échange, comme si elle n'était pas une économie monétaire, comme si l'argent pouvait ne pas être capital et, le capital, capital-argent, capital de prêt, capital financier. Ce dernier peut, il est vrai, parfois, entrer en conflit avec le capital industriel sur la répartition de la plus-value et l'affectation du capital, mais il n'y a que Philippe Herzog pour vouloir arbitrer ce différend. Le capital est valeur se mettant en valeur, argent faisant des petits par la grâce de la consommation du travail. Quand il retrouve sa forme argent à l'issue du procès de production, c'est sa liberté qu'il retrouve, c'est lui-même. Cela dépend de ses propres conditions de reproduction, de son niveau de valorisation, de son taux de profit général, que capital financier et capital industriel s'accordent ou s'opposent, que les taux d'intérêts tendent ou non à excéder le taux de profit. Vouloir que la production capitaliste ne se développe pas sous la formedu crédit et des marchés financiers est une imbécillité. Une telle imbécillité que cela put être en partie le discours du candidat Chirac.

Il s'agit de ne jamais dire capitalisme mais "libéralisme", exploitation mais "injustice", classe capitaliste mais "maîtres du monde" etc...Cependant "l'erreur" de Bourdieu ou du "Monde Diplomatique" est une erreur théorique qui ne relève pas seulement d'une critique théorique. Non seulement il s'agit du sauvetage de l'idéologie de la gauche, depuis le P.S jusqu'au P.C, en passant par les "Verts", la "Ligue communiste" et toutes les alternatives roses, vertes etc..., en cela elle ne serait que ridiculement pathétique ; mais encore elle parait coller au mouvement et c'est en cela qu'il est important de dépasser le stade de sa critique comme énoncé faux.

Comme nouvelle idéologie de la gauche, elle n'a pas eu un grand impact dans le mouvement de décembre, malgré la pléiade de mouvements plus ou moins importants qui l'exprime : "Alternative pour la démocratie socialiste" (A.D.S) de Claude Poperen, "Ligue Communiste Révolutionnaire", "Les Verts", "L'alternative rouge et verte" (A.R.E.V), "Refondateurs communistes" (Futurs), et en grande partie le P.C lui-même. "Le mouvement de décembre aurait pu être pour les "petites gauches", l'occasion d'un sursaut. Il n'en a rien été. La gauche alternative n'a pas réussi à se faire le relais du mouvement social...La "gauche de la gauche socialiste" disposait pourtant d'une plate-forme solide, qui passe d'abord par le refus unanime d'une politique monétariste et de l'Europe libérale...Le "Mouvement des citoyens" (M.D.C) de J.P Chevènement, mais aussi le parti communiste, y puisent le sel de leurs analyses sur le conflit : "il s'agit bien de la première manifestation de masse contre l'esprit de Maastricht " confirme aujourd' hui le M.D.C...Les incertitudes du P.C.F sur les alliances à mener et le parti à construire ont sans doute contribué à ce rendez-vous raté" ("Le Monde" 7 janv 96). Les hésitations tactiques du P.C entre la solitude, le rabibochage occasionnel avec le P.S, ou la liaison avec les associations et la gauche alternative, sont loin de pouvoir expliquer ce ratage. Le P.C dans ses oeillades adressées à la gauche alternative ne vise en fait qu'à se reconstruire un poids, une identité, dans ses relations avec le P.S. Il s'agit de se faire reconnaître par le P.S, le problème du P.C se sont les 47,3% de Lionel Jospin. Pour "la gauche de la gauche", à travers le P.C, c'est également une influence sur le P.S qu'elle cherche à se donner. Je ne pense pas d'une part que la réussite de l'ancrage de cette idéologie dans le mouvement est structurellement possible, et d'autre part que l'adéquation de cette idéologie avec le mouvement dépasse le stade de l'apparence.

Pour le premier point, la configuration actuelle du rapport d'exploitation interdit tout développement idéologique sur une société de salariés ou ayant le travail salarié pour base, ou le travail producteur de valeur. La classe ouvrière ne peut plus se rapporter à elle-même comme à quelque chose existant pour soi face au capital. C'est le conflit qui est le rapport structurant la classe. On ne peut plus partir de ce qu'est la classe pour soi face au capital, pour développer une nouvelle "société des producteurs associés". Le seul dépassement possible du capital est celui dans lequel la classe s'abolit simultanément.

De toute façon, ce n'est pas une affirmation de ce qu'est la classe ouvrière qui constitue le point de départ de ce projet, c'est ce qu'est le capital, en cela c'est bien un projet alternatif. Un projet alternatif au capital tel qu'il est, pour lui opposer ce qu'il devrait être, en tant que forme éternelle de la

production, problématique d'où découle toutes les "dérives" théoriques. Dans son projet même, la gauche alternative rend hommage au caractère indépassable du capitalisme, ce qu'on lui reproche c'est d'être "libéral", "mondial". Ce dont on rêve c'est d'une société capitaliste apaisée. A la pointe de la formulation de ce rêve se retrouve bien-sûr, à l'aise, l'intelligentsia de l'exception culturelle qui en défendant "les valeurs humaines" défend son gagne-pain, et les professionnels de l'encadrement social (animateurs, enseignants, directions syndicales...). Le souci que manifeste ce projet c'est celui d'une reproduction de l'implication réciproque entre prolétariat et capital préservée de ses contradictions et de ses drames, en cela il peut apparaître comme un débouché politique au syndicalisme. Le citoyen, l'individu abstrait de la communauté capitaliste réconciliée, est la formule magique du projet, son maître d'oeuvre, son héros.

C'est autour de ce projet et dans cette démarche que se situe également l'analyse exposée par Daniel Bensaïd, dans un texte paru dans "Le Monde" du 30 déc 95. Face à la dictature des marchés, qu'elle soit relayée par la droite ou par la gauche : "Les grévistes et leurs syndicats sont porteurs de propositions et de solutions : pour une politique de transport et d'aménagement du territoire, pour une participation des Télécoms à la révolution des communications qui n'oblige en rien à privatiser une entreprise publique rentable...un choix de société indissociablement national et européen...l'ébauche d'une alternative à la dictature des marchés financiers.". "La rébellion populaire est au contraire porteuse d'avenir et d'une dynamique de réformes".

La position de Bensaïd ne mériterait aucune attention particulière, si elle ne faisait suite à la publication par le même de deux ouvrages sur Marx. Ce n'est pas le lieu de développer cela ici, mais il semblerait qu'apparaisse une nouvelle école de marxologie, où la critique du "positivisme", de la notion de loi, débouche sur la perspective de la démocratie participative (Bidet, Bensaïd, Balibar, Vadet, Derrida...). La critique du déterminisme, de la relation entre infrastructure et superstructure, de la notion de loi (critique qui n'est pas en soi superflue), sert à refonder les notions de participation, de projet, et de politique. L'illusion réformiste la plus banale se donne des grands airs de théorie du chaos : "On ne peut prévoir que la lutte". Et tout cela aboutit aux déclarations de son compère Krivine qui pèse le bon et le mauvais des positions européennes de Philippe Seguin. En fin de compte ce que l'on prévoit de façon plus que déterministe c'est l'éternité du mode de production capitaliste dont la contradiction est la dynamique même. On a lancé sur le marché idéologique un nouveau produit et le comportement qui va avec (comme il est maintenant de règle) : le réformisme intellectuellement chic. Sa règle de base est la suivante : vive le conflit, vive le capitalisme.

L'adéquation de cette idéologie avec le mouvement n'est que momentanée, occasionnelle, superficielle, apparente, elle ne s'ancre pas dans le conflit. Le débouché politique, n'est pas une nécessité inscrite dans l'implication réciproque entre prolétariat et capital, comme l'est le syndicalisme. Il le fut tant que sous une forme ou une autre l'opposition entre prolétariat et capital confortait une identité, une autonomie de la classe face au capital. Le capital était alors produit face à cette identité comme extérieur à la définition de la classe, elle pouvait alors trouver en elle-même les principes de son affirmation. La nature du projet actuel manifeste bien la caducité de cette époque : ce n'est pas sur ce qu'est la classe face au capital que se fonde le projet, mais sur une épure du capitalisme industriel, un capitalisme rêvé face au capitalisme réel.

Ce décalage fondamental du projet par rapport au mouvement se vit également de façon plus immédiate. Comment croire à la fable des "maîtres du monde", quand quotidiennement c'est le rapport capitaliste d'exploitation, de contrainte au travail, que l'on a face à soi. Quand dans chaque entreprise, dépôt, centre de tri ou même établissement scolaire, on voit que les contraintes de la productivité, celles de la dévalorisation de la force de travail, celles de la précarité, viennent du terrain même sur lequel on est engagé, des rapports qui s'y nouent et non de Bruxelles qui est bien plutôt l'émanation de ces nécessités. C'est chaque parcelle de capital, même et surtout la plus "production réelle" possible,qui vit de la baisse du niveau de vie, c'est le rapport dans le travail lui-même qui produit le fameux libéralisme et Bruxelles, et non l'inverse. Dans le mouvement de décembre, l'idéologie du service public, sa cible (le plan Juppé), n'ont pas totalement masqué cela, elles ont même amené le conflit au point où il pouvait passer à autre chose, et ne le pouvait pas. Ce fut l'étrange fin de la grève qui ne voulait ni ne pouvait en être une, tout en se résignant à ne pas aller plus loin.

Dans les jours qui suivirent la grande manifestation du 12 déc, le mouvement de grève, dans sa dynamique était parvenu au point où il se dévoilait à lui-même ses propres causes, ses propres conditions d'existence. Il était parvenu au moment où ce dévoilement peut se muer en la remise en cause pour un mouvement de ses conditions. Arrivé à un certain point, indéfinissable à l'avance, il devient évident que l'on ne peut continuer à se battre contre le capital sur une base inscrite, même conflictuellement, en totalité dans sa reproduction. Du partage entre salaire et profit, on passait aux notions même de salaire et de profit comme cibles de la lutte ; déjà les notions de sécurité sociale, de service public et d'acquis commençaient à avoir du plomb dans l'aile. De la précarité et du chômage comme forme "dégradée" du salariat on passait à leur compréhension comme étant le coeur de la situation de salarié, de la critique des élites séparées et arrogantes on passait à celle de l'autonomisation de nos propres rapports dans l'Etat, des problèmes de la redistribution de la richesse on passait à la nature même de cette richesse comme marchandise et capital. La fusion d'un conflit de classe n'est pas un problème de conscience ou de libération de la situation antérieure de la classe, mais peut s'inscrire et s'inscrira comme la dynamique d'un conflit de classe.

EPILOGUE

Dimanche 11 Février

J'ai rendez-vous le matin à 9h devant le collège pour aller à la manifestation de la F.S.U, du S.U.D et de certains syndicats C.F.D.T, à Marseille. Il fait un temps splendide. J'ai longtemps hésité à me rendre à cette manifestation. Pour moi elle entre dans la logique qui avait amené au sommet social, elle est la continuation de celui-ci. Il s'agit pour les syndicats de ramener le conflit de décembre dans les limites connues de la conflictualité syndicale à l'intérieur de l'implication réciproque entre salariés et capital, dont la négociation à l'intérieur de l'Etat et de l'économie nationale est toujours déjà le contenu donné. Il s'agit également pour les syndicats de se livrer à une démonstration rétroactive : puisque 6 semaines après la fin du mouvement nous (les syndicats) continuons à manifester, et cette fois dans un cadre bien délimité, cela signifie que le mouvement c'était nous. Cela a un petit côté de raisonnement par l'absurde : si maintenant on nous enlève, il n'y a plus de mouvement, donc le mouvement c'est nous et c'était nous. Il y a également pour la F.S.U, le désir d'étrenner sa toute neuve reconnaissance comme organisation représentative des salariés (et pas seulement des salariés de l'Education Nationale). Dire qu'il s'agit de la suite naturelle du mouvement de décembre relève du sophisme.

Finalement c'est un coup de téléphone de Watson qui me décide, je me dis que j'irai simplement par sympathie pour des gens avec qui j'ai passé d'excellents moments. C'est un peu léger. Devant le collège, je retrouve Esméralda, Bourrel, Watson et sa fille. A l'entrée de l'autoroute, je récupère Navarro et on file sur Marseille. Nous arrivons avec une heure d'avance, la manif est fixée à 11h, nous en profitons pour aller boire un café en terrasse, au soleil, face à la "Porte d'Aix";

Le défilé commence, environ 10 000 personnes. Le mouvement est bien retombé, c'est dans une autre phase que nous nous trouvons, ceci est bien normal, mais l'on ne peut se contenter de dire que le mouvement se poursuit plus faiblement. La phase de retombée a ses propres lois, ses propres enjeux. En chemin je demande à Watson pourquoi Droopy et Adèle Blanc-sec ne sont pas là. Droopy est au ski, et Adèle lui a répondu qu'après la façon dont les syndicats nous ont laissés tomber en décembre, elle ne risquait pas de venir manifester. Une très longue discussion s'engage alors, elle durera les deux heures de la manif, quand je dis à Watson ce que je pense de cette manif, que je suis d'accord avec la réflexion d'Adèle, et que c'est un peu sentimentalement que je suis là. La discussion porte évidemment sur les syndicats.

Je défends mon point de vue de la conflictualité à l'intérieur de l'implication réciproque et de la reproduction du capital qui fonde la nécessité du syndicalisme. Nécessité qui le pose indissolublement comme expression de cette conflictualité et comme défense et confortation du rapport salarial dans le capital. Je prends l'exemple de la défense de l'emploi, à la fois revendication d'un salaire pour vivre

dans cette société, et volonté de démontrer que le travail est profitable pour le capital, qui alors ne connaitrait pas ses intérêts, idem pour les hausses de salaires. Cependant la volonté de faire de chaque revendication un moment de la reproduction des lois du capital fait que le syndicalisme ne peut qu'exceptionnellement faire aboutir une revendication conséquente. Le capital se trompe rarement sur les règles de son accumulation.

Pour Watson le syndicat est une "auberge espagnole", il est ce que l'on en fait, chacun y apporte ses idées et sa détermination. Je ne pense pas que l'on puisse rester à ce niveau individuel, comme si ces individus n'étaient pas déterminés, et comme si le syndicat n'était pas une fonction sociale définie dans la reproduction du capital et donc définissant ses membres. Il soutient que de toute façon on ne peut que partir de cette situation et que si je pense cela des syndicats, il ne voit pas pourquoi je dis comme Adèle qu'ils nous ont laissés tomber. Là je reconnais qu'il a raison et que c'est par facilité que j'ai repris à mon compte cette formule qui n'a pas grande signification comme toutes celles évoquant la "trahison" des syndicats. Encore que, c'est une réflexion que je me suis faite ensuite, cette expression, employée par Adèle, peut être considérée, même si l'on a aucune illusion sur la nature des syndicats, comme une critique interne à leur propre discours, en le prenant au pied de la lettre. La position de Watson est simple : "si on veut que les syndicats changent il faut y être dedans".

"De bien plus nombreux que moi, qui suis seul, et des bien plus forts et malins s'y sont amusés, et cela n'a jamais rien changé au rôle des syndicats qui correspond à une nécessité sociale".

Ce terme de nécessité introduit un malentendu dans la discussion, Watson le comprend comme signifiant une très grande utilité, et moi avec le sens de "ne pouvant pas ne pas être". Ce dernier sens réclame, il est vrai, de nombreuses explications. Watson me rétorque que même si le syndicat ne peut pas ne pas exister, il s'agit toujours de la décision de personnes, d'un choix d'y être. Quand je parle de fonction sociale nécessaire, il ne s'agit pas d'une structure vide mais de la définition sociale des individus qui agissent socialement, dans le cadre du travail et des classes. Watson revient sur le terme de nécessité en tant que grande utilité, pour dire que sans les syndicats le mouvement n'aurait pas existé. C'est exact : "il n'aurait pu exister tel qu'il a existé, et peut-être même qu'il n'aurait pas existé du tout". Je reviens sur le terme de nécessité, tel que je l'utilise, pour réfuter la question elle-même : puisqu'ils sont nécessaires, on ne peut se poser la question du mouvement sans eux, mais cela ne présume pas de leur rôle, cela signifie que c'est de la lutte de classe ,qui les inclut, qu'il faut partir, et non d'une collection d'acteurs non définis.

Ce qui est faux c'est de faire une adéquation entre les syndicats et le mouvement de grève, les A.G., les manifs. Je crois que notre expérience nous empêche de pouvoir dire cela. Les syndicats ont été un moment du mouvement, dont il faudrait préciser le rôle, je parle à ce propos de la "dérive" vers le sommet préparé de longue date : avant la grande manif du 12 décembre. J'insiste également sur le fait que, selon moi, autre chose était en train de sourdre du mouvement, dans la mesure où il était en train de mettre à jour ses propres conditions d'existence. Le partage entre salaire et profit et leur opposition irréductible. Watson me répond alors finement : "dans le cadre syndical, c'est toujours sur ce partage que l'on se bat, lorsque l'on réclame plus de crédit pour l'école publique, la défense des statuts, plus de postes, des augmentations de salaires, des classes moins nombreuses etc...Et c'est pareil dans les autres branches" . L'argumentation est de poids. "Je n'ai jamais nié dans tout ce que j'ai dit sur les syndicats qu'ils étaient l'expression d'une conflictualité, mais d'une conflictualité à l'intérieur de la reproduction du capital et que souvent même le syndicat était utilisé par les grévistes comme un outil de leur action revendicative. Dans le cadre de cette conflictualité syndicale on ne dépassera jamais le niveau de la répartition, sans remettre en cause les conditions mêmes de cette répartition, les notions de salaire et de profit, il ne s'agira jamais d'autre chose que de plus ou de moins d'un côté ou de l'autre, même si c'est loin d'être négligeable. Cependant, il serait bien prétentieux de la part des syndicats de ne pas reconnaître que bien souvent, même à ce niveau, ils ne font qu'encadrer un mouvement revendicatif et lui donner sa forme et son achèvement dans les termes de la reproduction du capital, et que, en face, on est alors bien content de les trouver pour négocier avec des gens "responsables". En cela ils négocient la plupart du temps sur autre chose que les revendications de la lutte, et que prenant pour éternelles les lois du capitalisme, qui sont leur propre base d'existence, leur marchandage s'apparente le plus souvent à celui du touriste qui, au souk, croit avoir obtenu un prix inférieur à celui que le commis espérait et avait fixé" .

Je précise que j'évite de parler de récupération, qui me semble un terme inadéquat. Dans cette conflictualité de la répartition, les syndicats expriment un des aspects de celle-ci qui consiste à ne pas remettre en cause les termes mêmes de la répartition, d'où leur inscription dans cette conflictualité qu'il ne récupère pas. Mais d'où aussi le fait que, dans cette conflictualité même, leur marchandage, cogestionnaire de la reproduction du capital, est le plus souvent totalement vain.

- "N'empêche que tu reconnais une utilité des syndicats, même cette cogestion ou ce marchandage. "

- "Bien-sûr, sinon il n'y aurait pas de syndiqués. "

- "Mais alors sans être syndiqué tu profites de l'existence des syndicats. "

- "Je n'en profite pas, avec ce que je pense des syndicats, je suis dans le mouvement de lutte comme n'importe quel péquin, tu crois que tous les gens qui sont autour de nous ont leur carte syndicale dans la poche, est-ce que tu diras d'eux qu'ils profitent du syndicat. Je suis engagé comme n'importe qui dans le mouvement, je ne fais pas de ce que je pense une position particulière, un objectif particulier dans la lutte, une lutte ne se réduit tout de même pas à l'action des syndicats ni même à celle des syndiqués. Et puis après ce que je viens de te dire, je ne vois pas trop de quoi je profite, c'est même peut-être l'inverse. "

Pour Watson, même s'il s'agit de reproduction de cette société, on a des choses à y défendre. A priori je ne suis pas contre puisqu'on fait totalement partie de cette société, mais à condition que chaque fois ce que l'on défend soit mis en perspective historique, et soumis à une féroce analyse critique. En fait, cela signifie qu'il ne s'agit pas de quelque-chose à défendre, posé a-priori comme un élément positif détaché de la totalité, mais d'un moment de la lutte contre l'exploitation et son aggravation. En outre même dans cette défense quotidienne, il ne serait pas superflu d'analyser son traitement syndical. Il me parle alors de conquêtes comme l'école publique et nos statuts. En ce qui concerne l'école publique, je peux défendre mes conditions de travail, mais pas l'école, publique ou pas, qui n'est qu'un mécanisme de reproduction sociale, de tri et "d'exclusion" et ne peut être que cela. Elle n'est pas une institution extérieure à cette reproduction. Non seulement l'école n '"égalise pas les chances", mais encore elle n'est pas là pour cela. Chaque exercice, chaque comportement que nous demandons, reproduit quoi que nous pensions l'ordre social et la division de la société en classe. Tout ce qu'on peut faire, c'est être sympathique, c'est notre différence avec les flics. L'échec scolaire, comme reproduisant et confortant les divisions sociales, est une des principales finalités de l'école.

L'école n'est jamais tant fidèle à son rôle de reproduction et de "sélection" que quand elle "égalise les chances" : du C.P redoublé pour "consolider les bases", du C.M.2 redoublé également "pour préparer l'entrée en 6°", en passant par la classe commune de C.E.2 - C.M.1 "pour travailler à son rythme", cela suivi de l'entrée dans une 6° "aux effectifs allégés pour s'occuper de chacun" et enfin la Classe de Pré-Apprentisage, la 3° d'Insertion (à la vie professionnelle), précédée de la "4° à Parcours Pédagogique Personnalisé". Que de réelles sollicitudes à produire de l'échec scolaire, c'est à dire à reproduire les classes ! Non seulement l'école ne peut pas modifier les inégalités sociales, de toute façon elle n'est pas là pour ça, mais encore tout son travail consiste à les reproduire et à les conforter. C'est un bel et bon service public de cette société. En outre il faut être absolument clair sur une chose : il ne peut y avoir d'autre école que celle-ci et il n'y en eut jamais d'autre, toute alternative est de la foutaise, cela voudrait dire qu'il n y a pas de société. Et même nous ferions d'un fils de prolo, un énarque, cela ne ferait qu'un bourgeois de plus, tant mieux pour lui.

Le capital produit en partie à travers l'école le personnel dont il a besoin. Selon les périodes, elle peut être le groom de l'ascenceur social, cela ne change foncièrement rien à sa fonction reproductrice. Il existe également dans l'école, l'espèce des "belles âmes" qui enseignent "l'esprit critique". "Esprit critique" de quoi ? de l'école, c'est impossible, cela les enfermerait dans une contradiction insoluble, dans la mesure où c'est leur propre enseignement dans l'école qui se veut l'enseignement de "l'esprit critique". Dans les Centres de Formation des Apprentis (C.F.A), géré par le patronat, l'enseignement de l'esprit critique est d'une redoutable efficacité : la moitié des apprentis démissionne avant la fin de leur contrat à la suite de conflits avec leur patron. Dans les classes de C.P.A, les "pré-apprentis" que les collèges mettent à la disposition gratuite des patrons, comprennent rapidement ce qu'est l'école : soit

un endroit qui vous a foutu dans la merde, soit un lieu que l'on regrette car là au moins on se reposait et on s'amusait.

Il reste alors aux chevaliers du "St Esprit Critique", à se la jouer style "Cercle des poètes disparus", fleuron de l'idéologie des productions Disney, pour enseigner aux futures élites le supplément d'âme qui les rendra plus performantes : "Go west young man !".

D'entrée, dés 1882, l'école publique a été créée pour être cela, c'est l'école des pauvres qu'a créée Jules Ferry, parallèle à l'école de l'élite (les "petits lycées") déjà existante, les deux conservées dans leur spécificité sociale. Elle avait pour but, 10 ans après la Commune, où l'esprit critique avait soufflé à coup de canons, d'encadrer les paysans dans leur longue marche vers l'emploi industriel, de prémunir le peuple contre les dangers de "l'utopie socialiste", d'insuffler la "religion de la patrie", de justifier la colonisation "au bénéfice des races inférieures". Dans la boue des tranchées, au milieu des rats, elle était dans son élément, et avait montré qu'elle était à la hauteur de sa mission : "La gloire de nos pères". N'est-ce pas Lili que maintenant tu rêves à ce brave instituteur qui peignait en mauve l'Alsace et la Lorraine? Bien-sûr, pendant la discussion, ma diatribe fut plus courte, je n'ai pu résister, à la frappe, au plaisir d'étoffer un peu, il n y a pas de mal à se faire du bien.

- "C'était tout de même un progrès"

- " Oui dans le cadre de la société bourgeoise, mais pas par rapport à une ligne historique transcendante que l'on baptiserait progrès. Quant à nos statuts, c'est pareil, ça m'ennuierait beaucoup de le perdre, mais ce fameux statut des fonctionnaires, cela n'a été qu'un moyen, pour l'Etat, de s'attacher, après la guerre, un personnel qualifié, à bon compte, dans une période où le chantage à l'emploi ne pouvait être efficace. Quant à l'école publique, elle poursuit bien consciencieusement, son rôle de machine à trier et à "exclure", et cela "dans le moindre de nos comportements, dans chaque instant de nos cours". "Sciemment, ce que nous demandons ou faisons est irréalisable ou incompréhensible, sans héritage du milieu. La grande finesse, c'est que l'école produit l'échec comme une responsabilité personnelle, chaque rencontre parents-professeurs le matraque à chaque élève et chaque famille (comme l'A.N.P.E avec le chômeur individuel)".

Watson me demande de lui laisser quelques illusions et me dit : "tu ne te sens pas parfois très isolé, triste, sans perspective." Je concède que c'est parfois le cas, mais que les contradictions de la société capitaliste ne sont jamais qu'apparemment en sommeil, et qu'à intervalles réguliers, elles explosent à la surface. Pour lui c'est cette lutte qui doit être continue, c'est pour cela qu'il est dans le syndicat. Je maintiens que cette lutte, ce n'est pas le syndicat qui la fait, qu'il en est une fonction à analyser, jouant un rôle particulier dans celle-ci. Il trouve ma conception vis-à-vis des luttes ambiguë, il a peut-être raison. En retour, je lui demande comment lui, conçoit sa "cohabitation" avec des directions syndicales qui en plein cours du mouvement proposent un sommet où il ne sera même pas question de ce qui est en cause dans la grève. Pour lui le mouvement allait à sa fin, et il fallait organiser cette fin. Ici la discussion se tend un peu, c'est clairement l'aveu de tout ce que peut critiquer l'analyse des syndicats. Il me répond que là, c'est moi qui me faisait des illusions. "Il ne s'agit pas d'illusions, mais dans une lutte d'aller au bout de ce qu'elle est, cette lutte n'était pas "le grand soir", c'est évident, mais elle n'était pas le marche-pied du sommet de Matignon".

Le ton redevient plus amical (bien que la polémique puisse l'être), nous essayons au travers des deux notions qui pour nous sont respectivement à la base des mouvements sociaux de définir globalement notre opposition. Pour Watson, il y a une notion fondamentale, c'est la responsabilité individuelle de tout ce qui existe. Nous sommes responsables de tout, et donc pouvons tout changer à partir de nos changements individuels d'attitude, il conçoit la société comme une succession de cercles concentriques à partir de l'individu. Pour moi, le point de départ c'est la société comme totalité, qui se particularise de par son caractère contradictoire. C'est ainsi que se définissent les positions et attitudes individuelles, qui sont tout aussi libres que pour lui, puisqu'elles ne sont rien d'autres que ces définitions sociales dont la société est le rapport et le résultat.

Nous voilà de retour à la "Porte d'Aix", c'est très agréable de pouvoir discuter comme cela en déambulant en pleine rue ; heureux péripatéticiens.

En rentrant, lecture du "Monde" du dimanche. Un grand article en pages intérieures : "Le patronat s'inquiète des faiblesses de ses interlocuteurs syndicaux". "Les membres du C.N.P.F ont été d'accord pour constater la crise des syndicats...une fragilité dangereuse, car les responsables syndicaux sont coupés d'une base de plus en plus réduite, qui les perçoit comme des apparatchiks". "Le C.N.P.F aimerait pouvoir conforter les syndicats ayant pignon sur rue, avec lesquels il a l'habitude de s'affronter et de signer bon nombre d'accords, mais lesquels? Bien-sûr, la préférence du C.N.P.F va à la C.F.D.T, la C.F.T.C, parfois F.O, cependant même en ce qui concerne la C.G.T : mieux vaut tenter, dans des rapports concrets, d'effacer certains de leurs préjugés pour les amener éventuellement à ratifier des accords. L'expérience prouve que cela n'est pas impossible " . Il est vrai que le rapport du C.N.P.F souligne que pour la signature d'accords d'entreprise, la C.G.T est signataire de 46% de ces accords, derrière la C.F.D.T, 55%.

Dans un autre passage du rapport, le C.N.P.F regrette que : "les cotisations, qui représentaient 80% des budgets des organisations en 1955, ne représentaient plus que 20% en 1990...ce syndicalisme de rente rend les syndicats incontournables mais ils y perdent leur emprise sur des militants livrés à eux-mêmes...Les collectifs faisant fi de toute étiquette syndicale, prennent de court des appareils désarçonnés." Les 80% restant du financement des organisations syndicales sont constitués essentiellement de subventions de l'Etat, d'indemnités lors de participation à toutes sortes de commissions, ou par les salaires versés à des permanents syndicaux siégeant dans des organismes paritaires. L'erreur serait de considérer cela comme une dégénérescence bureaucratique et non comme structurel à la fonction sociale du syndicalisme.

Lundi 12 Février.

"L'Humanité" du jour publie sur deux pleines pages, un entretien avec Jacques Calvet, P.D.G de P.S.A Peugeot-Citroën. Un véritable morceau d'anthologie sur ce qu'est la perspective du "capitalisme à visage humain", Jacques Calvet pourrait en être le théoricien en chef. " A mon avis, il faut avoir des systèmes d'écluses au frontières pour tenir compte des différences de situation par pays", et à propos du mouvement de décembre : "J'avais à l'époque du traité de Maastricht, condamné son contenu, en considérant qu'on était en train de gâcher un grand espoir. Il s'agit d'un texte écrit par des technocrates et non par les peuples". " Si les abandons de souveraineté nationale se révélaient trop forts, je voterais non lors d'un référendum sur l'Europe" ; "La banque centrale européenne, comme la banque de France, doivent être soumises au pouvoir politique". Enfin lorsque le journaliste déclare à Jacques Calvet : "Mais l'addition du chômage technique, de l'écrêtement des effectifs, du recours aux intérimaires, des salaires qui stagnent, constitue un ensemble de facteurs, qui ne contribuent pas à la relance du marché", ce dernier tout benoîtement répond : "Je suis d'accord avec vous." Il ajoute que, quant à lui, il a toujours eu une ferme politique économique nationale. Embrassons-nous Folleville.

Mardi 13 Février

Lecture du "Monde". Récit de la manifestation parisienne du 11 février : "Un groupe d'anarcho-syndicaliste : les militants C.G.T nous regardent avec sympathie, maintenant surtout depuis que la C.G.T a réformé ses statuts et supprimé l'article où il était question de changer la société...C'est devenu clairement un syndicat réformiste, qui vise à gérer le système tel qu'il est. Nous sommes les héritiers de ce qu'était la C.G.T au début du siècle, nous voulons que les travailleurs négocient directement avec les patrons, sans intermédiaire. " Cette déclaration ne dit qu'une seule chose : le syndicalisme peut prendre toutes les formes et les discours imaginables, il demeure quant au fond identique. Tout, dans cette déclaration, est à savourer : tout d'abord le regard concupiscent sur le gibier que constitue le militant C.G.T ; ensuite le formalisme qui croit que les choses sont claires, n'adviennent, que lorsqu'elles sont dites, comme si, sauf pour quelques archéos, une ligne en plus ou en moins des statuts de la C.G.T changeait sa nature et sa fonction ; puis la prétention de l'héritier qui ferait mieux de se demander pourquoi son héritage a ainsi évolué. Mais le meilleur est dans la chute : "nous voulons que les travailleurs négocient directement avec le patron sans intermédiaire". Comme si on pouvait limiter la critique de la pratique syndicale actuelle à la critique de la bureaucratie, sans relier

la bureaucratie à la fonction elle-même des syndicats. Du "syndicalisme d'action directe", au "syndicalisme de la négociation directe" ; l'histoire se répète toujours sous forme de farce.

Comme la C.N.T espagnole, au début des années 80, la C.N.T française, si elle se développe, n'aura d'autres choix qu'entre son institutionalisation, si elle veut être un syndicat, ou sa groupuscularisation en pseudo-syndicat politique, et n'aura plus à se poser de question sur les intermédiaires. On a déjà eu l'expérience avec les coordinations de 1986, de la rapidité avec laquelle, la fonction syndicale qu'elles furent amenée à jouer créa une caricature de l'organe : corporatisme, définition de la classe comme somme de segments sur la base du travail concret, et non comme producteurs sociaux de plus-value, hypertrophie de la démarche démocratique, comme relation entre individus définis isolément sur la base de la division du travail, volonté de reconnaissance sociale, opposition à toute extension extérieure à la branche ou même parfois au métier, rapide bureaucratisation corollaire du fétichisme démocratique.

Déjà parus

Mutines Séditions
Recueil de textes Argentins (2001–2003)

Mutines séditions
Négrisme et tute bianche: un contre–révolution de gauche

Collectif anonyme
Pratique et idéologie dans le mouvement d'action directe…

B. Schwartz
Juin 36: l'envers du décors

G. Dauvé et K. Nesic
Prolétaire et travail, une histoire d'amour ?

G. Dauvé et K. Nésic
Il va falloir attendre

C. Charrier
Hegel & Marx

G. Dauvé (1999)
Quand meurent les insurrections

Centro di Ricerca per l'Azione Comunista
Les trois âges de l'opéraïsme

lamaterielle@tiscali.fr